

CAMINANDO

ÉDITION 2017 VOL. 32 8\$

EN MARCHÉ!



RÉSISTER ET TRANSFORMER

PAR LA COMMUNICATION POPULAIRE

CAMINANDO

VOL. 32, ÉDITION 2017

Mise sur pied en 1980, Caminando, la revue d'éducation et d'engagement du CDHAL, est un outil de diffusion des luttes des mouvements sociaux et des groupes de base latino-américains donnant la voix à des défenseur.e.s des droits humains et des personnes engagées et militantes à travers les Amériques. Elle présente des articles portant un regard critique sur les grands enjeux de la vie sociopolitique en Amérique latine et les luttes pour la défense des droits et l'autodétermination menées par des communautés latino-américaines et canadiennes.

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Couverture, Marcelle Eggs, 2017
4 Isabel Orellana, 1999
16 Jenny Galewski, 2017
33 Jenny Galewski, 2017
39 Manuel Salamanca Cardona, 2017
50 Otros Mundos Chiapas
62 Fanny Aishaa, 2013
78 Freda Guttman
98 Meriem Wakrim, 2017
Quatrième de couverture, Isabel Orellana, 2012

Caminando est publié par



40 ans de solidarité et de luttes

Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL)

1425 boul. René-Lévesque Ouest,
3^e étage
Montréal (Québec) H3G 1T7
Canada

514.257.8710 poste 334

info@cdhal.org

www.cdhal.org

Dépôt légal

Bibliothèques et Archives
nationales du Québec et du
Canada

ISSN 1490-0661

CAMINANDO

Comité d'édition

Roselyne Gagnon, Marie-Eve
Marleau, Carla Christina Ayala
Alcayaga, Amelia Orellana, Éva
Mascolo-Fortin, Rocío Barba

Coordonnatrice

Roselyne Gagnon

Conception graphique

Roselyne Gagnon

Comité de traduction

Amelia Orellana, Émilie Noël,
Macarena Lara, Valérie Martel,
Éva Mascolo-Fortin, Marie
Bordeleau, Andrée Boudreau,
Marie Eveline Touma, Maeva
Devoto, Alexandra Ferland,
Pedro Luiz Freire Cardadeiro,
Cindy Morán, Ana Carolina
Veiga, Jacqueline Aubry

Comité de révision linguistique

Marie France Labrecque, Any-
Pier Dionne, Vanessa Marroquin,
Éva Mascolo-Fortin, Laurence
Brière, Roselyne Gagnon, Marie-
Eve Marleau, Julie Keays, Laurie
Auger, Dana Martin

Promotion

Alexandra Parada, Marie-Eve
Marleau

L'ÉQUIPE DU CDHAL

Actions urgentes

Amelia Orellana, Éva Mascolo-
Fortin, Marie Bordeleau,
Alexandra Parada, Justine
Chénier, Diana Potes, Anne-
Lise Pierre, Elvis Beltran Leon,
Priscylla Joca, Maeva Devoto,
Emma Sandona, Nicole
Rodriguez Diaz, Adriana Pozos,
Ximena Cuadra

Brigades civiles d'observation des droits humains (BriCOs)

Martha Lucía Gómez, Joëlle
Gauvin-Racine, Marie Eveline
Touma, Annie Lapalme

Communications

Roselyne Gagnon, Éva Mascolo-
Fortin

Coordination

Marie-Eve Marleau

Éducation du public

Carla Christina Ayala Alcayaga,
Rocío Barba Fuentes, Laurie
Auger

Stagiaires

Elvis Beltran Leon, Laurie Auger,
Maeva Devoto, Emma Sandona

Collaboratrice-teur-s

Constance Vaudrin, Alexandra
Ferland, Alessandra Devulsky,
Gerardo Aiquel, Rodrigo
Arancibia, Michel Poulin, Ariane
Dinkel, Émilie Noël, Peter Felds

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Présidente

Ximena Cuadra

Trésorier

Pierre Lemay

Secrétaire

Yussef Kahwage

Administratrices

Thérèse Guay, Carolina Campos,
Éva Mascolo-Fortin, Sarah
Múnera

CONTENU

- 5 Éditorial | *Roselyne Gagnon et Marie-Eve Marleau*
- 6 Radio Huayacocotla, la voix paysanne, la Bien-aimée qui marche avec le peuple | *Inti Barrios*
- 9 Défendre le territoire du Honduras et du Guatemala par la radio | *Anna Jover Segura*
- 12 Editatona : j'édite, donc j'existe | *Carmen Alcazar*
- 17 Les outils de communication modernes chez les peuples autochtones | *Mariano Estrada Aguilar*
- 22 Se raconter à nouveau : la construction de la communication identitaire mapuche au Chili et en Argentine | *Felipe Gutiérrez Ríos*
- 26 Vaincre la peur par la radio dans un pays violent | *Félix Molina*
- 32 Féminisme, inégalités sociales et accès à Internet en Bolivie | *La Imilla Hacker*
- 35 Radio Centre-Ville : L'agonie d'une des premières radios communautaires au Québec | *Rocío Barba Fuentes*
- 40 Une voix à soi, une parole publique : un droit urgent des femmes | *Tachi Arriola Iglesias*
- 43 Le canal-école Kallpa TV : Communication populaire dans le Nord de l'Argentine | *Ariel Ogando*
- 46 La diversité de nos voix exprimée à travers la diversité de nos médias | *Movimiento M4*
- 51 Les mouvements sociaux et la construction d'un Internet féministe | *Inés Binder*
- 55 Le droit à la communication dans la société numérique | *Santiago García Gago*
- 58 La biodiversité technologique pour traverser les jardins clôturés de l'Internet | *Sursiendo*
- 60 AMARC publie une lettre ouverte sur le futur des radios communautaires à l'ère numérique | *Pulsar Brasil*
- 63 « Déghettoïser » une culture : le rôle des radios dans l'histoire du hip-hop québécois | *Marc-André Anzueto*
- 66 La sécurité de l'information comme enjeu pour la protection des droits humains | *Anne-Sophie Letellier et Mélisande Séguin*
- 70 Médias, pouvoir et luttes de base : Entrevue avec Lina Solano du *Frente de mujeres defensoras de la Pachamama*
- 75 La communication populaire pour la libération | *William Salazar Aguirre*
- 79 Rompre le silence : Déclaration du réseau de Periodistas de a Pie suite à l'assassinat de Javier Valdez | *Ernesto Aroche Aguilar*
- 81 Le modèle d'intervention du Wapikoni : la création cinématographique et musicale comme outils du vivre ensemble | *Manon Barbeau*
- 86 Les moyens alternatifs de communication : des outils de luttes et d'émancipation | *Sandra Lorena Rojas Villamuez*
- 90 Des stratégies pour penser au-delà des frontières | *Rosa Peralta*
- 94 « NAXME » La Radio du peuple Me'phaa, San Miguel del Progreso, région de la Montaña, État de Guerrero, Mexique | *Miguel Ángel Mijangos Leal*
- 97 L'éducommunication pour la citoyenneté des femmes | *Vera F. Vieira*
- 101 Une autre façon de se retrouver | *Contagio Radio*



ÉDITORIAL

Par Roselyne Gagnon et Marie-Eve Marleau

À l'ère de la montée de la droite et du fascisme, de l'omniprésence d'un discours hégémonique promu par les médias de masse et de l'érosion des libertés à travers le monde, la nécessité de trouver des alternatives et des stratégies de communication se fait de plus en plus pressante.

À travers les Amériques, les personnes oeuvrant dans le secteur de la communication, journalistes, militant.e.s et défenseur.e.s des droits tentent tant bien que mal d'informer, de rejoindre les populations et d'exercer leur droit à la communication et à la libre expression dans des contextes où elles et ils font régulièrement face à la criminalisation et à un difficile accès aux ressources. Au Guatemala, par exemple, les licences de radiodiffusion sont achetées via un système d'enchères, rendant l'accès aux ressources inégal. Au Mexique, un.e journaliste est assassiné.e à tous les 22 jours dans l'exercice de ses fonctions et plus de 99% des cas demeurent dans l'impunité.

Cette édition de Caminando s'inscrit dans ce contexte et vise à valoriser des initiatives de communication alternative, communautaire et sociale, mises de l'avant par et pour les populations. Cette année, vingt-six auteur.e.s et organisations ont accepté de partager leurs expériences et analyses sur cette thématique. La réponse significative à l'appel à communication démontre l'importance du sujet et l'urgence de s'unir pour lutter contre le modèle de communication promu par le système capitaliste. À la lumière des témoignages dans les pages qui suivent, un constat apparaît flagrant : les moyens de communications de masse à travers le monde sont au service d'une élite politique et économique minoritaire qui contrôle l'information et les ressources au détriment de la majorité.

À l'heure actuelle, les moyens de communication alternatifs et populaires constituent donc l'un des principaux outils de lutte pour les droits humains. Ils offrent des espaces de revendication, de diffusion libre de l'information, de transmission d'information sur les luttes sociales, de participation et d'*empowerment*, de multiplication des voix, de critiques et de construction conjointe d'analyses.

De nouveaux moyens de communication et de nouvelles plateformes, notamment les réseaux sociaux, sont également apparus au cours des dernières années, donnant la voix à des personnes souvent exclues de l'espace public. Les mouvements tels que #VivasNosQueremos et #moiaussi en sont la preuve.

Nous espérons que cette édition de la revue Caminando vous donnera un large panorama d'expériences et d'analyses sur les moyens de communication communautaires, populaires et alternatifs, qui méritent d'être mieux connus et partagés massivement afin de faire contrepoids au contrôle de l'information et la désinformation.

Nous souhaitons remercier les auteur.e.s, ainsi que toutes les personnes qui ont appuyé solidairement la traduction et la révision des articles, et les artistes qui ont partagé leurs illustrations. La réalisation et la publication de cette édition a été rendue possible grâce à leur appui précieux. Nous remercions également les partenaires de cette édition de Caminando qui, encore une fois cette année, ont démontré leur soutien pour ce projet.

Bonne lecture!

SOLIDARED : VOIX DE RÉSISTANCES DANS LES AMÉRIQUES

Le bulletin audio mensuel du CDHAL diffuse de l'information de différents mouvements, organisations sociales et groupes de base qui travaillent pour la justice sociale et environnementale à travers les Amériques.

Écoutez-le en français et en espagnol dès maintenant au www.cdhal.org!



Radio Huayacocotla, la voix paysanne, la Bien-aimée qui marche avec le peuple

Par Inti Barrios

Traduction par Émilie Noël

Le bien-aimé :

À ma cavale, quand elle est attelée aux chars de

Pharaon, je te compare, ô, mon amie.

*Tes joues sont belles au milieu des colliers, ton cou est
beau au milieu des rangées de perles.*

Nous te ferons des colliers d'or, pointillés d'argent.

– *Le Cantique des Cantiques*

Le 15 août 2017, notre bien-aimée Radio Huayacocotla, la radio du peuple avec sa voix de femme paysanne mature, de grand-mère, fêtait ses 52 ans.

La fête se fit le 12 août. Très tôt, les hommes et les femmes de Huayacocotla et des communautés voisines commencèrent à arriver pour fêter Radio Huaya, comme on l'appelle affectueusement. Ils avaient emporté des bouquets de fleurs, des photos, des cartes, des ballons et leur joie, pour témoigner à la Bien-aimée, et à ceux et celles qui y travaillaient, de leur affection, de leur respect et de leur admiration.

La célébration commença tôt avec des *tamales* et du café pour accueillir ceux et celles qui étaient venu.e.s fêter. Le téléphone ne cessa de sonner pour laisser savoir à la Bien-aimée qu'on l'aimait, qu'on la célébrait et qu'on voulait l'entendre pendant encore plusieurs, plusieurs années.

Dès 8 heures du soir, les gens commencèrent à arriver au complexe sportif où l'on organisait une danse afin de poursuivre la fête. La danse dura jusqu'à 3h30 du matin et plus de 2 500 personnes se rassemblèrent pour danser au rythme de la musique du trio, de la bande et de la cumbia. Il y avait des fusées et des pétards qui ont

illuminé la nuit et qui manifestaient la joie de tous ceux et celles qui célébraient ensemble l'histoire d'une radio qui maintenait son engagement envers les gens du peuple. Nous dansâmes ensemble, hommes et femmes, pour montrer notre affection à notre bien-aimée.

La Bien-aimée avait commencé ses émissions en tant qu'école radiophonique le 15 août 1965 avec comme objectif d'alphabétiser les gens de la région. Le projet était alors dirigé par deux religieuses.

En 1973, sa voix devint encore plus claire, car sa priorité devenait l'accompagnement des gens de la communauté, des paysan.ne.s de la région et de leurs luttes. À ce moment-là, les membres de l'équipe de la radio élargirent sa mission d'alphabétisation à celle d'éducation populaire.

En 1990, *Fomento Cultural y Educativo* (Développement culturel et éducatif), une association civile, qui appartenait à la Compagnie de Jésus, prit en main le projet de la radio et le renforça avec la création et l'accompagnement concret de l'Unité de production forestière Adalberto Tejeda.

La violence croissante dans la région motiva également l'expansion du projet avec la création du Comité des droits humains de la Sierra Norte de Veracruz afin de rendre les peuples plus forts et leur permettre de faire face aux injustices qu'ils vivaient.

La Voz Campesina (La voix paysanne) raconta non seulement les histoires d'oppression et d'injustice qui ravageaient les Otomis de Texcatepec, où les éleveurs dépouillaient les Autochtones de leurs terres pour y installer de grands pâturages et les remplir de vaches.

INTI BARRIOS est une actrice, scénariste, animatrice de radio et conteuse d'origine mexicaine, qui a passé cinq ans à Montréal. Son travail créatif est lié au travail des organisations sociales et des droits humains. Elle travaille actuellement à Radio Huayacocotla, *La Voz Campesina*, à la fois dans la production de programmes et dans le travail de la voix avec les animateur.trices.



Célébration devant la Radio Huayacocotla

Photographie de Radio Huaya

Non seulement ils leur avaient enlevé leurs terres, mais plusieurs furent assassinés... *La Voz Campesina* et les membres de ce qui serait plus tard le Comité des droits humains de la Sierra Norte de Veracruz accompagnèrent le peuple otomi dans sa lutte, qui se solda par l'expulsion des éleveurs et la récupération de 5 000 hectares de terres qui furent retournés à leurs propriétaires originaux.

Ainsi, depuis sa création, la Bien-aimée était proche du peuple « d'en bas » et est devenue un espace unique pour les peuples autochtones si oubliés et maltraités par le gouvernement du Mexique. Radio Huaya permit que la voix de ces peuples de la région (les Otomis, les Tepehuas et les Nahuas) soit entendue. C'est pourquoi elle dérange tant les puissants, le gouvernement qui, bien sûr, ne veut pas les entendre.

« Sans donner aucune explication sur les fautes auxquelles ils faisaient allusion, trois mois plus tard, ils nous dirent que nous pouvions ouvrir la radio. »

– Alfredo Zepeda

Cette option, celle de donner la parole aux sans-voix, fit que la Bien-aimée fut constamment harcelée par les gouvernements, à la fois les gouvernements régional et fédéral, tous deux craignant que les gens ne se sensibilisent, ne s'organisent et ne se conscientisent. C'est pourquoi ils voulurent faire taire Radio Huaya à plusieurs reprises. L'un des moments les plus tendus fut après le soulèvement zapatiste de 1994, lorsque le gouvernement remplit les montagnes du pays avec du personnel militaire, en particulier dans les zones autochtones.

À cette époque, prétextant des défaillances techniques, le gouvernement ferma la radio pendant trois mois, de mars à mai 1995, nous racontait Alfredo Zepeda, directeur du projet, qui y participa durant plus de 30 ans. Il ajouta : « Sans donner aucune explication sur les fautes auxquelles ils faisaient allusion, trois mois plus tard, ils nous dirent que nous pouvions ouvrir la radio ».

En 2005, Radio Huayacocotla reçut du Secrétariat aux communications et aux transports la permission de transmettre au 105,5 FM sous l'acronyme XHFCB

« La voix des paysan.ne.s ». À l'heure actuelle, la Bien-aimée a 10 000 watts de puissance et peut s'écouter du sommet de la colline de Viborillas dans toute la zone nord de Veracruz jusqu'aux communautés de l'Hidalgo, de Puebla, de San Luis Potosí, de Querétaro et au sud de Tamaulipas.

Le souvenir le plus lointain que j'ai de *La Voz Campesina* est une chanson qui jouait à l'émission *Noticiero del Campo* (Nouvelles de la campagne) qui plus ou moins disait ceci : « Les ravageurs, les ravageurs, ils voulaient avoir le dessus, manger les cultures de ma communauté. J'ai appelé Chonito, j'ai appelé Don Juan et des pauvres ravageurs, il n'en reste plus ».

Actuellement, les nouvelles sont appelées « Mots en l'air », mais continuent de refléter principalement l'actualité des villages de la région et privilégient le contact direct de la radio avec les organisations communautaires.

La radio favorise également le renforcement, la diffusion et la promotion des coutumes des communautés : les danses, les contes et les légendes; les occupations au sein de la communauté, telles que celles des sages-femmes, qui ont été attaquées par le système de santé de notre pays et dont la pratique est constamment menacée.

De la même façon, la radio maintient les contacts entre les gens de la communauté grâce à la section des avis et des communiqués, qui rapporte les animaux perdus, le travail communautaire, les journées de santé, les décès dans la région, les fêtes communautaires, etc., facilitant ainsi l'échange d'informations dans les zones où il n'y a pas d'accès au téléphone.

*Le dizain de l'Huasteca
c'est l'élégance rimée
de syllabes enchaînées
qui mouille l'âme desséchée
à Tlachi, à Huaya et à Texca
où le peuple marche
toutes les montagnes s'illuminent
la radio d'un peuple en lutte
qui s'écoute dans l'Huasteca
et la voix des paysan.ne.s s'entend*

– Carlos Hernández Dávila

Pour la Bien-aimée, il est essentiel que sa voix s'exprime par le biais d'un éventail de langues, car elle comprend ce que le peuple dit parce qu'elle fait partie du peuple. Ainsi, elle parle otomi, tepehua, nahuatl et espagnol.

Et comme la radio est colorée comme les villages, ainsi en est-il de la musique qui s'y écoute dans sa programmation; il y a de la musique de trios et de bandes caractéristiques de la région, ainsi que les danses des villages qui correspondent à des rituels divers comme les offrandes à l'eau, à la montagne, au maïs. Il y a aussi des rythmes de danse qui sont plus liés aux fêtes, comme des chansons pour le carnaval, les mariages ou le jour des Morts. C'est ce qu'Inocencio Flores Mina, l'animateur tepehua de la radio, nous a raconté.

Et la radio fait tellement partie de la communauté qu'on l'entend où sont ses gens, peu importe la distance. Internet a été mis au service du peuple, car il accompagne les migrant.e.s qui sont partis de ces terres pour aller à des endroits comme New York. Grâce à cela, les familles partagent non seulement des salutations, mais aussi les histoires de ceux et celles qui sont parti.e.s et de ceux et celles qui sont resté.e.s, et l'absence devient plus légère.

La Bien-aimée, bien qu'elle s'écoute au loin et que sa voix soit toujours plus forte, ne délaisse pas son côté communautaire ni son engagement envers « ceux et celles d'en bas ». Elle est consciente que d'assumer ce service fait d'elle, comme les autres radios communautaires du pays, une cible des attaques des puissants qui sont de plus en plus constantes dans un pays secoué par la violence. Cependant, étant une grand-mère et une sage, elle sait que se taire est inutile et qu'en ce moment, sa voix est plus nécessaire que jamais. Elle sait aussi que ce qu'elle a appris et vécu ces dernières années l'a rendue plus forte et que le peuple l'aime et la respecte. Elle se sait Bien-aimée.

DÉFENDRE LE TERRITOIRE DU HONDURAS ET DU GUATEMALA PAR LA RADIO

Par Anna Jover Segura

Traduction par Valérie Martel

La fraîche brume matinale et la faible lumière de l'aube couvrent la montagne et l'on entend au loin des sons de marimba mélangés à ceux d'une vieille radio : « Bonjour à toute la collectivité de Chamtaqá, nous commençons à l'instant la retransmission de la radio Kamolbé 93.1 ».

Quelques heures plus tard, près de la mer et des palmiers, là où l'humidité annonce les grandes chaleurs quotidiennes, on entend une bachata et la radio : « Buiti Binafi, nous sommes de retour ». Il s'agit de la radio communautaire Waruguma, à Trujillo.

L'une est au Guatemala; l'autre, au Honduras. À première vue, il semblerait qu'elles n'ont rien en commun. Au contraire, elles font toutes deux partie du Réseau mésoaméricain de radios communautaires, autochtones, garifunas et féministes, créé en 2009.

Travailler en réseau pour un soutien mutuel

Le Réseau mésoaméricain est un réseau stratégique de partenariats naturels qui réunit plusieurs radios communautaires et dont la mission est de renforcer les luttes des organismes sociaux et des peuples de la région. Actuellement, il compte 20 radios communautaires et 9 organismes pour la défense du territoire et des droits humains. Le maintien de la diffusion de ces radios demande un effort considérable et beaucoup de détermination puisqu'elles sont autonomes et se contentent du travail des bénévoles et de l'engagement social de la communauté et des personnes qui y participent quotidiennement.

L'objectif principal du Réseau mésoaméricain est d'unir les efforts des projets de communication des organismes qui partagent les mêmes visions de lutte, pour s'élever au-delà des frontières culturelles, religieuses et ethniques. Ainsi, le Réseau devient actif et opérationnel, capable de s'articuler et de répondre conjointement; un espace d'appui mutuel et de solidarité.

Quel est le contexte?

Tout cela a un lien de causalité bien précis. En effet, si l'on jette un coup d'œil à la situation des droits humains, plus particulièrement à la liberté d'expression dans cette région, nous faisons face à des faits préoccupants :

Au Guatemala, la majorité de la presse écrite est contrôlée par le groupe familial Marroquín qui possède aussi 41 postes de radio d'*Emisoras Unidas*. Même si la radio est moins sous le monopole que les autres médias (environ 55 % des 550 postes appartiennent à neuf conglomerats d'entreprises), il est important de noter que ceux qui contrôlent plus de la moitié des postes de radio sont aussi ceux qui contrôlent la presse et la télévision. De plus, les postes de radio s'achètent aux enchères, ce qui rend l'accès égalitaire entre les médias communautaires et les grandes entreprises de communication presque impossible.

Au Honduras, 69 journalistes et membres des médias sociaux ont été assassiné.e.s depuis 2001, selon les statistiques du bureau de la Commission nationale des droits humains (*Comisionado Nacional de los Derechos*

ANNA JOVER SEGURA détient un baccalauréat en publicité et relations publiques et une maîtrise en culture de la paix. Elle est expérimentée en analyse de conjoncture dans les zones de conflit, en droits humains et en dynamique de rétablissement de la paix en Amérique latine. Elle est journaliste indépendante pour les médias alternatifs et donne des formations en communication communautaire et en éducation populaire avec une approche sexospécifique. Elle est actuellement co-coordonnatrice de *Comunicadorxs Populares Por la Autonomía* (COMPPA), un collectif qui, depuis 15 ans, accompagne les organismes dans leurs processus de communication, de lutte et de résistance pour leur territoire : www.comppa.org

Humanos, CONADEH). Or, seulement 6 sentences ont été prononcées, ce qui signifie que 91 % de ces actes demeurent impunis.

Considérant ces problèmes (nous pourrions en nommer bien plus) et réalisant une veille des médias commerciaux (médias oligarques qui n'agissent que pour des intérêts économiques très précis et qui sont contrôlés par une poignée de gens), nous constatons comment leurs messages criminalisent les mouvements sociaux, ridiculisent et folklorisent la spiritualité et la culture, encouragent la migration et le sexisme, et promeuvent les projets d'extraction et de pillage pour « favoriser le développement ».

Tous ces messages sont remplis de fausses informations lancées aux communautés. Celles-ci doivent avaler l'information sans consultation ni préavis, comme si elles étaient des dépotoirs où s'accumulent les déchets sans contrôle.

C'est pour cela que les communautés se sont levées contre les médias commerciaux et contre la contamination de leurs terres et de leur territoire par des mégaprojets. C'est ainsi qu'est née la nécessité de créer leurs propres médias avec une identité qui leur est propre. Des médias où l'appropriation de la technologie est un processus en soi pour lequel se forment les médias communautaires qui, comme leur nom l'indique, proviennent de la communauté et sont créés grâce à la force du tissu social qui les pousse à aller de l'avant.

En ce sens, il est important de donner à TERRITOIRE une signification plus complète que celle de la terre. Il faut aussi lui ajouter le sens de corps, identité, culture, spectre radioélectrique, etc. Il est donc logique que la première ligne de défense du territoire soit LA PAROLE. C'est pourquoi les membres des médias communautaires utilisent la radio comme moyen de renforcer leur message et leurs droits en tant que communautés, leur personnalité et leurs sentiments uniques, dans le but de défendre leur territoire.

Que se passe-t-il avec les radios communautaires?

Voici ce qui se passe avec la radio Waruguma, à Trujillo, qui fait partie du Réseau de radios communautaires garifunas. En 2008, la collectivité de Guadalupe, dans la baie de Trujillo située sur la côte nord du Honduras, a intenté une action contre le Canadien Randy Jorgensen (aussi connu sous le nom de Roi du Porno) pour avoir acheté illégalement des terres dans cette même collectivité. Son but était d'ouvrir un passage entre le port de croisière Banana Coast et le projet Alta Vista, un énorme complexe touristique situé sur des terres communautaires. Les radios communautaires, avec l'aide de l'Organisation fraternelle noire du Honduras (OFRANEH), ont organisé la lutte et ont sensibilisé la société, ce qui a entraîné plusieurs menaces et de nombreux attentats envers les leaders communautaires et journalistes. Le 18 mai dernier, leur collègue César Geovany Bernardez, journaliste communautaire et membre de la coordination générale de l'OFRANEH, a été détenu et accusé d'usurpation d'un terrain

qui, selon le titre communautaire obtenu, appartient à la communauté de Guadalupe. Même si le juge a ordonné sa remise en liberté, ce défenseur des droits humains a été soumis à des mesures de substitution.

Leur dernier succès date du 26 juillet dernier lorsque la radio communautaire Waruguma a reçu la résolution OD 034-17 émise par la Commission nationale des télécommunications (*Comisión Nacional de Telecomunicaciones*, CONATEL). Celle-ci déclare que la radio communautaire est « REBELLE ». Selon la Convention 169 de l'OIT relative aux droits des peuples autochtones (qui fait partie d'autres conventions internationales ratifiées par le Honduras), les peuples autochtones ont le droit d'avoir leurs propres médias.

De l'autre côté de la frontière, a eu lieu le 20 mars 2017, la « Marche pour la dignité » à laquelle ont participé les communautés q'eqchi' d'Alta Verapaz. Cette marche



César Geovany Bernardez répare l'équipement de la radio communautaire à l'aide d'un de ses collègues du Réseau mésoaméricain

Photographie de COMPPA

a été organisée dans le but d'exiger que les autorités judiciaires officialisent le droit à la consultation obtenu par la collectivité de Santa María Cahabón. Il y a une forte opposition aux projets hydroélectriques Oxec I et Oxec II dans cette ville puisque leur construction se traduirait par la détérioration de l'écosystème de la région et par la destruction de lieux sacrés aux yeux de la communauté q'eqhi'. De son côté, la radio Kamolbé, de l'Union des organisations paysannes de Verapaz (*Unión Verapacense de Organizaciones Campesinas*, UVOC), a lancé une campagne d'information et de sensibilisation de la population sur ses ondes. Ils ont ainsi créé un bulletin sur ce sujet à l'aide de communicateurs et communicatrices communautaires du Réseau mésoaméricain¹.

Le samedi 29 juillet dernier, les familles q'eqhi' de 196 communautés des villages et des collectivités de Santa María Cahabón se sont réunies pour réaffirmer l'importance de reprendre la consultation du 27 août de bonne foi. Elles ont aussi demandé aux organismes, aux collectifs, aux observateurs et observatrices, ainsi qu'aux journalistes de veiller à ce que cette journée se passe dans l'harmonie et sans hostilité et à ce que la procédure établie soit respectée.

Nous n'avons nommé que quelques exemples des nombreuses façons dont la radio communautaire aide les organismes et les communautés à se battre pour la défense des droits humains et de leurs territoires. Finalement, les différents projets de communication et le Réseau mésoaméricain de radios communautaires, autochtones, garifunas et féministes pratiquent quotidiennement le droit à la liberté d'expression en utilisant la parole, notre première ligne de défense face à l'oppression et un outil fondamental pour exercer notre droit à l'information.

NOTES

1 Réseau mésoaméricain de radios communautaires, autochtones, garifunas et féministes du Honduras et du Guatemala « ¡Escucha y Aprende! Hidroeléctricas », en ligne : www.radiocomunitarias.info (page consultée en août 2017).

RÉFÉRENCES

Page du Réseau mésoaméricain de radios communautaires, autochtones, garifunas et féministes du Honduras et du Guatemala : www.radiocomunitarias.info

Comunicadorxs Populares Por la Autonomía (COMPPA). Escuelita de Comunicación Popular de

los Pueblos, 2010, en ligne : <https://www.comppa.org/materiales-didacticos-comppa> (page consultée en août 2017).

Convention 169 de l'OIT relative aux peuples autochtones des pays indépendants (27 juin 1989). Entrée en vigueur : 5 septembre 1991.

Clases de periodismo (2017). « Honduras : 69 periodistas asesinados desde 2001 y una impunidad que indigna », 2 mai 2017, en ligne : <http://www.clasesdeperiodismo.com/2017/05/02/honduras-69-periodistas-asesinados-desde-2001-y-una-impunidad-que-indigna> (page consultée en août 2017).

Hernández, Rosalinda (2017). « En defensa de la determinación », CIMAC, 21 février 2017, en ligne :

<http://www.cimacnoticias.com.mx/?q=etiqueta/guatemala&page=2> (page consultée en août 2017).

Morales, Rony (2017). « Consulta comunitaria de buena fe, vital para la vida del río Cahabón », *Prensa Comunitaria*, 29 juillet 2017, en ligne : <http://www.prensacomunitaria.org/consulta-comunitaria-de-buena-fe-vital-para-la-vida-del-rio-cahabon/> (page consultée en août 2017).

OFRANEH (2017). « Amenazan con clausurar la Radio Comunitaria Garífuna Waruguma en Trujillo », 26 juillet 2017, en ligne : <https://ofraneh.wordpress.com/2017/07/26/amenazan-con-clausurar-la-radio-comunitaria-garifuna-waruguma-en-trujillo/> (page consultée en août 2017).

EDITATONA :

J'édite, donc j'existe¹

Par Carmen Alcazar

Traduction par Éva Mascolo-Fortin

Des milliers de personnes écrivent, approfondissent, corrigent et contribuent à l'amélioration de millions d'articles de façon désintéressée dans l'encyclopédie libre. Mais pour la majorité, ce sont des hommes. Les statistiques les plus récentes à ce sujet, qui datent de 2012, sont non seulement décourageantes, mais également inadmissibles dans une société en quête d'équité : les femmes ne représentent que 10 % des éditeurs et éditrices de Wikipédia. Autrement dit, pour dix wikipédistes, on ne compte qu'une seule femme.

Pourquoi devrions-nous nous en inquiéter? D'abord, de toutes les biographies disponibles en espagnol sur Wikipédia, à peine 16 % concernent des femmes et un grand nombre d'articles comportent des biais machistes ou sexistes. Par exemple, dans la biographie d'une femme, nous retrouverons généralement des informations sur une relation familiale ou amoureuse avec un homme, nous saurons quel est son état civil, si elle a des enfants, et même quelles sont ses mensurations et sa taille. Bref, ces chiffres montrent bien que la vision de la moitié de la population de la planète n'est pas représentée dans un site qui constitue la principale référence sur Internet.

Mais pourquoi compte-t-on aussi peu de femmes actives comme éditrices sur Wikipédia? Parmi les diverses raisons que nous avons pu trouver, notons que puisqu'il s'agit d'un projet réalisé à titre bénévole, la participation nécessite d'avoir du temps libre, ce que nous, les femmes, n'avons pas. Nous vivons dans une société qui impose des rôles de genre dans lesquels les femmes doivent avoir un emploi rémunéré ou étudier, et s'occuper du travail de soins, comme s'occuper de la maison et des enfants. Après une journée de travail, nous investissons notre temps pour consommer du contenu Web, pas pour le générer.

Une autre cause se trouve dans la relation entre l'information et l'utilisation des technologies de communication. Comme il s'agit d'un univers en grande partie déterminé par les opinions, idées et hypothèses des hommes, beaucoup de femmes manquent de confiance en elles quant aux technologies. Nous avons souvent peu de liens avec la technologie au quotidien, et l'on nous a répété que nous n'avons pas d'aptitudes à ce sujet. Ce n'est pas un hasard si les statistiques sur la présence des femmes dans les programmes d'études en génie et dans les domaines liés aux systèmes informatiques sont très similaires aux statistiques sur la présence des femmes dans Wikipédia. Au Mexique, 80 % des personnes étudiant pour avoir le titre d'ingénieur.e sont des hommes et en Argentine, une étude a démontré que les adolescentes estiment que les programmes ayant trait à l'informatique sont souvent destinés aux garçons. L'organisme états-unien *Girls Who Code* démontre que la situation est loin de s'améliorer et tend même à s'aggraver. Alors que 37 % des diplômé.e.s en sciences informatiques aux États-Unis en 1984 étaient des femmes, ce pourcentage a aujourd'hui diminué à environ 18 %. Ainsi, il est clair qu'une fille souhaitant œuvrer dans le domaine de l'Internet fera face à un monde d'hommes. Avec tout ce que cela implique.

Une dernière raison, non moins importante, est notre confiance en nous-mêmes. C'est dans un monde où les professions d'hommes et de femmes sont délimitées, où le langage rend invisible, où la science et la technologie se construisent avec des noms masculins et où l'on se fait dire d'« étudier dans un domaine pour les femmes » que nous entrons en contact avec des projets numériques – pas seulement Wikipédia – avec une attitude défensive quant à la manière dont sera reçu notre travail en tant que

CARMEN ALCAZAR est féministe, politologue et wikipédiste. Elle est coordonnatrice du programme de réduction des écarts de genre à Wikimedia México.



femmes. Si on nous traite ainsi dans la vraie vie dans ce à quoi nous contribuons, comment notre travail sera-t-il accueilli sur Wikipédia, où le message de bienvenue que nous recevons pour nos actions proviendra certainement d'un homme?

Ce dernier point est le plus important. Jour après jour, nous sommes confrontées à des situations où nos opinions ne sont pas écoutées, mais plutôt ignorées et sous-estimées. Il est fort probable que nos apports sur Wikipédia fassent également l'objet d'un examen supplémentaire. Or, de nombreuses femmes ont tendance à se décourager lorsqu'il faut discuter, lancer

**« Je veux un Internet féministe », manifestation
« Vivas nos queremos » contre les violences
machistes au Mexique, avril 2016.**

Photographie de Luchadoras.org

C'est dans un monde où les professions d'hommes et de femmes sont délimitées, où le langage rend invisible, où la science et la technologie se construisent avec des noms masculins et où l'on se fait dire d'« étudier dans un domaine pour les femmes » que nous entrons en contact avec des projets numériques – pas seulement Wikipédia – avec une attitude défensive quant à la manière dont sera reçu notre travail en tant que femmes.

une discussion et argumenter, à plus forte raison s'il faut débattre avec des hommes ayant des milliers d'articles et de révisions à leur actif dans le projet.

Editatonas au Mexique

En novembre 2014, quelques femmes actives au sein de la section mexicaine de Wikimedia se sont penchées sur la manière de changer cette réalité, en luttant contre certains des obstacles décrits précédemment. Nous avons ainsi pensé à un événement exclusif pour les femmes, où nous pourrions échanger et partager nos connaissances sur Wikipédia et discuter de nos lacunes – et, surtout, chercher à les résoudre en mettant en commun nos forces. Cet événement serait aussi l'occasion d'aborder des thèmes absents des événements mondiaux de Wikimedia organisés par des hommes.

Partout à travers le monde, nous sommes responsables par défaut des tâches liées aux soins des enfants et même des nièces, grands-parents, cousins et cousines. Comment permettre la participation de nos collègues qui souhaiteraient éditer des articles, mais qui ne peuvent le faire, car elles doivent s'occuper de leurs enfants? Nous avons pensé à cette fin à un service de garde. Quels sont les enjeux qui nous intéressent particulièrement en tant que femmes, en dehors de la programmation thématique définie par des hommes? Nous nous sommes mises à nous questionner les unes les autres, sans gêne ni peur des railleries advenant notre ignorance quant à tel ou tel sujet.

Nous en avons discuté avec nos collègues de SocialTIC, et peu à peu le projet a commencé à prendre forme. Nous avons invité les camarades d'Ímpetu, et décidé avec elles

d'ajouter une composante féministe. Par la suite, nous nous sommes renseignées sur la discrimination positive et avons trouvé des arguments pour expliquer notre projet à une communauté un peu vexée et décontenancée, et d'autres organisations se sont jointes à l'initiative : *Luchadoras*, *Mujeres Construyendo*, *Sandía Digital*. Ensemble, nous avons mis sur pied Editatona. Certaines des camarades qui ont contribué à la construction du projet y sont présentes, d'autres pas entièrement.

La première édition d'Editatona a eu lieu en janvier 2015. La participation a dépassé nos attentes : plus de 84 femmes se sont inscrites à l'événement, qui avait lieu dans un espace prévu pour 30, soit à l'Institut de leadership Simone de Beauvoir. Nous avons réussi à y faire entrer 40 personnes, et là, serrées les unes contre les autres, nous avons édité des articles sur les féminismes.

Dans ces deux dernières années, les « editatonas » ont été déterminées à mener de l'avant un processus porté par des femmes du début à la fin. Nous sommes passées par diverses interrogations : Comment organiser un événement ou monter une bibliographie? Comment travailler en équipe? Nous avons cheminé pour résoudre nos incertitudes, qui ne concernaient pas uniquement Wikipédia. Et nous avons aussi constaté à quel point l'obstination est nécessaire pour aller au bout d'un projet.

De l'obstination? Oui. Depuis le début, nous savions que ce ne serait pas facile, à commencer par des choses simples, telles que changer le nom de Editatón (le marathon d'édition de Wikipédia, dont des éditions sont réalisées partout dans le monde) pour le féminiser. Nous pensions en effet (et cela s'est confirmé depuis) que nous

pourrions ainsi nous approprier l'événement, et que de cette manière il serait clair que nos événements sont destinés exclusivement aux femmes. Expliquer ceci à la communauté n'a pas été facile, car le terme editatón lui-même était depuis peu en voie de se faire connaître. Nous n'en avons pas fait de cas, et nous avons décidé d'aller de l'avant avec ou sans l'appui de la communauté. « J'édite, donc j'existe » est notre slogan, et nous devons agir en accord avec nos principes. C'est ce que nous avons démontré en maintenant un espace non-mixte. Nous avons reçu beaucoup de critiques parce que nous ne permettions pas la participation des hommes. On nous a dit que l'on excluait, que l'on discriminait. Notre réponse a été catégorique: « Tu souhaites éditer? Participe à l'un des 30 événements où il n'y a pas de restrictions ». « Tu souhaites éditer sur le féminisme? Fais-le ailleurs! »

Il y a eu ensuite des problèmes « techniques » : on ne retrouve pas beaucoup de catégories définies pour des femmes sur Wikipédia. Par exemple, une physicienne entrera dans la catégorie « physiciens ». Généralement, les bibliographies sont également moins fournies pour les femmes. Pour un article sur un joueur de soccer, on retrouvera une multitude d'articles de journaux, d'entrevues, de documentaires, etc. Pour une joueuse, la proportion sera de beaucoup moindre. Un ou deux articles, et c'est tout. Cela complique grandement le travail d'édition, car les règles de Wikipédia exigent de s'assurer de la pertinence de l'encyclopédie; or, la meilleure manière de le faire est de consulter des références de sources fiables.

Nous avons ainsi appris que nous devons créer plus de sources. Que si nous ne trouvons pas de recension sur l'exposition d'une artiste, nous devons faire en sorte qu'il y en ait une. De nombreuses autres expériences ont suivi par la suite, chacune avec des enjeux nouveaux, mais toujours avec des solutions concrètes, parfois improvisées, et parfois controversées.

Nous avons aussi à cœur de proposer un modèle de réduction des disparités de genre sur Wikipédia né et élaboré en Amérique latine. Nous avons reçu beaucoup de conseils et lu beaucoup de documents provenant de camarades qui, après tout, connaissent autrement

des situations plus privilégiées. Ces situations ne s'adaptent pas entièrement à ce que nous vivons. Editatona se développe face à des situations qui ne sont pas déterminées par les manières dont certains faits reçoivent plus d'attention du public international lorsqu'ils surviennent aux États-Unis ou en Europe.

La leçon la plus importante que nous avons tirée d'Editatona, c'est de savoir que nous pouvons mener à terme nos projets. Que l'audace, comme l'indique le cinquième principe de Wikipédia, est indispensable. Que les espaces féminins non-mixtes sont des espaces sécuritaires, fiables, amicaux. Et que les bonnes idées traversent les frontières : plus de 30 editatonas ont été organisées jusqu'à présent dans diverses villes : Aguascalientes, Chihuahua et Mexico D.F. au Mexique; de même qu'en Argentine, au Brésil, au Costa Rica, en Équateur, en Espagne, au Guatemala, au Nicaragua et en Uruguay.

À Editatona, nous n'avons pas la réponse à l'ensemble des problématiques liées aux espaces numériques comme le harcèlement, le peu de participation des femmes pour générer des contenus, etc. Il s'agit simplement d'une proposition que nous espérons voir croître et se consolider. Nous avons constaté un problème, et nous y avons fait face de façon collective et avec détermination.

Si tu souhaites te joindre à l'initiative, écris-nous!
editatona@wikimedia.mx, twitter.com/editatona ou
facebook.com/Editatona/

1 Ce texte a initialement été publié sur le site Internet de GenderIT : <http://www.genderit.org/es/feminist-talk/edici-n-especial-editatona-edito-luego-existo>



Les outils de communication modernes chez les peuples autochtones

Par Mariano Estrada Aguilar

Traduction par Éva Mascolo-Fortin

La communication autochtone semble s'adapter à l'époque et à l'espace de chaque région. Les acteurs qui explorent actuellement de nouveaux outils de communication audiovisuelle sont nombreux, qu'il s'agisse d'initiatives personnelles ou collectives. Ces outils sont les éléments fondamentaux qui leur ont permis d'occuper une place importante dans le cœur des peuples à travers l'Amérique latine et les Caraïbes. L'existence d'un réseau de communicateurs autochtones comme la Coordination latino-américaine de cinéma et de communication des peuples autochtones (*Coordinadora Latinoamericana de Cine y Comunicación de los Pueblos Indígenas*, CLACPI) témoigne de l'intérêt considérable que suscite un projet de communication distinct qui permet à ces peuples d'être les protagonistes actifs de leur propre développement.

Les premières formes de communication autochtone

Afin de bien comprendre le fonctionnement des méthodes et formes de communication des peuples autochtones en général, il faut évoquer les fondations et origines de chacun d'entre eux. Dans cette section, nous nous intéresserons aux processus et à l'évolution de la communication des peuples Tseltales et Choles de la forêt lacandone dans l'État du Chiapas, au Mexique. Les formes de communication de leurs ancêtres immédiats semblent tirées de mises en scène de films des années 1950. L'usage de branches, de marques ou de roches sur un sentier pour y indiquer le passage récent d'une personne est toujours courant. On remarque aussi des méthodes peu orthodoxes pour avertir de son arrivée ou faire une annonce, comme grimper à la colline et souffler

à pleins poumons dans un énorme coquillage ou, encore, en l'absence de cet instrument, former une cavité avec la paume des mains pour produire le même son.

Alors que s'implantaient les premières villes aux environs de la forêt lacandone, les Autochtones ont commencé à se procurer des appareils de plus en plus complexes, par exemple des récepteurs à ondes courtes et longues, qui leur ont permis d'améliorer leurs façons de communiquer. À terme, cependant, le changement serait drastique et irréversible et ébranlerait les structures des communautés autochtones.

De pair avec ce médium sonore, l'intérêt pour les images s'est aussi développé, de sorte que, s'ajoutant aux « images en mouvement¹ », ces médias formeraient le trio incontournable de la communication des peuples. On voit alors apparaître les premières images personnelles, familiales et même rituelles, ces dernières étant pourtant limitées à des espaces restreints en raison de leur caractère solennel.

De toute évidence, il s'agira là d'un style nouveau et moderne de communication de ces peuples qui les amènera à découvrir qu'ils sont des sujets de l'histoire, avec des droits reconnus et protégés par la Constitution du pays et par des traités internationaux comme ceux de l'Organisation internationale du travail (OIT).

Avec enthousiasme, des jeunes ont peu à peu innové et ont maîtrisé cette nouvelle façon de communiquer pour ensuite explorer d'autres dimensions et naviguer entre elles.

MARIANO ESTRADA AGUILAR est autochtone tseltal, cinéaste et documentariste depuis un peu plus de vingt ans. Il a réalisé une cinquantaine de productions (courts métrages et longs métrages) et a fondé Tseltal Bachajón Comunicación, l'entité sous laquelle il produit aujourd'hui ses films. Il est actuellement coordonnateur général de CLACPI pour la période 2015-2018.

Mariano filme une scène d'un documentaire

Photographie de Gumercindo Rojas

L'ère des télécommunications chez les communautés autochtones

Le rôle de premier plan exercé par un groupe d'Autochtones qui a pris les armes contre l'État mexicain, enlisé dans l'oligarchie et gouverné par une poignée d'hommes rêvant de vivre dans un pays du « premier monde », a amené de grands bouleversements dans la communication.

Les revendications de l'Armée zapatiste de libération nationale², formée principalement de peuples autochtones Tseltales, Choles, Tsotsiles et Tojolabales, incluent le droit à l'information, mais également l'accès et l'usage du spectre radioélectrique, celui-ci étant largement contrôlé au Mexique par le duopole de télévision de Televisa et Tv Azteca. Sur un total de 468 stations de télévision, 256 appartiennent au groupe Televisa, et 180 à Tv Azteca. Ces deux consortiums sont donc propriétaires de 93 % des chaînes de télévision au pays.

L'État mexicain a mis au point une stratégie de radiodiffuseurs « autochtones » qui n'est pas allée au-delà du discours. Dans la pratique, leur fonctionnement ne ressemble en rien à ce que pourrait être une station de radio exploitée et gérée par les Autochtones. Dans la section *Les politiques de communication de l'État et les peuples autochtones* ci-dessous, nous aborderons les modes opératoires de ces chaînes de radio autochtones.

Tout comme la radio et les autres médias existants, la télévision diffuse des contenus correspondant aux intérêts de l'État et, plus grave encore, véhicule largement des stéréotypes dénigrant les peuples autochtones. Il était ainsi nécessaire de chercher à mettre sur pied un média alternatif qui aide à comprendre la réalité des peuples tout en leur permettant de rendre visible ce que les médias existants occultent.

En plus de ces médias qui ne font que fournir de l'information, la téléphonie satellite a contribué, d'une certaine façon, à moderniser la communication autochtone. C'est ainsi que les communautés ont peu à peu investi le temps et les espaces requis par les grandes innovations.



Les politiques de communication de l'État et les peuples autochtones

Le secrétariat des Communications et des Transports (SCT), responsable de réglementer l'usage du spectre radioélectrique au pays, rend difficiles les démarches d'obtention d'un permis, un problème qui s'aggrave alors que l'usage de ces fréquences est devenu un mécanisme de contrôle et de pouvoir. Les entités qui détiennent les permis sont les grandes entreprises de télécommunications, qui agissent en collusion avec le système pour gouverner le pays. Un exemple clair est celui du président actuel du Mexique, Enrique Peña Nieto, qui a triomphé aux élections à la suite de la campagne médiatique outrancière autour de son image par le duopole télévisuel de Televisa et Tv Azteca. Le lendemain des élections présidentielles, une revue de distribution nationale affirmait ainsi que : « Le jour des élections, le dimanche 1^{er} juillet, a été en ce qui concerne la Présidence de la République, la finale presque parfaite d'un scénario écrit pour organiser le retour du PRI au pouvoir, dans un mélange de télé réalité et de téléroman, cette fois-ci non plus comme soi-disant 'représentant' des masses ouvrières et paysannes, mais bien des deux grandes chaînes de télévision qui imposent à ce pays leurs conditions et celles de leurs bénéficiaires »³.

Ces deux chaînes de télévision infléchissent les lois en matière de communication comme bon leur semble et selon leurs intérêts. En revanche, les peuples autochtones n'ont pas la moindre possibilité d'obtenir un permis à leur avantage, de là la revendication d'une communication équilibrée, où tous et toutes auraient les mêmes chances de communiquer et de s'exprimer. Faire partie de ces grands médias et y avoir une voix au chapitre n'est pas un caprice individuel ou collectif, mais bien un droit consacré dans les lois du pays, tel qu'indiqué à l'article 6, paragraphes

Et c'est de là, à partir de ces expériences, que sont nés l'esprit de rébellion et la volonté d'une communication véritable, propre aux peuples et porteuse d'espoir, différente de celle qui partout s'est immiscée dans l'esprit et le cœur des peuples autochtones.

2 et 3 de la Constitution politique des États-Unis mexicains : « Toute personne a droit au libre accès à une information plurielle et opportune, de même qu'à rechercher, recevoir et diffuser de l'information et des idées de toute nature, par tout moyen d'expression ». « L'État garantit le droit d'accès aux technologies de l'information et des communications, ainsi qu'aux services de radiodiffusion et de télécommunications, incluant les services à haut débit et l'Internet. À cette fin, l'État établira les conditions de concurrence effective dans la prestation de ces services ».

La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, à son article 16, stipule par ailleurs que :

1. *Les peuples autochtones ont le droit d'établir leurs propres médias dans leur propre langue et d'accéder à toutes les formes de médias non autochtones sans discrimination aucune.*
2. *Les États prennent des mesures efficaces pour faire en sorte que les médias publics reflètent dûment la diversité culturelle autochtone. Les États, sans préjudice de l'obligation d'assurer pleinement la liberté d'expression, encouragent les médias privés à refléter de manière adéquate la diversité culturelle autochtone.*

Dans le sillage des traités internationaux, l'État mexicain, de façon trompeuse et opportuniste, a créé les radios autochtones

tout en les mettant au service de ses propres intérêts. Filtrés à partir d'un centre d'opérations, les contenus parviennent altérés à leurs destinataires alors que les messages et la propagande du gouvernement sont diffusés de façon directe et autoritaire. Il s'agit d'une radio où l'État informe et contrôle, et où il n'y a pas d'espace pour la voix et l'opinion des peuples. Il n'y a pas non plus d'espace pour parler de la répression conçue et planifiée par l'État. Et c'est de là, à partir de ces expériences, que sont nés l'esprit de rébellion et la volonté d'une communication véritable, propre aux peuples et porteuse d'espoir, différente de celle qui partout s'est immiscée dans l'esprit et le cœur des peuples autochtones.

La communication autochtone dans la pratique

C'est ainsi qu'a commencé une longue aventure dans les sentiers de la communication des peuples. Ce fut toute une aventure que de découvrir, enfin, comment faire fonctionner ces étranges appareils, modernes et sophistiqués comme un outil de communication bien à soi.

En tenant compte des expériences d'autres stations de radio autochtones, dont certaines réclamaient, toujours sans succès, un permis d'opération depuis près de 30 ans, on choisira finalement de transmettre sans permis. Cette logique a pris son essor vers la fin des années 1990. La radio est alors devenue un moyen de communication



Une femme filme la bannière du XII^e Festival international de ciné et vidéo des peuples autochtones

Photographie de Mariano Estrada

distinctif, car elle permet dorénavant de faire entendre les opinions réelles des peuples. Il est alors devenu possible de partager des expériences communautaires et des propositions qui bénéficient véritablement aux peuples, et de dénoncer les faits qui vont à l'encontre de l'intégrité de la communauté et ravagent leurs droits.

Le recours généralisé aux fréquences sans permis a par la suite diminué face à la persécution et au démantèlement des stations par l'État mexicain. Des équipements entiers ont été brûlés, et des communicateurs autochtones ont été réprimés, persécutés, emprisonnés. Certains ont même disparu. Cette logique de répression continue de viser tous ceux et celles qui font de la communication sans censure sur le système de politiques répressives au pays.

Les images en mouvement⁴ ont aussi acquis une importance centrale pour les peuples autochtones, comme l'ont décrit Gerylee Polanco Uribe et Camilo Aguilera Toro. La vidéo n'a peut-être pas la même intensité que les radios communautaires, mais on la considère comme plus visible et impressionnante en même temps que plus coûteuse dans ce secteur. Néanmoins, l'ardeur démontrée par certains vidéastes a fait passer la question des ressources au second plan. La majorité de ces réalisateurs et réalisatrices sont des documentaristes, un format mieux adapté à la situation et la réalité des peuples qui peuvent être menées à l'écran sans que ce soit trop laborieux.

Les thèmes abordés tournent autour de divers axes transversaux : droits humains, genre, migration, environnement, culture, éducation, pour en mentionner quelques-uns. Ces productions sont projetées dans les communautés de la région sous la forme de ciné-débats. L'un des effets médiatiques de ces projections itinérantes est de favoriser le dialogue face aux conflits sociaux au sein des communautés. La vidéo a trouvé là sa véritable raison d'être, soit de contribuer sans relâche à la juste et noble cause de la paix des peuples.

D'autres espaces de diffusion pour les productions sont les festivals de cinéma nationaux et internationaux. La vidéo autochtone prend une signification bien particulière dans ces espaces. Des réalisateurs et réalisatrices autochtones de même que des collectifs du continent se sont regroupés dans une Coordination latino-américaine de cinéma et de vidéo des peuples autochtones (CLACPI), née en 1985 lors de son premier festival à Mexico. La tenue du festival a été irrégulière pendant les années suivantes, mais à partir du VII^e festival international à Santiago, au Chili, en 2004, elle a lieu tous les deux ans dans divers pays des Amériques. Il faut souligner que plusieurs réalisateurs indépendants et des collectifs demandent à faire partie de cet énorme et vigoureux réseau de communicateurs et communicatrices, unique en son genre, qui a reçu plusieurs prix à l'international, notamment le prix Fray Bartolomé de las Casas 2013, octroyé par le secrétariat d'État à la Coopération internationale et pour l'Amérique latine et les Caraïbes d'Espagne pour son apport considérable à la protection des droits, au respect des valeurs et pour sa contribution collective et constructive à la communication des peuples autochtones⁵.

La photographie mérite elle aussi une mention. Au même titre que la radio, sa portée et son usage en font un médium très pratique. Bon nombre de photographes autochtones dépeignent la vie de leurs communautés

et des peuples, y compris les cérémonies et, bien sûr, les actions constantes réalisées dans les grandes villes pour protester et dénoncer l'attitude répressive de l'État et les réformes constitutionnelles qui minent l'intégrité de la communauté.

Enfin, le cas du cinéma mérite un traitement particulier. En effet, même s'il partage des similitudes avec la vidéo, il est beaucoup plus complexe et coûteux. Peu de réalisateurs autochtones et peu de collectifs explorent ce médium qui commence toutefois à résonner comme un écho au sein de la communication autochtone.

Le sceau de la vidéo autochtone, une valeur significative dans la communication

Une des caractéristiques de plus en plus significative dans ces médias, et qui s'éloigne des concepts employés par les grandes industries des télécommunications, est celle de l'empressement à montrer un peuple qui agit avec la raison et avec le cœur. La sensibilité et le vécu du réalisateur ainsi que de la communauté à laquelle s'adresse le matériel audiovisuel imprègnent chacune des œuvres, reflétant la nécessité de produire une communication différente de celle des grandes entreprises. Les efforts n'ont d'autre prétention que le bénéfice collectif de la communauté qui réside notamment dans l'autodétermination des peuples, la reconnaissance de leurs droits et le respect de leurs espaces et de leur territorialité.

José Alfredo Jiménez, un communicateur autochtone des hauts plateaux du Chiapas, nous raconte comment il perçoit la communication distinctive : « Avec le temps,

j'ai commencé à saisir toutes les bonnes et mauvaises choses que m'avait transmises la télévision. Même si je n'ai pas poursuivi à l'école officielle, dans ma vie quotidienne, j'ai beaucoup appris de toute cette expérience de douleur, de dépouillement et d'humiliation à laquelle mon peuple et ma culture font face. Et devant cette situation, j'ai décidé de servir mon peuple et mon organisation en étant un communicateur très différent des journalistes et reporters, alors que la majorité d'entre eux font leur travail principalement pour l'argent et travestissent l'information. Je pense que cela a été l'un des motifs de ma conversion, de ma transformation en un communicateur communautaire »⁶.

Par ailleurs, il faut souligner que la majorité des communicateurs sont des hommes, et que peu de femmes s'impliquent dans le processus. Néanmoins, avec les quelques femmes communicatrices, des efforts sont déployés pour que davantage de femmes puissent y participer.

Finalement, signalons qu'à travers leur appropriation des médias, les Autochtones deviennent sujets et protagonistes au lieu d'être des étrangers, comme c'était le cas jusqu'à tout récemment. L'étranger peut connaître parfaitement l'histoire de la communauté, mais personne ne connaît mieux une maison que son propriétaire. Et c'est ce qui se produit avec le communicateur communautaire, qui continue de travailler pour une communication distincte, avec comme objectif l'atteinte d'un monde plus juste et plus digne.

NOTES

1 On désigne ainsi la vidéo, composée d'images en mouvement continu.

2 Le groupe armé dénommé *Ejército Zapatista de Liberación Nacional* (EZLN) s'est soulevé le 1^{er} janvier 1994 avec l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) entre le Mexique, les États-Unis et le Canada. Le droit à l'information, notamment, figure parmi les treize revendications de la Sixième Déclaration de la forêt lacandone de juin 2005.

3 Premier paragraphe de l'article « Televisa y la imposición de Peña Nieto » du numéro 1861 de la revue *Proceso*, publiée le 2 juillet 2012 à Mexico.

4 Lire « La imagen en movimiento », p. 41 de Gerylee Polanco Uribe et Camilo Aguilera Toro, dans *Luchas de representación, prácticas, procesos y sentidos audiovisuales colectivos en el sur-occidente colombiano*. Colombie : Programa editorial de la Universidad del Valle.

5 Source : www.clacpi.org/clacpi-gana-el-premio-bartolome-de-las-casas-2013-2/

6 José Alfredo Jiménez, premier paragraphe, « Subtítulo el viento me empujó a ser comunicador comunitario », p.308, dans *Tejiendo nuestras raíces*. Red de artistas comunicadores comunitarios y antropólogos de Chiapas, 2010.

RÉFÉRENCES

ACSUD las Segovias (2009). *Instrumentos Internacionales de Protección*.

Polanco Uribe, Gerylee et Aguilera Toro, Camilo (2011). *Luchas de representación: prácticas, procesos y sentidos audiovisuales colectivos en el sur-occidente colombiano*. Colombie : Programa editorial de la Universidad del Valle.

Red de artistas comunicadores comunitarios y antropólogos de Chiapas (2010). « Sjalel Kibeltik, Sts'isjel ja Kechtik'i' », *Tejiendo nuestras raíces* (version tsotsil-español). Mexico : CIESAS.

Villamil, Jenaro (2012). « Televisa y la imposición de Peña Nieto, Proceso », no. 1861, 2 juillet, Mexico.

Zamorano, Gabriela, Franklin Gutiérrez et Abel Ticona (2008). *El camino de nuestra imagen. El plan nacional. Un proceso de comunicación indígena originaria en Bolivia*. La Paz : CEFREC/CAIB.

Quotidien *La Jornada*.

Tríptico informativo CLACPI.

Constitution politique des États-Unis mexicains

Sources consultées en ligne :

<http://www.nodo50.org/pchiapas/chiapas/documentos/selva-vi/selva-vi.htm>

www.clacpi.org/clacpi-gana-el-premio-bartolome-de-las-casas-2013-2/

SE RACONTER À NOUVEAU

La construction de la communication identitaire mapuche au Chili et en Argentine

Par Felipe Gutiérrez Ríos

Traduction par Andrée Boudreau

Le territoire ancestral du peuple mapuche occupe pratiquement la totalité du sud du continent, dans la région centre-sud de ce qui est aujourd'hui le Chili, les pampas et la Patagonie de l'Argentine actuelle. Avec une population qui aujourd'hui compte près de 1 600 000 personnes selon les chiffres officiels, c'est l'un des peuples originaires le plus nombreux du continent.

Contrairement à la majorité des peuples de la région, les Mapuche résistèrent à l'invasion espagnole, puis à travers une série de pourparlers, des zones frontalières avec la Couronne furent déterminées; et ce fut juste après la formation des États-Nations qu'advint sa défaite militaire. Au Chili, le procès ironiquement connu comme Pacification de l'Araucanie commença en 1861, lorsque l'armée traversa la frontière du fleuve Bio-Bio et commença à construire des forts vers le sud, jusqu'en 1883 avec la refondation de Villarrica, au centre du territoire mapuche. Dans le cas de l'Argentine, la Conquête du Désert, dont le nom laisse déjà supposer l'idée créole que les pampas et la Patagonie étaient des territoires vierges, débuta formellement après la promulgation de la Loi N°947 et se considéra achevée suite à la capture des caciques Inacayal et Sayhueque en 1885. Les deux conquêtes eurent comme résultat la colonisation de millions d'hectares de terre et la mort de milliers d'Autochtones, et avec eux leurs modèles culturels. Ceci constitue un élément significatif : la colonisation chilienne et argentine impliqua non seulement un génocide, mais également la perte d'une série d'éléments symboliques du peuple mapuche, comme l'était sa capacité à intervenir dans l'espace

public. À partir de cette période, ce que signifiait être mapuche se retrouva entre les mains des colonisateurs par le biais de leurs discours et médias (où les journaux jouèrent un rôle fondamental). Les Mapuche perdirent ainsi la possibilité de se raconter dans l'espace public, de raconter leur propre histoire. Leur représentation resta en dehors de leur espace symbolique.

Depuis lors, des organisations et communautés se sont mobilisées pour ériger divers processus de lutte pour la survie. Cela s'intensifia durant les dernières dictatures civiles-militaires (1973-1990 au Chili; 1976-1983 en Argentine), lorsqu'eut lieu une réorganisation interne mapuche sans précédent au cours des cent dernières années. En lien avec un processus de reconstruction culturelle, politique et historique, une récupération et une revalorisation des figures et pratiques culturelles ancestrales se sont mise en œuvre à partir desquelles s'est constitué un réseau d'organisations validées par le peuple même, organisations qui ont émergé lors de la querelle politique des nouvelles démocraties en Argentine et au Chili.

Même si la lutte territoriale demeure la plus visible, différentes demandes ont été articulées dans le discours public mapuche tout au long de cette période. La discussion pour le droit à la communication, abordé dans le présent article, est devenue pertinente dans la mesure où les diverses organisations et communautés mapuche ont pris en charge la gestion médiatique en tant que nécessité afin de pouvoir exposer leurs demandes dans la sphère publique.

FELIPE GUTIÉRREZ RÍOS est membre du Collectif Mapuexpress, chercheur à l'*Observatorio Petrolero Sur* (Observatoire Pétrolier Sud), journaliste pour l'Université du Chili et actuellement étudiant à la maîtrise en Études sociales latino-américaines à l'Université de Buenos Aires.



L'exercice du droit à la communication mapuche

Aux traditionnelles formes de communication qui existaient et qui existent, comme le *werken*, principal agent de la communication mapuche, le *trawün* comme espace de rencontre, l'échange épistolaire, le *weupife* comme dépositaire de la tradition orale, les instruments musicaux tels la *trutruka* et le *kul kul*, les danses cérémoniales ou les récits comme le *epew* et le *konew*¹, s'ajoutent les nouvelles pratiques médiatiques mapuche apparues à l'issue de l'appropriation des technologies de l'information et des communications par divers organismes et collectifs. La communication médiatique mapuche naît à la suite de ces expériences.

Au Gulumapu, le territoire mapuche sous administration chilienne, se démarquent le journal *Aukiñ*, du *Consejo de Todas las Tierras*, édité de manière ininterrompue de 1990 à 2000, l'émission radiophonique *Wixage Anai* qui débuta ses transmissions en 1993, le portail électronique *Mapuexpress* en ligne depuis l'an 2000, le journal

Manifestation à Santiago au Chili pour exiger justice pour l'assassinat de Matias Catrileo, janvier 2012.

Photographie de Amelia Orellana

Azkintuwe qui circula entre 2003 et 2010, et s'ajoute la réalisation de plus de 10 documentaires où se distinguent les collectifs *Lulul Mahuida* et *Ad Kimvn*. Au Puelmapu, le territoire mapuche à l'est de la cordillère, se démarquent le Centre de Communication Mapuche *Kona*, né en 2000 sous l'aile de la Confédération Mapuche de Neuquén, le portail *avkinpivkemapu.com.ar* de 2003, des radios telles FM de la Terre, *Petü Mogeleiñ* et *AM Wajzugun*, et finalement, le premier canal de télévision autochtone en Argentine, *Wall Kintun TV*².

Le processus de consolidation de ces médias a mené à la mise en place de divers espaces d'expression de communicateurs et communicatrices qui ont suscité une forte revendication pour le droit à la communication.

Peinture murale à Santiago au Chili

Photographie de Amelia Orellana

Pour le référent de Mapuexpress, Alfredo Seguel, ce droit est « interactif, dynamique, égalitaire et non discriminatoire, motivé par les besoins sociaux au lieu des intérêts commerciaux ou politiques. L'exercice du droit à la communication doit représenter les demandes et les aspirations des peuples par rapport à leurs droits humains collectifs, tels que l'autodétermination, les terres, les territoires, les ressources naturelles, le bien-vivre et le bien-être social, le développement, l'économie, la société, la culture, l'environnement, etc., et peu ou rien de cela ne se voit au Chili. Notre vision du droit à la communication se base sur la reconnaissance de la dignité et des droits égaux et inaliénables de tous les peuples à l'intérieur d'un État »³.

Comme le souligne Seguel, au Chili, ce droit protégé par diverses conventions internationales n'apparaît même pas dans les nouvelles législations communicationnelles, comme c'est le cas pour la Loi N°20.433 de 2010 qui a créé les services de radiodiffusion communautaire citoyenne. Par contre, en Argentine, l'expérience de la Loi 26.522 sur les Services de communication audiovisuelle, adoptée le 10 octobre 2009, reconnaît en plusieurs points le droit à la communication des peuples autochtones, tout comme la promotion de ses valeurs, sa langue et son identité. La loi prévoit « une fréquence radio AM, une FM et une fréquence de télévision pour les peuples originaires dans les localités où chaque peuple sera établi »⁴. Elle permet le financement au moyen d'allocations venant du budget de l'État, de la vente de publicité, de la vente de contenus de production originale, de donations, de soutiens ou de parrainages et de ressources spécifiques allouées par l'Institut national des affaires autochtones⁵.

L'adoption de cette loi fut toute une avancée puisque des communicateur.trices autochtones de différents espaces – et provenant également des médias communautaires – participèrent à sa rédaction, en établissant leur vision de la communication identitaire⁶, dans leur quête pour déterminer quelles sont les caractéristiques mapuches qui émergent de la communication mapuche. Gerardo Berrocal de AdKimvn



signale que « la communication identitaire est un concept auquel nous avons donné forme lors de différentes rencontres, comme au Réseau des communicateurs mapuche, et qui a été également discuté par les *peñi* (frères) au Puelmapu. C'est un concept distinct parce qu'à la différence des autres expériences qui peuvent exister, il met l'emphase sur la dimension spirituelle du processus de communication. Contrairement aux autres processus, la dimension spirituelle de chaque *lof* (communauté) se renforce; nous croyons que ce qui donne son identité à la question communicationnelle mapuche est la dimension spirituelle du mouvement politique. Ses processus communicationnels ne se retrouvent pas dans ceux d'autres peuples ».

Carlos Catrileo, journaliste à l'agence nationale argentine TELAM, présente la communication identitaire « comme une façon de renforcer l'identité de notre peuple, récupérer ce qui est nôtre et à partir de là, créer une mémoire collective avec notre philosophie et notre cosmovision, ce qui nous amènera à la rencontre de notre propre identité, en comprenant que nous cohabitons avec d'autres cultures et que pour cela nous vivons en ayant à communiquer, mais en sachant parfaitement d'où nous venons, qui nous sommes et où nous voulons que notre peuple aille. Dans ce sens, nous ne sommes ni innocents, indépendants ou impartiaux, nous sommes engagé.e.s

dans les processus de notre peuple, dans une lutte et une tension constante, et c'est sur cette base que nous exerçons la communication identitaire ».

La communication identitaire mapuche, c'est-à-dire la pertinence culturelle du récit médiatique, le reflet de la situation des différents *lof*, l'expression communicationnelle de la politique des organisations et la dimension spirituelle de la manière dont on communique, c'est ce qui définit la communication mapuche et qui la différencie des autres modèles de communication comme l'occidental ou celui d'autres peuples autochtones.

Le discours public mapuche

Que ce soit avec les droits consacrés au niveau de l'État ou non, les moyens de communication mapuche apparaissent comme l'expression publique du mouvement, comme une manière d'amplifier massivement le discours public mapuche. Ce discours se fait dans un contexte d'interculturalisme et est médiatisé; autrement dit, divers acteurs politiques mapuche *se sont approprié* les nouvelles technologies de l'information afin de pouvoir *amplifier* leur discours avec le double objectif d'établir leur propre récit et de confronter le discours officiel.

La création de médias propres au peuple mapuche n'est pas un fait du hasard. Au discours du mapuche violent, ou de l'« indien.ne paresseux.euse », s'oppose un autorécit qui conteste les symbolismes créés par le récit hégémonique. Cette polémique sur les significations hégémoniques se manifeste lors de l'étude des discours produits par les médias mapuche. Par exemple, Guadalupe Fernández et Gonzalo Chaet décrivent la radio Petü Mogelein de El Maiten (Chubut) comme une stratégie identitaire mapuche dont l'objectif central est de « construire et actualiser des significations autour de la question mapuche qui les reconnaissent comme des

sujets actuels, vivants et présents. Ces significations sont diffusées à partir d'un moyen de communication propre à eux et entrent en conflit avec les significations qui circulent et sont légitimes dans l'espace public »⁷.

Ces médias, situés à différents endroits sur le territoire et qui s'expriment par le biais de divers langages communicationnels, se concrétisent dans un projet communicationnel mapuche propre, que Juan Francisco Salazar qualifiait déjà en 2002 de contre sphère publique qui « permet de laisser la place à la création d'un discours mapuche renouvelé qui, depuis le cyberspace, offre une voix divergente et critique à la sphère publique traditionnelle »⁸. Cela a permis à l'autorécit mapuche de pouvoir émerger et d'avoir un espace consolidé dans les médias qu'il s'est approprié : même dans une disparité quant aux médias hégémoniques, leur propre communication commence à contester la signification autour de la question mapuche.

Les trois décennies ininterrompues de création de médias mapuche ont permis à cette contre sphère publique de lutter pour des espaces de décolonisation communicationnelle, ce qui permet à ce peuple de se redonner un sens. À la suite de la défaite militaire, ce qui signifiait être mapuche était dans les mains des Autres. Et quoiqu'une colonisation symbolique et physique continue d'exister, elle est actuellement remise en question. La construction d'une nouvelle communication mapuche est un processus qui s'emboîte avec d'autres batailles concernant l'autonomie mapuche comme les récupérations territoriales, la récupération linguistique et la construction d'une historiographie propre. Cette dernière poursuit également un objectif convergent avec la communication : les Mapuche ont recommencé à prendre la parole au niveau public. Aujourd'hui, elles et ils peuvent se raconter à nouveau, conter leur propre histoire.

NOTES

1 Les pratiques communicationnelles traditionnelles mapuche sont décrites par Gerardo Berrocal, en ligne : <http://adkimvn.wordpress.com/2012/10/19/una-breve-revision-de-la-comunicacion-antes-de-colon-en-wallmapu> (page consultée en septembre 2017).

2 Gutiérrez, Felipe (2014). *We Aukiñ Zugu: Historia de los Medios de Comunicación Mapuche*. Santiago : Quimantú; Yanniello, Florencia (2014). *Descolonizando la Palabra. Los medios de comunicación del Pueblo Mapuche en Puelmapu*. La Plata : La Caracola.

3 Pedro Cayuqueo « Los medios masivos contribuyen al adormecimiento de la sociedad », en ligne : <http://www.agenciadenoticias.org/los-medios-masivos-contribuyen-al-adormecimiento-de-la-sociedad> (page consultée en septembre 2017).

4 Services de Communication Audiovisuelle, Loi N° 26.522. ARGENTINE. Article 89, Alinéa e) (2009).

5 *Op cit*, Art. 152

6 L'application de cette loi est aujourd'hui en litige, à cause des diverses tentatives entreprises par l'administration de Mauricio Macri (2015-) pour y déroger. En outre, sa mise en application durant le

gouvernement de Cristina Fernández fut déficiente, dans un contexte de forte cooptation des secteurs autochtones.

7 Fernández, Guadalupe et Chaet, Gonzalo (2012). « Radio Comunitaria Petü Mogelein, La radio como estrategia identitaria mapuche ». Mémoire présenté pour l'obtention d'une maîtrise en communication sociale de l'Université de Buenos Aires.

8 Salazar, Juan Francisco (2002). « Activismo indígena en América Latina: estrategias para una construcción cultural de las tecnologías de información y comunicación ». *Journal of Iberian and Latin American Studies*. University of Western Sydney, 43 p.

Vaincre la peur par la radio dans un pays violent

Par Félix Molina

Traduction par Marie Eveline Touma

Je me suis remis à regarder les photos prises, il y a deux ans, dans la communauté autochtone d'El Taragual, dans la municipalité de La Iguala, Lempira, dans l'ouest du Honduras, où a été inaugurée la *Voz de la Vida* le 3 mai 2015, Journée mondiale de la liberté d'expression.

Le peuple autochtone lenca a été humilié pendant des siècles par d'ambitieux accapareurs de terres – des minorités blanches métissées, essentiellement racistes, et des religieux et religieuses au service de politiciens autoritaires et corrompus –, mais il a résisté avec sa spiritualité ancestrale, son savoir et son courage.

Il y avait un vrai manque de moyens d'expression de la communauté, car personne ne voulait écouter la parole des leaders locaux contre l'imposition de la Loi d'ordre territorial (*Ley de Ordenamiento Territorial*) qui « oblige » les municipalités à diviser en parcelles le territoire ancestral des Autochtones.

Depuis son entrée en vigueur en 2006, cette loi donne aux municipalités le pouvoir de mesurer, d'attribuer, et de vendre les terres communautaires et les territoires autochtones, pour ensuite attribuer des concessions ou vendre ces terres à des groupes privés incluant des blanchisseurs d'argent du crime organisé qui veulent s'accaparer les ressources naturelles pour ensuite les exploiter de manière implacable.

La loi entre en opposition avec les droits intrinsèques des peuples autochtones qui construisent des relations de collaborations solidaires, de libre échange de biens, d'utilisation commune du territoire pour l'agriculture,

la chasse et la pêche, et qui construisent des formes d'autogouvernement fonctionnant par assemblée.

Ainsi, le 3 mai, la dignité communautaire et la fierté collective d'une visibilité régionale a brillé à travers ceux et celles qui ont appuyé l'idée de la Radio Taragual, au 106.7 FM.

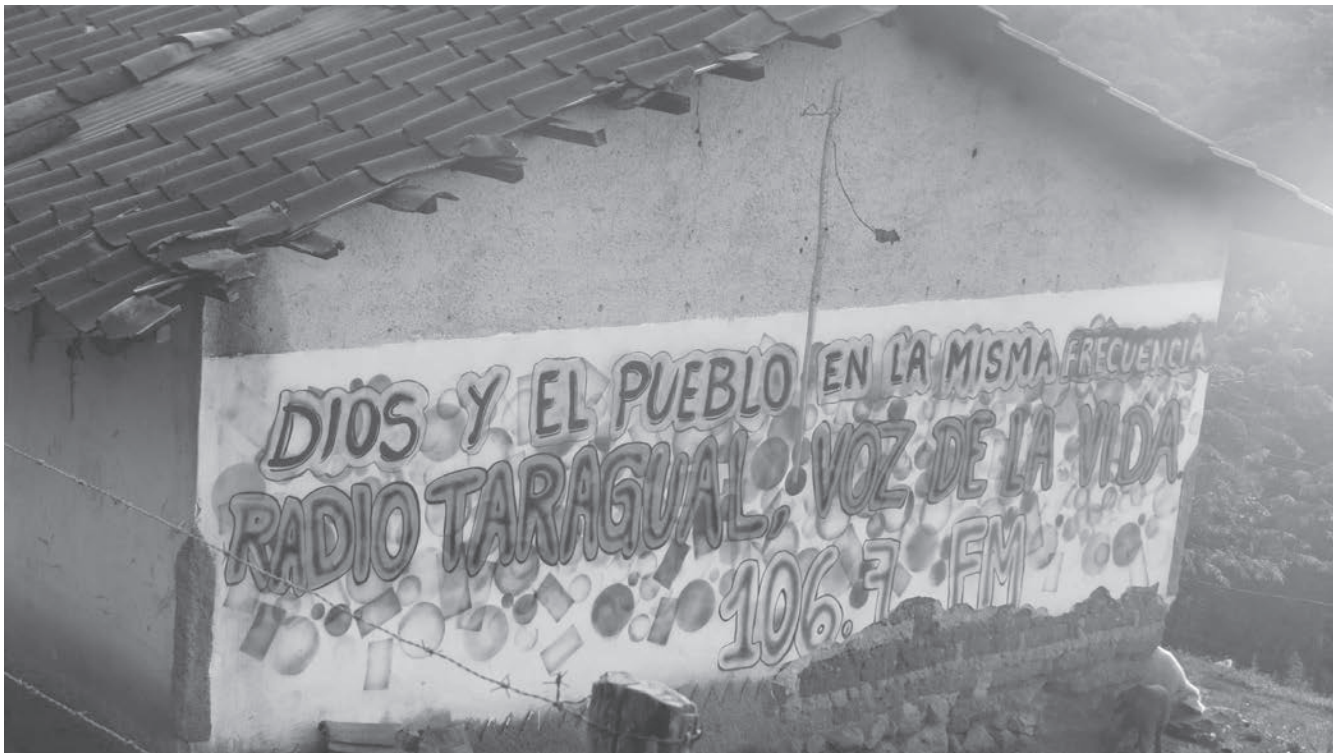
Évidemment, la présence de la radio a également présupposé le silence des incrédules et des adversaires qui ont exercé durant des siècles le monopole de la parole, plus particulièrement le prêtre, le chef politique ou le propriétaire des terres.

Trois ans plus tôt, un des leaders autochtones de la communauté, Emeterio Pérez, avait souvent fait appel au programme *Resistencias* que je diffusais alors via la Radio Globo, à partir de la capitale Tegucigalpa, pour demander un appui au rêve communautaire.

En juin 2013, quatre ans après le coup d'État, l'Association de médias communautaires du Honduras (*Asociación de Medios Comunitarios de Honduras, AMCH*) est née, faisant partie des multiples réponses face à l'invisibilité des acteurs sociaux au débat national.

L'AMCH est également apparue comme moyen de résistance face à l'exclusion de voix critiques au discours hégémonique imposé par les moyens de communication urbains contrôlés par des pouvoirs en réalité liés à l'État. Et c'est dans ce mouvement que se trouvait Taragual pour revendiquer sa station de radiodiffusion.

FÉLIX MOLINA est journaliste, fondateur de l'Association de médias communautaires du Honduras (*Asociación de Medios Comunitarios de Honduras, AMCH*), survivant de deux attaques à main armée le 2 mai 2016 à Tegucigalpa, la capitale du Honduras, conséquence de son travail critique et indépendant dans un des pays les plus dangereux au monde pour les travailleurs et travailleuses de la presse. Il a reçu le Prix *Chavking a la Integridad Periodística Iberoamericana* en 2012 pour avoir dirigé l'émission de radio *Resistencias* suite au coup d'État de 2009 et est actuellement reconnu comme personne protégée au Canada selon le Statut de l'Office du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.e.s.



Dans les années précédentes, les permis pour les compagnies de communication à but lucratif et pour les moyens de communication propagandistes gouvernementaux avaient été sujets au système inégal de mise aux enchères et aux influences des deux partis politiques traditionnels, des deux religions historiques, de l'armée recevant des investissements privés et des entreprises médiatiques transnationales, incluant celles de téléphonie.

Cette façon de profiter commercialement du patrimoine national qu'est le spectre radioélectrique a exclu le citoyen et la citoyenne de la fondation et de l'opérationnalisation d'entreprises de production de l'imaginaire. Plus concrètement, cela a exclu les organisations de paysan.ne.s, de femmes, de défenseur.e.s des droits humains, de jeunes revendiquant une participation sociale et politique, et finalement d'Autochtones et de Garifunas depuis toujours dépeints de manière folklorique et comme étant pauvres dans les moyens de communication urbains.

Ces acteurs se voyaient refuser un espace en ondes pour aborder leurs réalités, et ce, non seulement pour des raisons économiques, mais également politiques et idéologiques.

Dans cette maison rustique, construite de terre, pierre et bois, Dieu, Peuple, Voix, Radio et Vie fusionnent au service de la communauté.

Photographie de Félix Molina

Les chiffres noirs de la liberté d'expression

L'adoption de lois restrictives, les cachotteries lors du processus de transition numérique de la télévision et de la radio, la non-autorisation de fréquences radio aux secteurs sociaux organisés, l'utilisation de programmes d'espionnage électronique, la criminalisation de l'exercice de la libre expression, ainsi que l'assassinat de personnes actives dans les moyens de communication, est lamentablement l'image du Honduras dans le reste du monde.

En moins de huit ans, **60** journalistes urbain.e.s et travailleurs.euses de la communication œuvrant dans des secteurs communautaires ont été assassiné.e.s, selon les

registres du *Comité por la Libre Expresión* (C-Libre), qui indique **56** menaces de mort et **13** attentats auxquels ont survécu les victimes, ce qui m'inclue¹.

Entre 2009 et 2017, la Commission interaméricaine des droits humains (CIDH) a octroyé **46** mesures préventives au Honduras, dont la majorité était dans l'intérêt de groupes ou communautés collectives. Les statistiques du Comité des familles des personnes détenues et disparues du Honduras (*Comité de Familiares de Detenidos-Desaparecidos en Honduras*, COFADEH), soutiennent que **17 %** de ces mesures visent les journalistes et les travailleuses en communication, alors que le reste vise les Autochtones, les paysan.ne.s, les environmentalistes et la population LGBTQ.

La distribution de la télévision numérique²

Grâce à l'argent, l'influence patrimoniale et la négociation, les groupes médiatiques – essentiellement politiques, associés aux partis légaux et aux autres centres de pouvoirs – réussirent une répartition anticipée de la télévision numérique en 2016 au Honduras, selon l'Observatoire régional de la communication (*Observatorio Regional de la Comunicación*). Les nouveaux groupes de contrôle furent les suivants :

- » TVC (Rafael Ferrari et associés, alliés au Partido Liberal et au Partido Nacional) : 96 permis
- » TV Azteca-Honduras (Ricardo Salinas) : 1 fréquence nationale et 10 relais
- » Albavisión (Ángel González et compagnie) : 1 canal national et 46 permis
- » Iglesia Evangélica : 22 permis
- » Iglesia Católica : 18 permis
- » Grupo OPSA (Jorge Canahuati Larach) : 2 canaux régionaux
- » Grupo PUBLYNESA (l'ex-président Carlos Flores Facussé) : 2 permis régionaux

Créé en 2016, le Système national de protection (*Sistema Nacional de Protección*) avait pour sa part reçu un total de **60** demandes de protection jusqu'en juin 2017. Au moins **10** concernent des journalistes; le reste concerne des défenseur.e.s de droits humains.

La caractéristique principale dans quasiment la totalité des crimes est l'impunité, en raison de l'absence d'institutions capables de traiter les dénonciations, d'enquêter sur les incidents, de rassembler des preuves techniques et scientifiques crédibles, et de sanctionner les responsables³.

Les attaques contre les travailleuses et travailleurs de la communication au Honduras, incluant les activistes, sont liées aux publications concernant des conflits territoriaux contre des compagnies minières ou l'utilisation de la monoculture, l'accès à la terre, les revendications sociales diverses et en particulier étudiantes, la défense de l'environnement, ainsi que la délinquance organisée et sa collusion avec les autorités policières, militaires ou fonctionnaires civiles des trois pouvoirs de l'État.

En mai 2015, dans la communauté de La Asomada, Gracias, Lempira, le directeur de l'émission Soltando Nudos, diffusé par Voz de Puca, radio communautaire fondée en 2013, s'est vu obliger de cesser son émission à cause de menaces de mort de la part d'instances locales du Partido Nacional, au pouvoir.

Au début de 2016, le fondateur de Radio Taragual, de la municipalité de La Iguala, fut convoqué à un cabinet d'avocat privé à Gracias, le chef-lieu départemental de Lempira. Celui-ci s'est fait avertir que son nom, ainsi que ceux des directeurs de Radio Tenan, de la municipalité de San Marcos Caiquin et de Hijos de Puca y Los Chuñas, de San Juan de Opoa, figuraient comme opposants au gouvernement sur un registre du service d'intelligence du président Juan Hernández.

En mars 2016, à La Esperanza, Intibucá, la leader autochtone lenca reconnue mondialement et fondatrice de stations communautaires autochtones, Berta Cáceres, fut assassinée. Deux mois plus tard, le 2 mai, la veille de la Journée mondiale de la liberté d'expression, moi, Félix Molina, ai survécu à deux attaques à main armée à Tegucigalpa, alors que je faisais le suivi d'un crime dit politique impliquant les Forces armées, le parti politique au gouvernement et l'élite financière nationale.

Avancées et reculs normatifs⁴

En décembre 2011, le Congrès national a adopté la Loi spéciale pour l'intervention des communications privées (*Ley Especial para la Intervención de las Comunicaciones Privadas*), permettant à l'Unité d'intervention des communications (*Unidad de Intervención de las Comunicaciones*, UIC) d'avoir accès aux appels téléphoniques, plateformes Web et messagerie cellulaire, non seulement des personnes inculpées, mais de toute personne considérée « sous enquête », une catégorie créée par cette même loi et dans laquelle toute personne peut être placée. Cette loi est envahissante et viole le droit à la vie privée protégé par l'Article 16 de la Déclaration universelle des droits humains. Plus encore, elle rend d'autant plus vulnérable la sécurité des défenseur.e.s des droits humains et éventuellement des victimes de violations.

En juillet 2013, CONATEL a reanalysé le spectre radioélectrique pour libérer 160 fréquences radiophoniques FM et canaux télévisuels. Or, seulement 19 des fréquences radiophoniques et deux canaux de télévision ont été accordés à des opérateurs de services de diffusion à des fins communautaires (*Rádios Comunitarias*); le reste a été vendu aux enchères à des fournisseurs privés qui les remettent ensuite à des églises et des politiciens liés au gouvernement à travers des processus opaques, le tout pour un montant allant jusqu'à 4 millions de Lempiras (200 000 \$) chacun. En revanche, CONATEL a refusé les demandes de fréquences aux secteurs sociaux connus pour leurs postures critiques envers l'État, bien que ces demandes étaient non seulement remplies à temps, mais plus encore, étaient parmi les premières à répondre aux exigences de la *Normativa* selon les archives de l'AMCH. COFADEH, l'Alliance civique pour la démocratie (*Alianza Cívica por la Democracia*) et COMUN Noticias ne sont que quelques exemples.

Le 3 août 2013, le journal quotidien CONATEL a publié le Règlement sur les services de diffusion à des fins communautaires (*Reglamento de Servicios de Difusión con fines Comunitarios*) qui contient les exigences administratives relatives à la demande de fréquences radio pour les organisations sociales, populaires, paysannes, autochtones, Garifunas et de droits humains, ainsi que pour les églises, mais omis l'article 23 paragraphe E qui interdit la diffusion d'information d'intérêt public et qui

autorise l'*Ente Regulador* à limiter le droit des radios communautaires à émettre des opinions politiques et idéologiques.

En janvier 2014, le Congrès national a adopté la Loi pour la classification des documents publics liés à la sécurité et la défense nationale (*Ley para la Clasificación de Documentos Públicos relacionados con la Seguridad y Defensa Nacional*) limitant la portée de la Loi sur la transparence et l'accès à l'information publique (*Ley de Transparencia y Acceso a la Información Pública*), ainsi que la fonction de l'Institut d'accès à l'information publique (*Instituto de Acceso a la Información Pública*), accordant au Conseil national de défense et de sécurité l'autorité de classer l'information publique sous quatre catégories de confidentialité : réservée, confidentielle, secrète, et ultra secrète, avec des termes de restrictions entre 5 et 25 ans, et la possibilité d'augmenter le terme à la discrétion du Conseil national de défense et de sécurité. Cette loi viole le droit de la population au libre accès à l'information d'intérêt public; diverses sont les voix qui exigent son abrogation.

Le 7 mars 2014, dans le quotidien La Gaceta, Diario Oficial, CONATEL a publié une réforme de la Loi sur les télécommunications (*Ley de Telecomunicaciones*) portant sur les TIC, du décret no 325-2013. L'article 14, numéro 13 accorde un pouvoir excessif à CONATEL pour « [r]églementer, administrer et contrôler les moyens de numérotation des domaines et adresses IP publiques ou privées, ainsi que toute autre ressource utilisée pour opérer des services de télécommunications et applications diverses des TIC ». Cette réforme est mise en place à la suite d'une décision du Conseil national de sécurité et de défense « en tant qu'organe suprême permanent chargé de diriger, concevoir et superviser les politiques générales en matière de sécurité, de défense nationale et de renseignements ». C'est ainsi qu'au nom de la sécurité, l'État du Honduras viole la liberté d'expression et limite toute forme de communication à travers l'Internet, les lignes téléphoniques, ainsi que les plateformes publiques et privées. De nos jours, de la pression est exercée sur l'Université nationale et le Réseau de développement durable (*Red de Desarrollo Sostenible*) pour qu'ils transmettent les adresses IP des utilisateurs du .hn au gouvernement.

En 2012, en se penchant sur les causes du coup d'État qui a donné lieu à une crise politique et sociale encore jamais vue au Honduras, la Commission de la vérité et de la réconciliation a assigné une responsabilité importante au monopole du spectre radioélectrique pour avoir créé une cassure dans la société et a recommandé de démocratiser l'accès aux fréquences radiophoniques et télévisuelles, ainsi qu'à Internet.

Vérité et réconciliation

En 2012, en se penchant sur les causes du coup d'État qui a donné lieu à une crise politique et sociale encore jamais vue au Honduras, la Commission de la vérité et de la réconciliation a assigné une responsabilité importante au monopole du spectre radioélectrique pour avoir créé une cassure dans la société et a recommandé de démocratiser l'accès aux fréquences radiophoniques et télévisuelles, ainsi qu'à Internet⁵.

Dans cette vague de discussion nationale, environ 40 collectifs locaux et régionaux se sont levés pour exiger aux décombres de l'État hondurien et à la communauté internationale une législation inclusive. En août 2013, une proposition administrative formulée par l'AMCH a été approuvée, ce qui a ouvert la porte aux acteurs sociaux. Actuellement, 25 stations de radio communautaires sont en activité à travers le pays et deux stations de télévisions à des fins communautaires ont été approuvées.

Un exemple de ce processus de changement horizontal peut être constaté dans le quartier de San Antonio dans le village El Taragual, à l'ouest du Honduras, une région appauvrie que des groupes du crime organisé se sont appropriée à des fins de trafic de drogues et de blanchiment d'argent.

Cette communauté autochtone lenca a une identité ancestrale liée au concept du territoire. Cette identité est menacée par la division des terres en parcelles exigée par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) afin d'augmenter les actifs du pays fortement endetté qui a été secoué par l'ouragan Mitch de 1998 et le coup d'État de 2009.

« Nous refusons la division de notre territoire en propriété, car cela nous cause des conflits de vente et d'achat avec des personnes que nous ne connaissons pas et nous nous retrouvons sans forêts, sans minéraux et sans rivières. Pour ces raisons, nous avons besoin de la radio, pour éduquer notre peuple », expliqua Emeterio Pérez, leader du quartier où est née l'idée.

En 2006, un groupe d'environ 80 à 100 hommes s'est joint à Emeterio – qui a reçu des enseignements de base de prêtres jésuites à El Progreso, dans le département de Yoro – pour travailler une journée par semaine dans des fermes de café et dans des zones de culture de grains afin de payer le total des frais de son journal au Comité de gestion de la radio communautaire. Un groupe de femmes a fait de même en vendant du pain artisanal, des nacatamales et des friandises.

Le 3 mai 2015, avec l'argent amassé durant un an et avec l'appui technique de l'AMCH, ces femmes et ces hommes ont pu mettre en ondes leur émission au 106.7 FM.

Afin de solliciter l'opération « légale » de la station auprès de l'État, la communauté a formé l'Association autochtone pour le développement intégral de El Taragual (*Asociación Indígena para el Desarrollo Integral de El Taragual*), qui a obtenu une personnalité juridique en 2016.

La demande est toujours en attente d'une réponse formelle, mais pendant ce temps, la station opère grâce à la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT), qui accorde aux peuples autochtones le droit de gérer leurs propres modes de communication au sein de leurs territoires selon leur cosmovision.



Deux ans après les premiers mots au microphone, les 27 femmes et hommes du Comité de gestion, incluant des jeunes, se sont allié.e.s avec des acteurs et actrices clés des municipalités voisines de Gracias, la capitale du département, et de San Rafael et La Unión, les villes les plus proches.

L'AMCH leur a donné une formation technique pour opérer la station et produire du contenu, leur permettant de former des alliances régionales et générer des ressources, ainsi qu'un appui légal pour la défense et la promotion du droit à la communication et à la libre expression, en plus d'une formation sur l'usage de techniques de base pour la sécurité personnelle et collective en cas d'urgence.

« Nous pouvons dire qu'avec la radio, nous avons pu vaincre notre peur d'être appelés des "indiens ignorants malpropres". Nous avons appris à lire rapidement et à

L'Équipe autochtone mixte et intergénérationnelle qui a eu l'idée de Radio Taragual et qui l'a rendue réalité

Photographie de Félix Molina

porter un regard égal à toute personne, sans accorder d'importance à son niveau d'éducation ou sa situation », explique Hermilo Pérez, opérateur-producteur de Radio Taragual.

Il est sans doute difficile pour une communauté appauvrie de maintenir en ondes une station de radio qui consomme de l'énergie électrique et téléphonique, et qui génère des coûts d'entretien, mais la détermination d'exercer le droit à la liberté d'expression sur son territoire est plus fort que toute l'adversité à laquelle fait face ce pays centraméricain géostratégique, situé entre les pays les moins sécuritaires au monde en ce qui a trait à l'exercice du droit à la liberté d'expression.

NOTES

1 Giorgio Trucchi (2016). « Atentan contra la vida del periodista Félix Molina », Rel-Uita, 3 mai, en ligne : <http://informes.rel-uita.org/index.php/sociedad/item/atentan-contra-la-vida-del-periodista-felix-molina>.

2 Actualidad – Honduras (2016). « Honduras prevé el ingreso de nuevos canales de TV en los próximos meses », Oservacom, 2 novembre, en ligne : <http://www.oservacom.org/honduras-preve-el-ingreso-de-nuevos-canales-de-tv-en-los-proximos-meses/>.

3 Wendy Funes (2016). « Estado de Impunidad en Agresiones contra Periodistas y trabajadores/as de Medios de Comunicación en Honduras », Comité por la libertad de expresión, avril, en ligne : <http://www.clibrehonduras.com/content/informe-sobre-el-estado-de-impunidad-en-agresiones-contra-periodistas-y-trabajadoras-de>.

4 [Cette chronologie fut reprise en partie d'un rapport conjoint présenté pour le deuxième examen périodique universel à l'État hondurien] El Comité de Familiares de Detenidos-Desaparecidos en Honduras, COFADEH, La Asociación para una Ciudadanía Participativa, ACI-PARTICIPA, Casa Alianza Honduras,

Alternativas en Comunicación, ALTER-ECO (2014). « Informe conjunto presentado para el segundo examen periódico universal al Estado de Honduras », Upr-info.org, septembre, en ligne : https://www.upr-info.org/sites/default/files/document/honduras/session_22_-_mai_2015/js8_upr22_hnd_s_main.pdf.

5 [Voir Recommandations, page 47, numéros 70 à 82] Informe de la Comisión de la Verdad y la Reconciliación (2011), « Hallazgo y recomendaciones : Para que los hechos no se repitan », juillet 2011, en ligne : <https://www.oas.org/es/sap/docs/DSDME/2011/CVR/Honduras%20-%20Informe%20CVR%20-%20RECOMENDACIONES.pdf>.

FÉMINISME, INÉGALITÉS SOCIALES ET ACCÈS À INTERNET EN BOLIVIE

Par La Imilla Hacker

Traduction par Maeva Devoto

Nous vivons dans un monde hautement technologique. Nous sommes témoins de la vitesse fulgurante à laquelle les microprocesseurs et les dispositifs de mémoire deviennent de plus en plus performants alors que leurs capacités de calcul, d'analyse de données et de stockage de l'information progressent de manière vertigineuse. C'est sans doute le bon moment de se poser des questions sur la qualité de nos communications, et à cette fin, de s'aventurer sur les terrains marécageux qui entourent la toile des toiles.

Un des principes féministes dans le domaine reconnaît l'importance de l'accès à Internet, car il s'agit d'un espace politique et public susceptible de devenir un outil d'émancipation pour les femmes, outil avec lequel nous pouvons travailler pour abolir ce qui réduit nos libertés, contraint notre bien-être et notre sécurité. L'accès à Internet souligne toutefois une grande différence entre ceux qui font partie de cette révolution digitale et ceux qui sont laissés en arrière, un fossé qui éloigne également les femmes les unes des autres.

L'indomptable leader minière, Domitila Chungara, faisait déjà ressortir ces différences en 1975 lorsqu'elle a laissé sept enfants à son partenaire, un mineur de la communauté de Siglo XX, pour sortir de Bolivie la première fois de sa vie et se rendre au Mexique pour la première Conférence de l'année internationale de la femme.

Avec une grande lucidité et à contre-courant du féminisme de l'époque, Domitila soutenait que les femmes ne seraient pas égales entre elles, malgré leur condition commune, tant que ne seront pas abordées les causes structurelles

qui condamnent une partie d'entre nous à vivre dans des situations d'exploitation et d'oppression. Pour elle, la lutte des femmes ne pouvait être qu'en opposition au système de domination économique, politique et culturelle des peuples qui perpétue ces inégalités¹.

Un coup d'œil aux inégalités dans le domaine des TIC

Nos télécommunications sont indubitablement influencées par le système capitaliste générateur d'injustices auquel Domitila faisait référence; en Bolivie, bien que l'on n'en parle pas beaucoup, cette situation est une réalité. Voyons, à grands traits, certaines des différences chez les jeunes s'agissant de l'accès à Internet.

Tant les jeunes qui vivent dans des quartiers périphériques que ceux des zones résidentielles accèdent à Internet surtout par des connexions de téléphonie mobile². Néanmoins, les règles du libre marché permettent à celui qui peut payer davantage d'avoir accès à une connexion plus rapide et sans limites de capacité de téléchargement.

Les jeunes des classes aisées possèdent en plus un abonnement mensuel à Internet chez eux, où le Wi-Fi ne leur fait jamais défaut. Ce type de connexions n'est pas disponible dans les zones périurbaines. Jusqu'à tout récemment, les jeunes des périphéries pouvaient aller dans les cybercafés pour remplacer le manque d'accès chez eux, mais ces derniers ont perdu en popularité avec la baisse de prix des téléphones portables.

D'une façon ou d'une autre, une fois assuré le mode d'accès, le profil socioéconomique nous dira combien de

LA IMILLA HACKER est un collectif bolivien de média-activistes, hacktivistes et cyberféministes. Opposées à toute forme de protagonisme, elles gardent l'anonymat à travers un pseudonyme collectif, une position politique en défense de leurs données personnelles et leur vie privée. Le collectif souhaite ouvrir des espaces de débat et d'analyse sur les TIC, à partir de réflexions axées sur le genre, le monopole des infrastructures de communication et la sécurité numérique dans le contexte latino-américain. Elles produisent également la baladodiffusion « El Desarmador » (<https://www.eldesarmador.org/>).



Jenny Galewski, 2017

temps les jeunes peuvent rester en ligne. On dit qu'en moyenne, ils se connectent entre 4 et 5 heures par semaine³.

Certains de ces jeunes auront plus de temps libre et pourront se connecter plus longtemps, tandis que d'autres devront combiner leurs études avec un travail ou des tâches domestiques, parcourir de longues distances en transports publics pour se rendre à l'école ou au travail, ou encore n'auront les moyens d'acheter que peu de mégas – ce sont ceux qui se connecteront moins longtemps.

D'autres facteurs entrent en jeu au moment d'aborder le thème de la connectivité, par exemple la barrière linguistique pour accéder à davantage de contenu ou la possibilité d'avoir un ordinateur personnel pour se connecter. Mais le leitmotiv n'est autre que la marchandisation de nos connexions dans un contexte dans lequel des groupes déjà exclus sont défavorisés, et où d'autres groupes sont favorisés à travers un cercle vicieux qui perpétue leur position privilégiée dans la société.

En plus de toutes ces différences qui déterminent l'accès, les femmes font face à une barrière supplémentaire : le harcèlement. Dans un contexte marqué par la violence de genre et le contrôle des espaces publics par les hommes,

il est très fréquent de voir que l'on attend des jeunes femmes qu'elles révèlent leurs mots de passe à leur partenaire comme gage de « confiance » et « d'amour », ou à leurs parents ou frères comme preuve qu'elles ne font « rien de mal ». Il ne faut pas oublier le harcèlement que subissent les femmes qui essaient de participer activement dans les espaces virtuels, et toutes les autres formes que peut prendre la violence de genre sur Internet.

Un lien avec la domination culturelle

Le système d'oppression auquel faisait référence Domitila s'est enraciné dans nos sociétés latino-américaines en partie grâce à la pénétration culturelle canalisée par Internet. Cette domination culturelle perpétue les relations actuelles de pouvoir et nous empêche de rompre les structures communicationnelles au cœur même de la toile.

Il suffit de jeter un œil au cas de la corporation de communication virtuelle la plus ancrée dans le pays, Facebook. Avec une forte présence en Amérique latine, Facebook n'a pas besoin de payer des traducteurs pour offrir son service dans des langues originaires. En Bolivie du moins, le travail s'est fait bénévolement et avec l'excuse de favoriser l'estime de soi et l'identité culturelle linguistique de beaucoup de jeunes Aymara⁴.

Ici, la domination culturelle se reflète dans la décision spontanée d'adapter à notre contexte un outil conçu par un groupe de personnes totalement étrangères, qui conçoivent les relations personnelles et les communications de façon très différente, avec une cosmovision et des cosmogonies diamétralement opposées aux nôtres.

Au-delà de l'anecdote, quelque chose ne va pas dans la conception des opportunités émancipatrices d'Internet si la meilleure chose que nous puissions imaginer est celle de contribuer à enrichir un millionnaire plutôt que d'adopter une approche plus critique de notre réalité et produire des contenus qui s'ajustent aux besoins de notre région, et particulièrement à ceux des jeunes femmes. Par exemple, il n'existe pas d'information en langue aymara sur la manière de pratiquer un avortement de façon sécuritaire, alors que la Bolivie a l'un des taux les plus hauts de grossesses adolescentes et que le nombre d'avortements pratiqués dans de mauvaises conditions est en rapide augmentation⁵.

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) : peuvent-elles contribuer à un monde plus égalitaire?

Il y a 90 ans, quand on a demandé à Virginia Woolf de quoi les femmes avaient besoin pour être écoutées, sa réponse a été ferme : « Nous avons besoin de notre propre chambre et argent ». Virginia, avec une sensibilité admirable, a fait une analyse de la condition de la femme à cette époque, non seulement selon le genre, mais aussi selon la classe⁶. Cette analyse est aujourd'hui tout aussi fondamentale pour comprendre pourquoi les femmes sont marginalisées dans l'usage et la production des TIC : l'indépendance intellectuelle et la capacité de création dépendent d'outils matériels et il se trouve qu'aujourd'hui, une grande partie des femmes sont pauvres.

Il y a un parallèle intéressant entre l'idée de la chambre à soi et le fait, pas nécessairement d'avoir un ordinateur

à soi, mais bien de pouvoir disposer d'un système opérationnel à usage personnel. Tandis que nous, les utilisatrices d'Internet intéressées par la sécurité numérique, ne concevons pas l'idée de partager notre ordinateur personnel avec n'importe qui, entre autres parce que c'est là que nous gardons nos clés privées PGP (logiciel de chiffrement cryptographique), d'autres femmes, en plus d'avoir un accès limité à Internet, y accèdent dans un contexte d'intimidation et d'insécurité numérique.

L'apparition des TIC semble pouvoir réduire ces grandes différences sociales, d'une part parce qu'une infinité d'informations est mise à notre portée, de l'autre, parce qu'elles nous donnent la possibilité de créer des liens avec d'autres mondes qui nous permettront peut-être d'avoir une incidence sur notre propre environnement. Pour que ceci soit possible, un long chemin reste à parcourir. Il est par exemple crucial de rendre visibles davantage de femmes et leur donner la parole pour mieux connaître leurs points de vue et besoins. Il est indispensable de connaître les réalités de ces femmes se trouvant dans des situations de vulnérabilité, pas tant pour inclure leurs positions dans nos discours, mais bien pour trouver des moyens de les soutenir dans leur processus d'émancipation et ultimement d'indépendance intellectuelle.

« Un Internet féministe est l'extension, le reflet et la continuation de nos mouvements et de notre résistance dans d'autres espaces publics et privés »⁷. En tant que femmes utilisatrices d'Internet, avec des connexions stables et de qualité, avec des ordinateurs personnels, avec une connaissance d'autres langues que la langue maternelle, avec des revenus qui nous permettent de vivre avec une certaine tranquillité, avec la capacité de voyager dans d'autres pays, conscientes de l'importance de notre vie privée et disposées à défendre nos droits, nous sommes confrontées au grand défi de rendre nos mouvements de résistance plus ouverts et inclusifs. Car, comme disait Madeleine Albright : « Il existe un endroit précis en enfer pour les femmes qui ne s'entraident pas ».

NOTES

1 <http://www.psicosocial.net/grupo-accion-comunitaria/centro-de-documentacion-gac/aprender-de-la-voz-de-los-supervivientes/641-si-me-permiten-hablar-testimonio-de-domitila-una-mujer-de-las-minas-de-bolivia/file> (p. 166)

2 http://www.la-razon.com/index.php?url=/sociedad/Ciencia_tecnologia/Bolivia-conexiones-internet-smartphone-ADSL-redes_0_2559344092.html

3 http://www.ticbolivia.net/index.php?option=com_content&view=article&id=4623:los-jovenes-pasan-entre-4-y-5-horas-conectados-al-internet&catid=52&Itemid=229

4 https://elpais.com/cultura/2015/09/14/actualidad/1442238444_785933.html

5 <http://www.eluniverso.com/noticias/2013/06/23/nota/1060956/ocurren-115-abortos-dia-bolivia-segun-investigacion>

6 http://www.scielo.cl/pdf/universum/v25n1/art_05.pdf

7 <http://feministinternet.net/>

Radio Centre-Ville : L'agonie d'une des premières radios communautaires au Québec

Par Rocío Barba Fuentes

Radio Centre-Ville, la radio communautaire et multilingue, a commencé à émettre au début des années 1970 en cinq langues – français, anglais, portugais, grec et espagnol – représentant les différentes communautés culturelles présentes dans le quartier Saint-Louis où elle est née, au centre-ville de Montréal. D'où l'acronyme avec lequel elle s'est fait connaître : Cinq FM. Plus tard, les communautés haïtienne et chinoise se sont jointes. Cependant, ce média créé et soutenu par les communautés qui le forment, vit une grave crise qui met en danger sa survie, du moins sa base communautaire et d'agent de transformation sociale qui l'a caractérisé jusqu'aujourd'hui.

Plus de 40 ans de travail collectif à Radio Centre-Ville

En 1972, un groupe de personnes à Montréal a commencé à diffuser de façon rudimentaire des informations et des événements du quartier Saint-Louis, d'un point de vue qui n'avait pas d'espace dans les radios commerciales et les grands médias. Compte tenu de la réalité multiculturelle du quartier, la radio est née avec l'esprit d'émettre dans les différentes langues présentes afin que ces communautés puissent participer de façon active dans la création et le développement de la programmation¹.

En 1975, suite à un long processus, Radio Centre-Ville a obtenu une licence du CRTC², arrivant en ondes avec une petite puissance qui a augmenté peu à peu, au fil des années. Depuis le 102,3 FM, Radio Centre-Ville est devenue un référent de la diversité et une vraie expérience interculturelle. Pour des communautés qui sont arrivées à Montréal échappant à la dictature et aux conflits armés, l'analyse politique et la diffusion de l'information qui venait de leurs pays d'origine sont devenues des actes

de résistance³. La radio s'est centrée dès le début dans la diffusion des différentes cultures, tout en informant les membres de chacune des communautés sur l'actualité locale et la culture québécoise et canadienne dans leurs langues maternelles. Radio Centre-Ville est donc devenue un outil d'intégration dans le pays d'accueil pour les nouveaux et nouvelles arrivant.e.s, tout en conservant de façon simultanée leurs cultures d'origine.

À cause de la nature de la radio, la gestion de celle-ci a toujours été un défi. Cela a donné lieu à la création d'une structure complexe visant à favoriser la participation de toutes les communautés en respectant l'idiosyncrasie (culturelle, mais aussi politique) de chacun des groupes. De cette façon, la radio a été divisée en sept équipes de production autonomes, selon chacune des communautés linguistiques : francophone, anglophone, hellénique, lusophone, hispanophone, créole et chinoise (cette dernière diffuse en deux langues : mandarin et cantonais). Bien entendu, des gens originaires de différents pays et différents groupes ethniques font partie de ces équipes. D'autres communautés culturelles comme celles de l'Asie du Sud-Est, des régions arabes, des Philippines, de l'Irlande et d'Afrique, ont aussi diffusé sur les ondes de Radio Centre-Ville au cours de ces années.

Chaque équipe décide, toujours sur la base des principes de l'organisme, la politique d'information, ainsi que la promesse de réalisation, comment distribuer son temps d'antenne, les contenus et les émissions. Elle choisit aussi ses représentant.e.s, qui assureront le lien avec le conseil d'administration (C.A.)⁴. Les plus de 300 bénévoles qui s'impliquent à Radio Centre-Ville s'intègrent dans chacune des équipes de production selon leurs identifications. Dès

ROCÍO BARBA FUENTES a fait des études en droit et détient une maîtrise en droits humains, abordant ceux-ci depuis une vision critique. Elle a été responsable des actions urgentes et adjointe à l'éducation du public au CDHAL. Depuis 2012, elle est membre de Radio Centre-Ville où elle a co-animé l'émission en espagnol, *Periferias*.



le début, un des plus grands défis organisationnels a été la communication entre les différentes équipes. Beaucoup d'initiatives ont été mises en place pour éviter que Radio Centre-Ville ne devienne sept radios différentes.

Plus de 40 ans de travail collectif, avec les tensions et conflits habituels dans un contexte marqué par la fragilité financière permanente, mais aussi 40 ans de consensus et de compromis avec les valeurs démocratiques, se voient menacés depuis plus d'un an avec l'arrivée d'intérêts commerciaux opportunistes.

Entre la crise économique et la crise démocratique

Au cours d'une assemblée générale spéciale tenue le 18 septembre 2016, le C.A. a informé les membres que les finances de l'organisme se trouvaient dans un déficit d'environ 150 000 \$, que tous les employé.e.s avaient été congédié.e.s et que la radio avait de sérieux problèmes pour maintenir ses activités.

Au-delà des possibles responsabilités du C.A. dans la gestion de la situation contestable, plusieurs solutions ont été discutées dans cette assemblée et il a été décidé d'augmenter le membership de 50 %. D'autres propositions ont été présentées aux participant.e.s, mais n'ont pas été

approuvées. C'est le cas de la proposition de vendre du temps d'antenne à des producteurs indépendants, soit des personnes qui ne font pas partie de la radio ni du milieu communautaire de la zone.

C'est à ce moment que le réel conflit entre les membres et l'administration a commencé, en impliquant non seulement des questions au niveau économique, mais aussi liées aux principes démocratiques essentiels de toute organisation communautaire.

Peu de temps après la tenue de cette assemblée spéciale, les différentes équipes de production ont commencé à être appelées par le C.A. de façon individuelle afin de négocier le temps d'antenne qui serait coupé pour être vendu à des producteurs indépendants. La réponse des équipes variait d'une à l'autre. Certaines ont accepté des changements dans leur programmation en comprenant qu'il n'y avait rien à faire. D'autres, par contre, comme l'équipe hispanophone, ont fermement refusé les changements invoquant les principes de la radio et le fait que cette option n'a jamais été approuvée par l'assemblée.

Après plusieurs semaines, le C.A. a décidé de façon unilatérale de couper l'horaire des équipes et de commencer la vente d'espaces. Les changements dans

Rassemblement devant Radio Centre-Ville, 30 mars 2017

Photographie de Frantz André

la programmation ont même mis fin à des émissions qui étaient en ondes depuis des années et qui étaient des références dans les différentes communautés avec un auditoire fidèle. Des équipes, comme l'équipe chinoise, ont perdu l'ensemble de leur programmation, et dans le cas de l'équipe anglophone, elle a perdu près de 90 % de son temps d'antenne.

Un processus de résistance à l'imposition de la nouvelle programmation a alors commencé. Les membres ont même dû subir la présence d'un gardien de sécurité engagé par l'administration pour empêcher l'entrée aux studios de ceux et celles qui allaient faire leurs émissions comme d'habitude. En même temps, ils et elles se sont mobilisé.e.s pour demander au C.A. la convocation d'une assemblée spéciale où le seul point à discuter allait être les changements dans la programmation. En vertu des règlements de l'organisme⁵, le 4 décembre 2016, l'assemblée a décidé par une large majorité de rejeter la nouvelle programmation et rétablir l'horaire des différentes équipes.

La joie des membres suite à cette petite victoire n'a pas duré longtemps. La même nuit, le président du C.A. et directeur par intérim, Wanex Lalanne, a informé les membres à travers un courriel qu'il n'allait pas respecter la décision de l'assemblée parce que des contrats avaient déjà été signés avec des producteurs indépendants. Le contenu de ces contrats, le montant et les conditions des accords n'ont jamais été dévoilés aux membres. Vu la situation, les membres ont commencé à tenir des assemblées d'information et à s'organiser entre les différentes équipes dans le but d'arrêter le virage commercial et antidémocratique de la radio.

Dans ce contexte de rejet des principes démocratiques, à moins d'un mois de la fin de l'année 2016, l'assemblée annuelle n'avait pas encore été convoquée. Grâce à l'insistance des membres pour tenir cette assemblée où cinq des six postes du conseil d'administration devaient être en élection, elle a finalement été convoquée le 22 janvier 2017.

Malgré de sérieux soupçons de la part de nombreux membres croyant que cette assemblée serait manipulée par le C.A., personne n'aurait pu croire ce qui allait se passer. Des dizaines de personnes de l'extérieur de la radio, qui dans certains cas ne savaient même pas la raison qui les amenait dans ce lieu, ont participé à l'assemblée comme s'il s'agissait de membres en règle. Des faux membres ont donc saboté cet important événement et ont choisi un nouveau conseil d'administration de façon frauduleuse. Depuis, ce C.A. illégitime, dont la présidence est exercée par René Pluviose, dirige et gère l'organisme de façon autoritaire et arbitraire.

À ce jour, la plupart des membres disident.e.s ont été suspendu.e.s et écarté.e.s des microphones. Dans le cas de l'équipe hispanophone, toutes ses émissions ont été suspendu.e.s. Depuis des mois, pendant le temps d'antenne que cette équipe occupait avec de l'information alternative et de l'analyse critique, l'auditoire n'écoute maintenant que de la musique.

La seule option qui reste aux membres est la voie judiciaire pour reprendre le contrôle de la radio et rétablir les valeurs démocratiques qui caractérisent toute organisation communautaire au Québec.

Une crise annoncée

Le cas de Radio Centre-Ville n'est pas nouveau. Depuis des années, la radio fait face à des problèmes d'administration et des difficultés économiques. Il s'agit d'une manifestation particulière de ce qui arrive à l'ensemble du milieu des radios communautaires au Québec⁶, résultat de la consolidation des politiques néolibérales et des coupures du financement public dans le secteur communautaire. On est bien loin du temps où les radios communautaires de la province avaient un important engagement politique et une vocation de transformation sociale, comme elles avaient au cours des années 1960 et 1970⁷.

Dans les dernières années, la vague de professionnalisation des organisations sociales a aussi eu un impact sur les radios communautaires, en adoptant un caractère plus entrepreneurial, un profil plus économique de la communication. Dans les zones urbaines, par exemple, les radios communautaires sont divisées entre le besoin de justifier leur utilité sociale et la lutte pour survivre dans un milieu dominé par les médias privés⁸ et la grande concentration médiatique.

À Radio Centre-Ville, le conflit entre ces deux différentes visions de la radio communautaire caractérise les frictions internes depuis des années. Face aux difficultés économiques que la radio traverse depuis longtemps, certaines équipes se sont penchées sur une solution plus économique ou marchande. D'autres, notamment l'équipe hispanophone, ont toujours maintenu la posture d'insistance dans les objectifs politiques et sociaux de la radio⁹. Au-delà de ces différentes façons de comprendre la radio ou des propositions pour atteindre la viabilité économique, la crise actuelle est allée trop loin. Toutes les équipes, sauf l'équipe lusophone, se sont unies contre ce qu'elles considèrent comme la commercialisation de Radio Centre-Ville et un mépris absolu des valeurs sur lesquelles elle a été fondée.



Studios de Radio Centre-Ville

Photographie de Luigi Pasto

C'est difficile de savoir en ce moment ce qui va se passer à Radio Centre-Ville. Mais il est certain que les membres poursuivent la lutte pour récupérer le contrôle de l'organisme et que celui-ci puisse continuer à servir les communautés qui donnent du sens à son existence. Le moment arrivé, un autre aspect sera de reconstruire cette radio que les précédentes administrations ont laissé mourir. La croyance profonde des membres dans ce beau projet communautaire, ainsi que la défense du droit à l'information et la démocratisation de la communication, maintient un.i.e.s ceux et celles qui ont fait de Radio Centre-Ville un exemple de coexistence interculturelle.

NOTES

1 Girard, Bruce. (2001) « Inventing and Experimenting : Radio Centre-Ville ». *A Passion for Radio. Radio Waves and Community*. Comunica, édition numérique, p. 39-46

2 Conseil de radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, organisme fédéral qui réglemente et surveille la radiodiffusion et les télécommunications

3 Témoignage de Hyman Glustein, un des fondateurs de Radio Centre-Ville. « Les radios communautaires vues par les pionniers », en

ligne : <http://www.phonothèque.org/Hist-radio-communautaire/Pionniers.html#Radio%20Centre-Ville> (page consultée le 7 septembre 2017)

4 Voir <http://radiocentreville.com/wp/information/> (page consultée le 7 septembre 2017)

5 L'article 4.3.2 des Règlements généraux de Radio Centre-Ville : « Toute décision prise par le conseil d'administration relativement à un changement dans l'attribution ou la répartition du temps d'antenne cesse d'être en vigueur si elle n'est pas ratifiée par l'assemblée générale qui suit son adoption par le conseil d'administration ».

6 González Castillo, Eduardo (2014). « Community Radio, Politics and Immigration in Québec: the case of Radio Centre-Ville ». *International Journal of Communication*, no. 8, p. 580-596.

7 Gusse, Isabelle (2007). *Diversité et indépendance des médias*. Les Presses de l'Université de Montréal.

8 González Castillo, *op.cit.*

9 Idem



Une voix à soi, une parole publique

UN DROIT URGENT DES FEMMES

Par Tachi Arriola Iglesias

Traduction par Cindy Morán

Hypatie d'Alexandrie éleva la voix pour expliquer ses théories. Ses élèves, mâles, l'écoutèrent, fascinés. Une femme savait, une femme avait une voix. L'Obispe Cirile ne le supporta pas, c'était trop. Une femme osait parler en public? Une telle audace mériterait la mort. C'était dans les années 400 av. J.-C. On la traîna et l'écorcha. On la fit taire.

La Révolution française ne le permit pas non plus. Lorsque Olympe de Gouges et ses compagnes sortirent de leurs cercles d'intellectuelles féminines afin d'exiger leurs droits en tant que citoyennes, elles devinrent des opposantes politiques et un danger, car elles faisaient entendre leur voix publiquement. La liberté, la fraternité et l'égalité n'étaient pas pour les femmes, et encore moins pour celles qui élevaient la voix. C'était en 1793. On la tua à la guillotine.

Les femmes de notre Amérique autochtone souffrirent aussi du même silence. L'ordre d'oublier leur langue maternelle et d'éteindre leur parole révolutionnaire qui fut arrachée avec violence. Micaela Bastidas, stratège militaire péruvienne contre les Espagnols, ne put crier l'horreur de voir ses enfants assassiné.e.s et l'emprisonnement et la torture de son mari, Tupac Amaru. C'était en 1781. Elle fut pendue.

Berta Cáceres, leader autochtone lenca du Honduras, défenseuse des droits environnementaux et culturels de son peuple, fut assassinée lorsqu'elle éleva sa voix et se fit entendre à travers la planète en plein XXI^e siècle. Un féminicide politique. C'est avec deux balles qu'on la fit taire.

Je pourrais élaborer une liste interminable de femmes qu'on a fait taire, qui ont dû se cacher sous des pseudonymes masculins ou tout simplement renoncer à leur parole publique en faveur de leurs hommes, leurs supposés compagnons.

Nos voix ont été séquestrées

Les femmes ont été les créatrices de la parole. Dans les cavernes préhistoriques, elles se retrouvaient autour du feu et essayaient de communiquer avec des signes et des sons. Lorsqu'elles racontaient des histoires dans la chaleur des feux de camp, elles ont assuré la transmission de la culture à l'aube de l'Humanité.

Quand les femmes ont-elles été réduites au silence? Quand la richesse de leurs savoirs est-elle restée cloîtrée dans le cercle étroit de leur famille? Existe-t-il un lien avec, justement, l'apparition du patriarcat, du concept de famille, le « famulus », qui, plus qu'un refuge affectueux, est devenu l'asservissement à un propriétaire de leurs vies?

Dans le langage populaire, on dit : « la femme parle lorsque les poules pissent ». Et les poules ne pissent jamais. On demande aux jeunes filles de se taire, on leur apprend que parler est le privilège de leurs petits frères. Et même le célèbre poète Pablo Neruda a mis de la poésie à son machisme : « J'aime quand tu te tais, parce que c'est comme si tu étais absente ».

Nos voix ont été séquestrées. Mais le silence imposé n'est pas un choix qu'ont fait les femmes. Leur voix libérée prend maintes formes créatives, politiques, acidulées, sucrées, intellectuelles, rebelles, inattendues, mystiques, populaires. Les femmes ont peu à peu pris la parole dans les places publiques, les partis politiques, les syndicats, les organisations et les moyens de communication traditionnels et numériques, tous ceux-ci gérés par les hommes et difficiles d'accès pour nous, les femmes.

TACHI ARRIOLA IGLESIAS est directrice de Radialistas Apasionadas y Apasionados, et communicatrice sociale. Elle est consultante, donne des ateliers et produit des émissions de radio sur les thèmes de la communication et le genre, les droits sexuels et reproductifs, ainsi que la diversité sexuelle.

En 1998, à 50 ans de la Déclaration des droits humains, les femmes ont lancé un slogan : « Sans les droits des femmes, il n'y a pas de droits humains ». Et la communication est un droit fondamental. Par la parole, tu existes. Par la parole, tu te reconnais comme humaine et tu participes dans les décisions de la communauté où tu vis.

Pourquoi le droit à la parole publique est-il un droit demandé et exigé par les femmes? On peut cerner plusieurs niveaux dans lesquels le droit à sa propre voix et à la parole publique a été systématiquement enfreint :

- » *Dans la vie quotidienne.* Les femmes parlent avec leurs familles et voisins sans problèmes apparents. Les thèmes permis sont domestiques, thèmes féminins. Lorsqu'elles interviennent dans d'autres thèmes considérés masculins, même si elles possèdent les connaissances, leur parole n'est pas valorisée de la même manière que celle d'un homme. On appelle cette attitude patriarcale dissimulée le micromachisme. Nous pourrions illustrer d'innombrables exemples de micromachismes subis par nous, les femmes.
- » *Dans la vie professionnelle.* De la même manière et à moins d'exceptions, la valorisation des connaissances des femmes dans les domaines techniques ou scientifiques est inégale. Il en existe d'innombrables cas dans l'histoire de l'humanité. Rappelons-nous la vie dure de Marie Curie pour être reconnue dans son travail scientifique. À l'époque où nous vivons, cela signifie des salaires inférieurs à ceux des hommes pour un même travail et en ayant les mêmes habiletés.
- » *En politique.* Comment faire pour ne pas soupçonner que la parole publique des femmes est délaissée à cause du manque de crédibilité de la société – et par les femmes elles-mêmes – envers une leader? Le manque de confiance en son discours et ses propositions se traduit par le peu de femmes qui exercent des postes politiques importants. En juillet 2017, seulement 17 pays avaient des femmes comme chef d'État ou de gouvernement. De ces femmes, 12 sont chefs d'État (7,9 %) et 10 sont chefs de gouvernement (5,2 %). Les exceptions confirment la règle¹. Toutefois, même si elles ont réussi, elles doivent copier le discours masculin afin d'être reconnues.
- » *Dans les médias.* Depuis 1995, le Projet mondial de monitoring des médias fait des recherches tous les

cinq ans pour analyser la presse écrite dans 130 pays. Les résultats sur la présence et le protagonisme des femmes travailleuses du domaine des communications ont quelque peu augmenté depuis cette date. En 2010, la représentation des femmes dans les médias d'Amérique latine avait atteint 24 %. Mais en 2015, ce pourcentage était le même. De plus, en 2015, seulement 4 % des articles questionnaient les stéréotypes traditionnels de genre, ce qui représente un recul par rapport à 2010 où ce chiffre était de 6 %².

Le pouvoir de décision dans les médias continue donc d'être majoritairement entre les mains des hommes. Une enquête de IWMMF (2015) signale que 72 % des membres des directions des médias étaient des hommes³. Cela exclut les propriétaires, où les inégalités sont colossales. Ces chiffres démontrent la place des femmes dans la presse et reflètent une société inéquitable, discriminatoire et violente. La publicité utilise les femmes et les enfants comme des objets de consommation.

Dans les médias traditionnels (radio, presse écrite et télévision) et numériques, c'est la parole masculine qui domine. Il n'est pas nécessaire de consulter des études réalisées sur ce sujet, il suffit de compter combien de femmes sont présentes dans les médias et ce que nous y faisons, par exemple, dans une revue politique ou dans un quotidien national. On serait surpris, surtout si l'on croit que les femmes ne subissent plus aucune discrimination.

Une voix à soi et une parole publique

Reconnaître l'inégalité envers les femmes ne veut pas dire de se lamenter et se paralyser. Le mouvement féministe a mis en évidence la présence des femmes tout au long de l'histoire en récupérant les noms et œuvres de celles qui ont été socialement réduites au silence. De plus en plus, nous apprenons les noms de scientifiques, d'artistes, de politiciennes qui, tout en ayant été effacés de l'histoire officielle en faveur des hommes de leur entourage, réapparaissent avec leur propre voix et parole publique.

Dans les médias, de plus en plus, les femmes prennent les micros ou les caméras, et diffusent leurs idées avec qualité et force. Ce sont des femmes universitaires, mais aussi celles des petits villages et communautés, à travers des médias artisanaux, qui disent leur vérité et exercent leur droit à la parole. Les radios communautaires,

autochtones, locales, culturelles et féministes, répandues à travers les Amériques, sont les médias où elles se font le plus écouter.

Il est aussi impressionnant de constater le grand nombre de femmes cinéastes et vidéastes qui ont créé de l'art politique en récupérant les histoires de leurs prédécesseuses oubliées, des femmes populaires qui ont été les protagonistes des changements, de celles qui autrefois réduites au silence, parlent aujourd'hui haut et fort, rendant compte de leur énorme contribution à l'humanité.

Dans le cyberspace, en pleine lutte pour devenir un média technologique de pointe, mais également plus accessible pour tout le monde, on retrouve des centaines de femmes qui, à l'aide de dispositifs variés, s'expriment, créent des messages, font irruption de façon créative. Les sites Web, les blogues, les réseaux sociaux sont pris d'assaut par des femmes qui osent sortir du cercle de la parole quotidienne privée et qui donnent leur opinion, écrivent, débattent d'égal à égales des situations avec leurs collègues masculins. Les femmes se battent pour leurs droits à partir de leur droit fondamental, la communication.

Le rapport digital de Sembra Media⁴ est très significatif; 40 % des femmes sont fondatrices et directrices de médias numériques natifs en Amérique latine. Elles ont leur mot à dire et utilisent Internet pour le faire sur des thèmes aussi importants que l'économie et la politique, mais surtout, pour rendre compte de la situation des femmes, en dénonçant et en proposant des changements sociaux pour l'égalité des droits et contre la violence.

Lorsque la parole publique devient un cri rebelle en faveur de la vie

En Amérique latine, des centaines de femmes élèvent leurs voix et crient à tue-tête contre la violence de genre qui les assassine : le féminicide. La plateforme *Vivas*

Nos Queremos – Ni una Menos (Nous nous voulons en vie – Pas une de moins) est un exercice politique du droit à la parole qui questionne, interpelle et dénonce une société misogyne qui considère les femmes et les jeunes filles comme des objets jetables. En Équateur seulement, de janvier à août 2017, il y a eu 103 femmes assassinées⁵. Une femme est tuée toutes les 50 heures. Et c'est sans parler de la violence féminicide qui ne finit pas par l'assassinat, mais qui handicape physiquement et émotionnellement des femmes.

Dans les rues, les places publiques, les maisons, les réunions féministes, les médias traditionnels et numériques, la parole des femmes s'élargit afin d'analyser et de dénoncer la montée machiste, l'épidémie mortelle qui hante l'Amérique latine et le monde.

Les réseaux sociaux sont un lieu de dénonciation, le haut-parleur des femmes. Le moyen le plus rapide et sécuritaire pour se convoquer et unir les voix. Les mots-clés #VivasNosQueremos, #NiUnaMenos et #RomperElSilencio sont les liens qui renforcent les actions.

Edu León décrit la manifestation du 26 novembre 2016 en Équateur : « Les médias passent sous silence ces morts et la société équatorienne voile ces faits, autant publiquement qu'au sein de la famille. C'est pour cela que l'expression des centaines de participantes de la manifestation a reflété l'émotion de pouvoir crier les noms de celles qui ont été réduites au silence. Pour Vanesa, pour Angelina, pour Karina... »⁶

Pour nous toutes, qui vivons aujourd'hui et pour celles qui nous remplaceront, les voix rebelles résonnent et exigent, grâce à leur parole publique, un monde de paix et de bonheur pour toutes, un monde où les droits des femmes ne restent pas lettre morte, mais une jouissance permanente qui permet de vivre en parlant à voix haute.

NOTES

1 ONU Mujeres, en ligne : <http://www.unwomen.org/es/what-we-do/leadership-and-political-participation/facts-and-figures>

2 Chaheer Sandra, en ligne : <http://www.comunicarigualdad.com.ar/se-estanca-la-representacion-femenina-en-los-medios/>

3 IWMF, en ligne : <http://www.iwfmf.org/our-research/global-report/>

4 SembraMedia, en ligne : <http://data.sembramedia.org/mujeres-lideres/?lang=es>

5 Geografía Crítica, en ligne : <https://geografiacriticaecuador.org/2017/08/08/manifiesto-geografico-contra-violencia-hacia-las-mujeres/>

6 León Edu, La barra espaciadora, en ligne : <http://labarraespaciadora.com/aqui-y-ahora/qui-to-grito-vivas-nos-queremos/>

LE CANAL-ÉCOLE KALLPA TV

Communication populaire dans le Nord de l'Argentine

Par Ariel Ogando

Traduction par Marie Bordeleau

Qu'est-ce que le wayruro?

Le wayruro est une semence à forte teneur mythico-religieuse chez les groupes autochtones aymaras et quechuas, situés dans la zone andine. On croit dans le Sud des Andes qu'en rassemblant ces semences rouge-noir dans un récipient, celles-ci se reproduisent d'elles-mêmes, augmentant dès lors en taille et en quantité... De là vient notre nom, suivant l'idée de nous rassembler, discuter et grandir, à la recherche d'une société dans laquelle les valeurs de solidarité, d'égalité et de justice seraient les axes autour desquels nous reproduirions, nous contaminerions, pour ainsi être toujours plus.

Les débuts

Dès les années 1994, dans la province de Jujuy dans le nord-ouest de l'Argentine, nous, un groupe d'étudiant.e.s de la faculté des sciences humaines et sociales, avons commencé presque sans nous en rendre compte à construire un collectif de communication populaire. Il s'agissait alors d'un modeste outil de communication alternative et populaire dans le contexte de la lutte contre le modèle néolibéral qui gouvernait notre pays. À cette époque, le travail du groupe consistait en la réalisation de modestes enregistrements sur VHS des luttes des travailleurs.euses, en la rédaction d'une revue nommée Wayruro (qui était dans ces années-là publiée de façon trimestrielle), en la réalisation de manuels et documents de travail, en plus de conférences et vidéo forums.

La mission de Wayruro, telle que nous l'avions élaborée dans les premiers écrits, « est de promouvoir une société plus juste, à partir de la communication populaire, en mettant de l'avant des pratiques démocratiques, solidaires et organisationnelles, tout en appuyant la mise sur pied, le renforcement et l'articulation des sujets sociaux, étant engagé.e.s dans la recherche d'un monde meilleur, conscient.e.s de ses problèmes et actifs et actives dans la recherche de solutions ».

Aujourd'hui, en 2017, Wayruro fête ses 23 ans de travail ininterrompu dans le Nord-Ouest argentin afin de renforcer les organisations de base en utilisant principalement dans son travail la communication populaire comme instrument de sensibilisation, d'éducation, d'expérimentation et de dénonciation. Actuellement, en plus de la production et la réalisation de documentaires (nous en sommes à plus de 200 projets réalisés), nous travaillons à la promotion et à la diffusion et nous coordonnons des dizaines de processus d'*empowerment* en communication populaire destinés aux organisations sociales.

Au cours de ces deux décennies, *Wayruro Comunicación Popular* (Wayruro Communication populaire) a connu un trajet diversifié qui l'a obligé à réorienter sa trajectoire, en fonction de la conjoncture et des besoins.

Dans les premières années, nos diverses tâches et dossiers portaient « sur » des organisations sociales : syndicats et organisations paysannes, de droits humains et de chômeurs.euses, entre autres. Ainsi, notre travail permettait de compiler et de réaliser différentes tâches

ARIEL OGANDO est fondateur et coordonnateur général de *Wayruro Comunicación Popular*, un collectif qui travaille depuis 22 ans en production audiovisuelle dans le nord-ouest de l'Argentine. Il possède un diplôme universitaire en anthropologie de l'Université nationale de Jujuy où il enseigne maintenant la production télévisuelle. Il a réalisé jusqu'à présent plus d'une centaine de productions documentaires.

Kallpa TV aspire à être un média culturel, éducatif, informatif et de divertissement, de qualité, et ce, malgré ses maigres ressources, tout en continuant d'apprendre des multiples expériences antérieures.

et travaux (audiovisuels, radiophoniques ou graphiques) au sujet de ces organisations.

Vers la fin des années 1990 et les premières années du 21^e siècle, nous avons senti que ces efforts ne suffisaient toujours pas. Ainsi, plutôt que de relater nous-mêmes les histoires de ces organisations, c'était les organisations elles-mêmes qui devaient acquérir les outils afin de mettre en place leurs propres récits. C'est ainsi que nous avons décidé de mettre sur pied des ateliers et des formations à partir de techniques d'éducation et de communication populaires, renforçant ainsi les capacités de dizaines d'organisations d'Argentine, d'Amérique latine et même quelques-unes d'Europe.

Cette nouvelle étape pour démocratiser notre expérience et nos pratiques fut très importante en termes politiques. Voir des travaux réalisés par des paysan.ne.s, des Autochtones, et des camarades d'organisations de quartier fut très puissant et mobilisateur. Cependant, nous commençons à observer que ces productions, réalisées avec beaucoup d'efforts, voyaient leur chemin obstrué puisqu'il y avait peu de médias et de formes à travers lesquels leurs travaux pouvaient être diffusés. Les publier sur YouTube ou Vimeo et les faire tourner sur les réseaux sociaux représentaient presque les deux seules options possibles, mais il n'y avait presque aucun média engagé dans les problématiques, l'histoire, les luttes et les revendications de ces organisations.

De 2008 à 2009, un rassemblement hétérogène de communicateurs et communicatrices populaires – la plupart

membres de la Coalition pour une radiodiffusion démocratique (*Coalición para una Radiodifusión democrática*) – a commencé à discuter, dans des forums et des assemblées, la reformulation de la loi des médias en Argentine, mettant de l'avant la nécessité de reformuler le spectre radioélectrique. Vers la fin 2009, la Loi 26522 des Services de communication audiovisuelle fut adoptée.

Dans ce contexte plus que propice, nous avons décidé en tant que collectif de travail en communication de faire un pas de plus et de réfléchir à notre propre moyen de communication qui impliquerait et consoliderait le travail précédemment réalisé. C'est ainsi qu'est née l'idée de Kallpa TV, un canal produit par les organisations sociales, qui se traduirait par une chaîne télévisuelle produisant et diffusant divers contenus. Plus que tout, nous voulions qu'il s'agisse d'un « canal-école », c'est-à-dire un espace de formation afin que les équipes de communication des différentes organisations puissent s'approprier les outils de production audiovisuelle pour la Nouvelle télé en Amérique latine. Un canal qui tente de créer son propre chemin, loin de la logique commerciale des chaînes télévisuelles déjà existantes.

Qu'est-ce que le canal-école Kallpa TV?

Parler du réseau Kallpa TV, c'est aussi parler d'un rêve, d'une proposition médiatique et pédagogique qui explore les limites de l'éducation populaire, de la communication alternative et des formes de construction de sens dans l'espace public. Il s'agit d'une proposition de formation professionnelle pour les acteurs et actrices

des organisations sociales et, par-dessus tout, il s'agit d'une scène d'expérimentation et de débats au sujet de la construction d'une nouvelle communication.

L'idée était là, mais comment faire en sorte que ce rêve devienne réalité? Depuis 2004, à travers l'initiative *La Imagen del Sur* (« L'image du Sud »), festival de cinéma social qui a lieu annuellement dans la ville andalouse de Córdoba, les membres de l'équipe de Wayruro avons établi une relation fraternelle de coopération solidaire et d'échange avec CIC Bata, une organisation andalouse engagée. Lors de la présentation de l'idée du réseau Kallpa TV, l'organisation a rapidement proposé des voies possibles et a suggéré des alternatives pour rendre ce rêve réalité, avec l'appui de la municipalité de Córdoba.

Avec Kallpa TV, nous souhaitons faire une télé nouvelle qui n'ait pas de caractéristiques définitives, dans le sens où nous la construisons toujours, et qui se situe dans le domaine populaire aux côtés des organisations de quartier, autochtones, communautaires, paysannes et de droits humains. Nous souhaitons que la chaîne propose un nouveau type de communication qui, s'inspirant de ses courageuses expériences radiophoniques et graphiques antérieures, se projette dans le futur et recherche ainsi son identité propre, différente de celle proposée par la télé commerciale.

Kallpa TV aspire à être un média culturel, éducatif, informatif et de divertissement, de qualité, et ce, malgré ses maigres ressources, tout en continuant d'apprendre des multiples expériences antérieures. Kallpa TV ne va pas à l'encontre de la télé commerciale, pas plus qu'elle n'entre en conflit avec d'autres espaces. Plutôt, elle construit son propre chemin, en utilisant les scènes existantes : le Web, qui nous permettra de réaliser une expérience de transmédia afin de créer des liens, ainsi que les réseaux sociaux, avec son univers plus grand que celui du réseau Kallpa. L'idée est de partir à la recherche d'autres espaces et de mettre en relation les organisations, les télé communautaires et les collectifs de travail audiovisuel du pays et de toute l'Amérique latine.

Somme toute, Kallpa TV expérimente, apprend et rend accessible des expériences diverses, des luttes et des constructions nées des entrailles de notre vaste territoire, donnant lieu au surgissement de nouvelles relations, dans lesquelles on se raconte nous-mêmes nos propres histoires.



L'équipe de Kallpa TV

Photographies de Wayruro Comunicación Popular

La diversité de nos voix exprimée à travers la diversité de nos médias

Par @MovimientoM4

Traduction par Amelia Orellana

Les médias de masse qu'on appelle aujourd'hui « médias traditionnels » continuent d'occuper un espace important dans la politique publique des pays, en établissant des priorités et à maintes occasions, en orientant le cœur et l'esprit de l'opinion publique.

Bien que plusieurs de ces médias considèrent maintenant avec intérêt les voix qui s'expriment sur Internet, ils le font d'une manière biaisée et sans aucune réflexion.

L'Internet nous a effectivement démontré, il y a plus de 20 ans déjà, que chacune et chacun d'entre nous peut s'exprimer et être écouté par d'autres. L'intérêt démocratisant d'Internet, né de l'intention d'être multidirectionnel (par contraste avec le caractère unidirectionnel des médias traditionnels), continue de se maintenir.

Pour les mouvements sociaux, dont les demandes ont été historiquement réduites au silence, ces plateformes numériques offrent la possibilité d'être présents en permanence sur les écrans (et dans les vies) d'autres personnes, et d'amplifier les voix des défenseur.e.s de l'environnement.

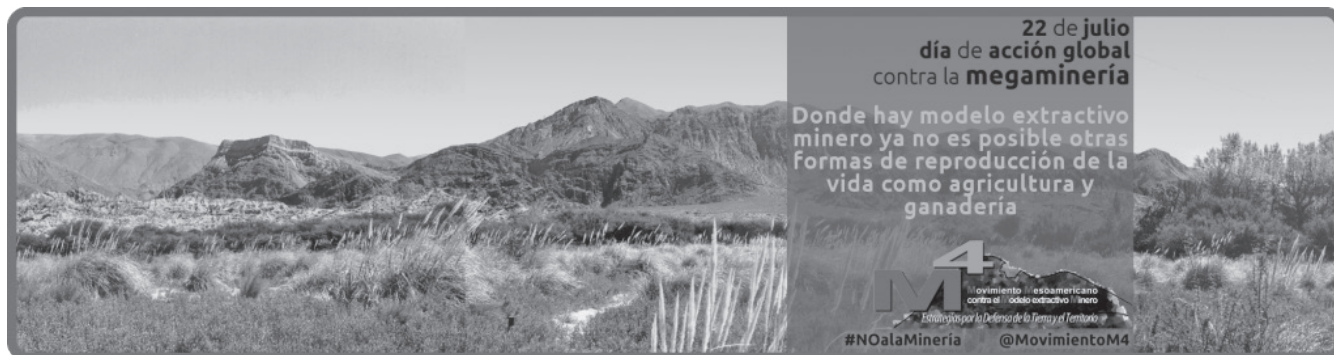
Grâce à ces nouveaux médias, il est désormais davantage possible de transmettre de l'information en temps réel

et à partir de la voix des protagonistes mêmes tout en remettant en question la désinformation.

Le *Movimiento mesoamericano contra el modelo extractivo* (M4) (Mouvement mésoaméricain contre le modèle extractif, M4) est un réseau d'organisations, de communautés et de groupes qui luttent contre l'industrie minière sur des territoires qui vont du Mexique jusqu'au Panama, la Colombie, le Pérou et le Paraguay. Depuis ses débuts autour de l'année 2012, ce mouvement a mis sur une plateforme Web qui lui permettrait d'être le canal de communication de concert avec d'autres mouvements et d'autres personnes intéressés par la défense territoriale contre l'extractivisme minier.

À partir de là, nous avons partagé nos communiqués, nos analyses, nos publications et du contenu multimédia tout en nous efforçant de rassembler du matériel provenant d'autres mouvements et organisations voués à la défense des territoires. Il s'agit de faire le pont entre ces différents matériels didactiques, qui servent d'appui à nos luttes, et les groupes qui les ont créés pour que, du même coup, se resserrent les liens autour de la défense de la terre.

À la même époque aussi, se sont mis en place d'autres canaux qui nous ont permis de diffuser toute cette information : nous avons donc choisi un courriel



Grâce à ces nouveaux médias, il est désormais davantage possible de transmettre de l'information en temps réel et à partir de la voix des protagonistes mêmes tout en remettant en question la désinformation.

institutionnel, créé des listes de courriels et des comptes sur des réseaux sociaux commerciaux comme Twitter et Facebook. Nous avons ainsi réussi à établir une communication plus directe avec les personnes et les mouvements. Par la suite, nous avons ouvert de nouveaux canaux. Grâce à tous ces espaces, nous avons pu voir que les plateformes numériques ont désormais un rôle important quant à la diffusion des événements et situations constamment vécues par les défenseur.e.s de la nature. Nous avons également vu se déployer les débats et les actions entreprises dans la recherche de formes de vie digne, et c'est à travers ces espaces que nous avons créés des alliances avec des chercheur.e.s du monde académique, des journalistes et des personnes sensibles à ces sujets.

Avec le temps, nous nous sommes liés à d'autres luttes. Ainsi, vers la fin de l'année 2014, nous avons décidé de migrer notre plateforme Web et nos listes de courriels vers des serveurs plus sécuritaires. Depuis lors, nos contenus se trouvent sur l'espace de la *Cooperativa tecnológica Primero de Mayo*¹. Un autre des changements a été de migrer une grande partie de nos contenus vers la plateforme libre *archive.org*². Nous savons qu'en ce qui a trait aux technologies, il nous reste encore du chemin à faire, mais nous

avançons avec la conviction de devoir nous engager vers d'autres modèles qui soient en harmonie avec les principes d'autonomie et d'autodétermination que nous défendons.

Notre force part du local au global. La communication à la défense de nos territoires

Actions urgentes et actions de prévention de la criminalisation

Divers groupes de base qui font partie du Mouvement M4 sont quotidiennement victimes de criminalisation, de harcèlement et de diffamation. Alors qu'au début, la plateforme Web était vue comme l'espace le plus important d'où annoncer nos dénonciations, nos félicitations et nos alliances, nous avons réalisé vers le milieu de l'année 2013 que c'était à partir de cet espace que nous voulions lancer nos actions urgentes de dénonciation et/ou de prévention. Nous avons inauguré l'espace avec un appel pour que cessent les activités du Consortium minier *Peña Colorada*³ sur un territoire convoité par les États de Colima et de Jalisco, au Mexique.

Par la suite, les actions urgentes réalisées à travers notre plateforme Web pour appuyer la communauté de Zacualpan et Victor Chí,

Campagne du MovimientoM4 dans le cadre de la Journée internationale contre l'exploitation minière à grande échelle, le 22 juillet.

Courtoisie du MovimientoM4

Gabriel Martínez, Esperanza Salazar ainsi que le Conseil autochtone⁴ ont été fondamentales pour rendre visible la violence exercée par le gouvernement de l'État contre les camarades, ce qui a aidé à réduire les risques et à renforcer la sécurité. Dans leurs propres mots :

« La diffusion de ces événements importants pour notre lutte, tels que le Forum national contre l'industrie minière qui a eu lieu dans la communauté autochtone de Zacualpan en 2015 ou la Mission nationale et internationale d'observation pour le cas Zacualpan, a été décisive pour l'internationalisation de notre lutte et, telle que combinée à plusieurs autres stratégies, à freiner jusqu'à maintenant le projet extractif.

Pour Bios Iguana A.C. et le Consejo Indígena por la Defensa del Territorio de Zacualpan, l'appui reçu depuis 2013 de la part du Mouvement M4 "a été essentiel face aux menaces, à la criminalisation, la stigmatisation et la violence tout au long de notre lutte contre le projet minier à ciel ouvert". »

Les actions ont continué d'être lancées selon les besoins. Le 3 mars 2016, nous nous sommes réveillés à l'aube avec la nouvelle extrêmement triste du vil assassinat de notre camarade Berta Cáceres. Nous n'arrivions pas à nous calmer face à la situation de persécution et de criminalisation que vivaient les camarades du *Consejo de Organizaciones Populares e Indígenas de Honduras* (COPINH). Notre douleur et notre préoccupation n'en sont pas restées là. Notre camarade, Gustavo Castro, qui se trouvait dans la maison de Berta pour donner des ateliers sur les alternatives au modèle extractif, avait également été la cible d'une tentative d'assassinat et était retenu de façon injustifiée au Honduras.

À partir de la plateforme du Movimiento M4, en contact direct avec les camarades de l'organisation *Otros Mundos A.C.* du Chiapas, au Mexique, nous nous sommes rendus disponibles pour diffuser en temps réel les actions et les informations entourant la situation de Gustavo. Nous avons besoin de dire à tout le monde

que notre camarade et unique témoin de l'assassinat de Berta ne pouvait pas rester au Honduras, à la merci d'un État qui ne garantissait pas son intégrité physique et psychologique. Nous avons maintenu notre présence tout le mois pendant lequel notre camarade a été retenu dans ce pays en exigeant #SeguridadParaGustavo.

Les actions menées ont reçu un grand appui. La communauté internationale est restée attentive à la situation et nous continuons de croire que notre camarade a pu sortir du Honduras grâce à l'appui des personnes, organisations et autorités de partout dans le monde qui ont exprimé leur indignation et leur appui. Jusqu'à aujourd'hui, nous continuons d'exiger #JusticiaParaBerta.

La radio a été un instrument de lutte pour la libération des femmes qui y retrouvent un espace d'incidence, de dénonciation et d'expression.

Finalement, vers la fin de l'année passée, lorsque le groupe *Acción Ecológica* a été criminalisé par le gouvernement équatorien⁵, nous nous sommes sentis honorés que ses membres puissent compter sur notre plateforme afin de diffuser leur dénonciation à travers le monde et demander la solidarité avec leurs demandes contre l'industrie minière et en défense du peuple Shuar.

Du Sud-Est mexicain

L'équipe de *Otros Mundos A.C./Amigos de la tierra México*, basée à San Cristobal de las Casas, au Chiapas, Mexique, possède à la fois son propre département de communication pour la consolidation de son travail de défense du territoire et son espace *Alternatos*, dédié à la recherche d'alternatives locales au système capitaliste. L'équipe alimente quotidiennement son site Web⁶, un portail informatif permettant au grand public, aux organisations sociales et aux communautés en résistance de mieux comprendre les impacts du modèle extractif sur les territoires et de connaître les peuples qui résistent au jour le jour au dépouillement, que ce soit au Mexique ou ailleurs dans le monde. On trouve sur ce site des communiqués, des dénonciations de la part de divers peuples organisés ainsi que plusieurs autres publications d'*Otros Mundos* en accès libre : des analyses, des vidéos, des enregistrements audio,

des fiches informatives, des manuels, des illustrations et des cartes. Les lecteurs et lectrices sont invité.e.s à les télécharger et à les reproduire pour leur utilisation personnelle ou pour le partage.

Chez *Otros Mundos A.C.*, nous considérons que la vidéo est un outil particulièrement puissant, comme nous avons pu le voir avec le cas du *Frente Popular en Defensa del Soconusco 20 de junio* (FPDS), un groupe que nous accompagnons dans sa résistance contre l'industrie minière sur la côte du Chiapas. Lorsque ses membres ont installé un campement en septembre 2016 afin d'exiger la fermeture de la mine Casas Viejas exploitée par El Puntal S.A de C.V., nous avons réalisé une vidéo afin de raconter ce qui s'y passait. En démontrant que les membres du FPDS étaient des hommes et des femmes qui luttaienent pacifiquement pour une vie digne et saine, cette vidéo est devenue un outil contre la désinformation et contre les tentatives de criminalisation du mouvement.

Le site Web et les réseaux sociaux d'*Otros Mundos* continuent d'être le principal moyen d'information sur la lutte du FPDS. D'une part, cela lui permet d'avoir un impact médiatique et de compter sur un bon réseau d'alliés en situation d'urgence (harcèlement policier, par exemple). D'autre part, nous constatons qu'il est difficile pour les défenseur.e.s de s'intégrer à la stratégie de communication en prenant une caméra ou en utilisant les réseaux sociaux de leur mouvement lorsqu'il s'agit de personnes adultes qui ne sont pas particulièrement intéressées par la communication, par l'audiovisuel ou par l'Internet. Néanmoins, à travers le matériel produit par l'organisation, nous diffusons leur voix et leur parole qui deviennent ainsi d'importants outils d'accompagnement.

Le COPINH prend la parole à la radio communautaire *La Voz del Gualcarque*

Au COPINH⁷, la communication populaire, alternative, aux mains des communautés en résistance, a été une arme essentielle pour la lutte de toutes les communautés qui ont été rejointes. Dans plusieurs des communautés

qui composent le COPINH, il n'y a pas d'électricité, mais il y a, par contre, une radio dans chaque maison.

Dans ce contexte, la radio communautaire a été un élément important de formation politique de la communauté, en partageant les programmes et les productions d'autres radios et médias alternatifs et en créant un espace libre de discussion et d'information, tout en cherchant à s'éloigner des mauvaises pratiques et des travers sensationnalistes et tendancieux des médias corporatifs. La radio a été un instrument de lutte pour la libération des femmes qui y retrouvent un espace d'incidence, de dénonciation et d'expression.

Un exemple clair de ce processus est celui de la radio communautaire *La Voz del Gualcarque* à Río Blanco, Intibucá, au Honduras, qui, entre autres, donne de l'information contre la construction du barrage assassin Agua Zarca.

La force que la radio a infusée à la communauté a eu un tel impact que l'entreprise a payé pour monter une radio sur la même fréquence afin de perturber celle de *La Voz del Gualcarque*. Néanmoins, l'argent sale de ce barrage n'a pu acheter ni le travail communautaire ni la joie des gens d'installer leur antenne, de construire leur local et de s'organiser pour que chacun et chacune, dans la mesure de ses possibilités, puisse participer à la radio de la communauté.

Pour toutes ces raisons, la communication populaire continue de se construire et de dénoncer l'assassinat de notre camarade Berta Cáceres, qui a perdu la vie pour avoir encouragé l'organisation et la rébellion du peuple Lenca.

Jour après jour, nous constatons à quel point la communication aux mains des mouvements et sous les divers formats adoptés est un outil fondamental pour faire avancer les luttes. En unissant ce moyen à d'autres formes d'organisation, nous pouvons affronter les attaques du capital pour continuer à construire la vie digne que nous méritons de vivre.

NOTES

1 <https://mayfirst.org/es/>

2 <https://archive.org/>

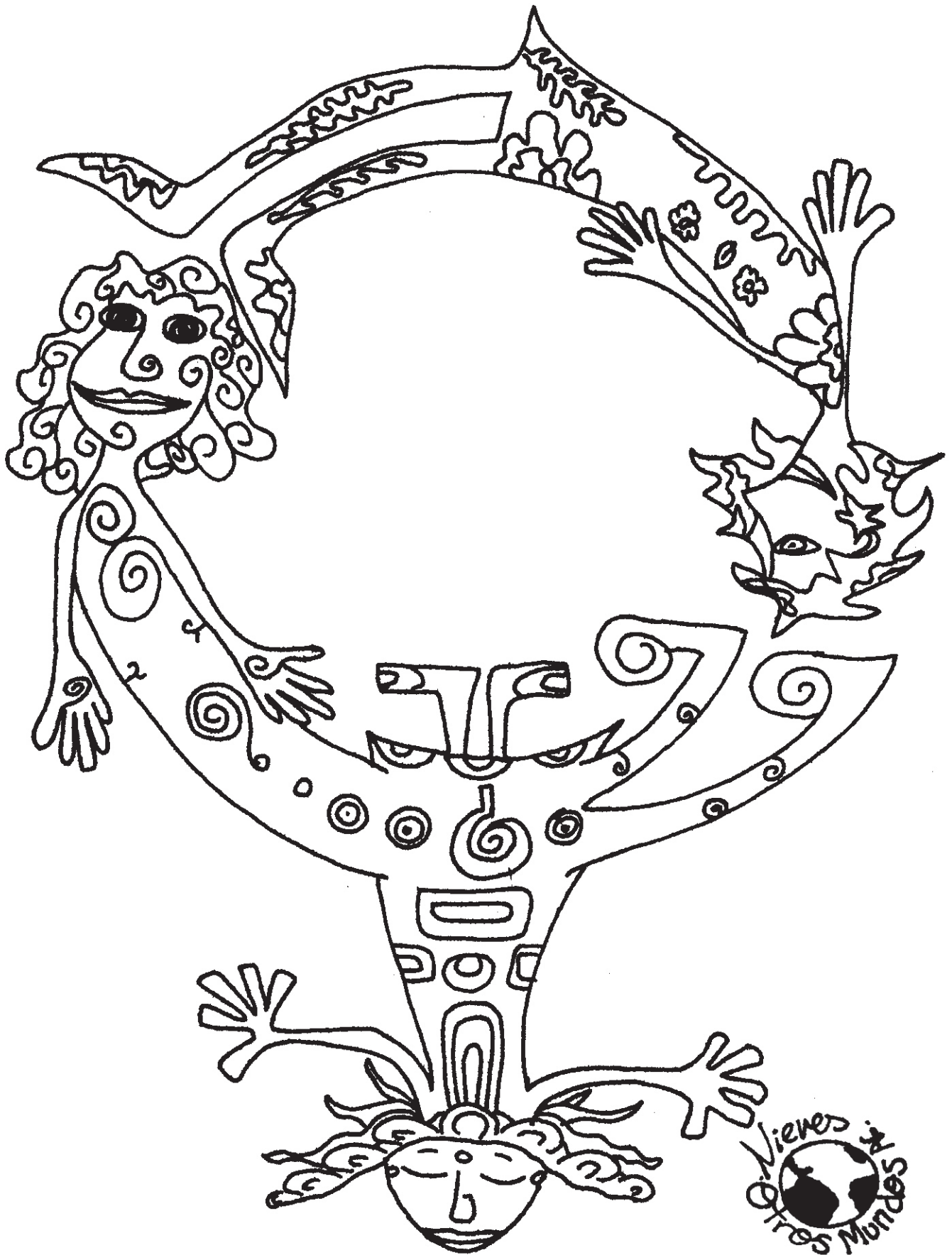
3 <http://movimientom4.org/2013/06/accion-urgente-para-detener-al-consorcio-minero-pena-colorada/>

4 <http://movimientom4.org/tag/zacualpan/>

5 <http://movimientom4.org/2016/12/accion-urgente-al-gobierno-ecuatoriano-contrala-doble-caceria-extractivista/>

6 <http://www.otrosmundoschiapas.org/>

7 <https://copinh.org/>



Les mouvements sociaux et la construction d'un Internet féministe

Par Inés Binder

Traduction par Marie Bordeleau

La communication est une stratégie centrale pour les mouvements sociaux, car elle leur permet de systématiser et transmettre leurs revendications, de documenter leurs actions, de générer une masse critique de soutien et d'incorporer leurs thèmes dans les priorités publiques. On pourrait croire que nous nous connectons toutes et tous au même réseau, qu'Internet est le même pour toutes les personnes du monde entier et qu'il y a une sorte de « pouvoir démocratisant » dans le fait que nous disposons toutes et tous des mêmes outils pour communiquer en ligne. Cependant, nous avons aujourd'hui un Internet centralisé, surveillé et machiste qui expulse du territoire digital un secteur très spécifique de la société. La construction d'un Internet féministe s'avère indispensable afin de poser les bases d'un système qui ne reposerait pas sur l'assujettissement d'un genre dominant sur les autres.

Nouveaux mouvements sociaux : l'affirmation d'identités comme forme de résistance

L'apparition d'une nouvelle série de mouvements sociaux à partir de la deuxième moitié du XX^e siècle a mis en évidence que quelque chose avait changé. Nous avons besoin de nouvelles ressources pour comprendre l'action collective. Le paradigme des « nouveaux mouvements sociaux » (NMS) a alors vu le jour, comme une tentative de répondre à toute une série de revendications collectives qui rejetaient les façons dont s'organisaient et agissaient leurs prédécesseurs. Les façons dont le mouvement hippie, les mouvements féministes et LGBTI ou encore le mouvement écologiste, par exemple, exprimaient leur remise en question du statu quo étaient complètement distinctes des autres mouvements ouvriers de masse.

De manière générale, cela signifie que les grandes idéologies qui avaient structuré le mouvement ouvrier cessèrent d'être le cadre central d'interprétation de la réalité. Les mouvements ne s'identifiaient plus comme d'abord communistes ou socialistes, mais plutôt comme féministes, écologistes, gais, etc.¹ Les nouveaux mouvements sociaux s'articulaient maintenant autour d'identités transversales plutôt qu'autour d'idéologies héritées de la fin de XIX^e siècle et du début du XX^e. Cette articulation avait des impacts non seulement en termes collectifs sur la façon dont se positionnait le mouvement, mais aussi dans la construction et la réaffirmation des identités individuelles de celles et ceux qui participaient à ces mouvements. Les modes de revendications passèrent à la sphère privée : recyclage, usage de contraceptifs, « sortie du placard », etc. Autrement dit, les schèmes d'organisation et de mobilisation avaient aussi changé. Tant l'agentivité collective qu'individuelle étaient désormais guidées par une série de principes relevant de la société pour laquelle la lutte était menée.

Au début du XXI^e siècle, on observe cependant une autre série de changements dans les mouvements sociaux autonomes en lien avec l'utilisation des technologies de l'information (TIC) et la communication numérique. Non seulement les mouvements sociaux commencèrent à utiliser Internet et les TIC en général comme canaux de communication, mais l'organisation politique se manifestait aussi en ligne. Il n'y a toujours pas de consensus au sein de la communauté universitaire (les débats entre optimistes et pessimistes continuent de diviser la littérature sur le sujet) s'il s'agit d'un nouveau paradigme ou si cela ne fait qu'approfondir ce qui

INÉS BINDER est bachelière en communication sociale de l'Université de Buenos Aires et détient une maîtrise en science politique de l'Université de Salamanca. Elle fait partie de l'équipe du Centre de productions radiophoniques du CEPPAS, du CEPPAS-GT et de *Ciberfeministas* (cyberféministes) Guatemala.

« Les principes féministes de l'Internet »

Logo des Principios feministas de Internet,
feministinternet.org



caractérisait déjà les nouveaux mouvements sociaux. Il est toutefois certain qu'on ne peut, aujourd'hui, éliminer la variable des technologies et de la communication des études sur les mouvements sociaux.

Quel genre d'Internet avons-nous? Un Internet centralisé, surveillé et machiste

La pénétration des technologies numériques dans la vie quotidienne s'est approfondie de telle sorte que, dans la dernière décennie, la grande quantité d'informations générées par nos interactions – même sans notre consentement – s'est convertie en une mine d'or pour les entreprises qui dominent le marché des TIC numériques sur le plan global, tout comme pour les gouvernements obsédés par le contrôle de leurs citoyen.ne.s. Les TIC numériques se sont ainsi converties en outils de domination et de contrôle². La majeure partie du travail du secteur des télécommunications est donc maintenant dédiée à la collecte, au traitement et à l'entreposage de toute cette information qui, selon eux, pourrait contribuer à l'amélioration de notre compréhension du comportement humain et même le prédire.

Trois grandes tendances façonnent Internet tel que nous le connaissons aujourd'hui : la centralisation, la surveillance et la violence machiste.

» *Un Internet centralisé dans chacune de ses strates.* Selon l'Observatoire latino-américain de régulation, médias et convergence (*Observatorio Latinoamericano de Regulación, Medios y Convergencia*)³, la centralisation d'Internet peut être mesurée grâce à un modèle qui « regroupe les services basés sur la centralisation, qu'il s'agisse de la propriété, des utilisateurs ou du trafic d'Internet, à travers sept strates ou catégories », incluant les fournisseurs physiques de domaine et d'hébergement; les fournisseurs de services et de contenus; les fournisseurs de plateformes (systèmes d'exploitation et logiciels); les créateurs et producteurs de contenu; les fournisseurs CDN (réseau de diffusion de contenu); les fournisseurs de collectivité de grande capacité; les fournisseurs de dernier kilomètre-ISP (*Internet service provider*). Dans chacune de ces sept strates, on retrouve un nombre très limité d'acteurs prédominants

au niveau mondial, incluant même ceux qui administrent des ressources critiques d'Internet. Alors que pendant des décennies, le secteur populaire exigeant des garanties au droit à la communication revendiquait l'accès à des licences et la démocratisation du système médiatique, aujourd'hui, ces revendications doivent nécessairement se transposer à Internet et aux TIC numériques.

» *Un Internet surveillé.* La privatisation d'Internet a énormément favorisé la possibilité de pister, traiter et entreposer toutes les métadonnées générées par nos interactions dans le réseau, et ce, même sans notre consentement. Pour les États, cela signifie la possibilité de maintenir un étroit contrôle sur les citoyen.ne.s sous enquête, mais surtout sur la citoyenneté en général (tel que nous l'a démontrée la divulgation du Programme PRISM de l'Agence nationale de la sécurité aux États-Unis). Pour le secteur privé, particulièrement pour les entreprises technologiques (de celles qui offrent des plateformes et services technologiques à celles qui ont un modèle basé sur la vente au détail), cela signifie la possibilité de segmenter le public cible au maximum afin de savoir ce que chaque client.e veut, et ce, avant même qu'elle ou il ne le sache. De plus, des compagnies comme Google accumulent une telle quantité de données, grâce à leur

position prédominante dans de nombreux secteurs comme celui des moteurs de recherche ou des systèmes d'exploitation de dispositifs mobiles, qu'elles peuvent identifier des tendances sociales et faire des prédictions à partir de celles-ci. Si cela n'est pas du pouvoir...!

» *Un Internet machiste.* Il est impératif que nous, les femmes, accédions à Internet afin de pouvoir nous exprimer, nous connecter et diffuser nos revendications. Les données au sujet de l'accès des femmes, des filles et des jeunes sont alarmantes. Selon l'Union internationale des télécommunications (2016), la fracture numérique de genre, soit la différence entre le taux de pénétration d'Internet chez les hommes et celui chez les femmes, au niveau mondial en 2016, est de 12 % : « [L]es inégalités structurelles en alphabétisation, éducation, emploi et revenus ont contribué à la fracture numérique de genre : 31 % dans les pays pauvres, 16,8 % dans les pays en développement et 2,8 % dans le monde développé »⁴.

De plus, une fois que les femmes ont accès à Internet, un autre facteur conditionne leur existence numérique. « Si nous nous entendons sur le fait que le monde numérique est socialement construit, alors les normes de genre, les stéréotypes et les inégalités existantes dans le monde hors

À quel genre d'Internet a accès une femme, mère, autochtone, défenseure du territoire, qui ne parle pas anglais et dont l'espagnol est la deuxième langue ? Pour le moment, elle a accès à un Internet très différent de celui auquel peut accéder un homme blanc de classe moyenne, éduqué et vivant dans un pays riche.

ligne – et dans lesquels s’enracine la violence contre les femmes – peuvent être répliqués en ligne », expliquent Flavia Fascendi et Katerina Fialová dans le rapport *Voix des espaces numériques : la violence contre les femmes en lien avec la technologie*⁵, publié par APC⁶.

Comment se définit la violence contre les femmes en lien avec la technologie? Selon ONU Femmes et la Commission sur la large bande au service du développement durable, dans le rapport *Cyberviolence contre les femmes et les filles : Un appel mondial à l’action*⁷, cette violence est définie comme toutes les façons dont les TIC « exacerbent, amplifient ou transmettent » n’importe quel « acte de violence de genre qui provoque ou est susceptible de provoquer de la douleur ou une souffrance physique, sexuelle ou psychologique chez les femmes »⁸.

À quel genre d’Internet a accès une femme, mère, autochtone, défenseuse du territoire, qui ne parle pas anglais et dont l’espagnol est la deuxième langue? Pour le moment, elle a accès à un Internet très différent de celui auquel peut accéder un homme blanc de classe moyenne, éduqué et vivant dans un pays riche.

Quel genre d’Internet voulons-nous? Un Internet féministe

De quel genre d’Internet avons-nous donc besoin pour la construction de notre identité et de notre action collective? La réponse est un Internet féministe. La construction d’un Internet féministe est une revendication que les

organisations de femmes et une partie du secteur de la société civile promeuvent à partir des différents espaces de gouvernance d’Internet.

En 2014, APC a rédigé collectivement les *Principes féministes de l’Internet*⁹ qui remettent en question la logique capitaliste néolibérale qui domine l’Internet en proposant une « stratégie fondamentale pour déstabiliser et démanteler le pouvoir économique qui souhaite s’approprier l’Internet, et pour créer des alternatives à ce pouvoir basées sur des principes d’intérêts collectifs, de solidarité et d’ouverture »¹⁰ de même que sur le droit à la liberté, à la confidentialité, aux logiciels libres, qui garantissent le caractère transformateur d’un Internet conçu comme un espace public.

Les stratégies doivent être multiples, simultanées et massives. Nous devons : travailler à la construction d’infrastructures autonomes féministes qui offrent un refuge sécuritaire pour toutes les communications des mouvements féministes; rendre visibles les contributions des femmes au développement des TIC; garantir à toutes les femmes l’accès à Internet; lutter contre la violence machiste en ligne en commençant par, au moins, atténuer ses manifestations les plus concrètes et avancer vers une gouvernance en faveur des femmes; impulser les principes de souveraineté technologique féministe. En définitive, il s’agit de faire en sorte qu’Internet nous aide à mener et diffuser nos luttes et à construire des réseaux afin d’abolir le système patriarcal et construire une autre société fondée sur des relations sociales égalitaires.

NOTES

1 Johnston, Hank, Laraña, Enrique et Gusfield, Joseph (1994). « Identidades, ideologías y vida cotidiana en los nuevos movimientos sociales » dans Gusfield, Joseph, et Laraña, Enrique, (coords.), (2014). *Los nuevos movimientos sociales. De la ideología a la identidad*. Madrid : CIS, p. 3-42.

2 Alcántara, J. (2008). *La sociedad de control : privacidad, propiedad intelectual y el futuro de la libertad*. Barcelona : El Cobre Ediciones.

3 Levy, Gabriel et Urquijo Morales, Sergio (2016, 18 avril). « Concentración en internet : un asunto de capas » dans *Observacom*, en ligne : <http://www.observacom.org/concentracion-en-internet-un-asunto-de-capas/>

4 UIT (2016). « Acceso a las tecnologías de la información y la comunicación para la igualdad de género » dans *ITUMagazine*, avril

2016, en ligne : http://www.itu.int/en/itu/news/Documents/2016-04/2016_ITUNews04-es.pdf, p. 4.

5 En espagnol, *Voces desde los espacios digitales: violencia contra las mujeres relacionada con tecnología*

6 Fascendi, Flavia et Fialova, Katerina (2011). *Voices from digital spaces: Technology related violence against women*, APC, en ligne : https://www.apc.org/en/system/files/APCWNSP_MDG3advocacypaper_full_2011_EN_0.pdf

7 En espagnol, *Ciberviolencia contra mujeres y niñas. Una llamada mundial para la acción*

8 ONU Mujeres y Comisión de Banda Ancha para el Desarrollo Sostenible (2015). *Cyber-violence against Women and Girls. A wake-up Call to Action*, ONU Mujeres, p. 21.

9 Pour lire ces principes (*Principios feministas de Internet*), visiter <http://www.genderit.org/es/>

articles/principios-feministas-para-internet. Disponibles en anglais et en espagnol.

10 Asociación para el Progreso de las Comunicaciones (2014). *Principios feministas de Internet*, en ligne : <http://feministinternet.net/>

RÉFÉRENCES

Asociación para el Progreso de las Comunicaciones (2013). *Global Information Society Watch. Women’s rights, gender and ICTs*, APE e Hivos, en ligne : http://giswatch.org/sites/default/files/gisw13_chapters.pdf

Benkler, Yochai, (2003). « La economía política del procomún », dans *Novática: Revista de la Asociación de Técnicos de Informática*, (163), 6-9.

Benkler, Yochai (2006). *The wealth of networks: How social production transforms markets and freedom*. Yale University Press.

Le droit à la communication dans la société numérique

Par Santiago García Gago

Traduction par Andrée Boudreau

En Amérique latine, l'idée que démocratiser les moyens de communication soit une condition indispensable pour démocratiser la société s'est érigée en cadre conceptuel sur lequel les organisations sociales ont élaboré leurs campagnes pour le droit à la communication. Ces campagnes se sont concentrées sur la demande de législations qui garantiraient l'accès des médias communautaires aux fréquences du spectre radioélectrique. Des fréquences accaparées historiquement par les secteurs privés qui, dans un grand nombre de cas, les ont obtenues lors d'appels d'offres ayant un processus peu transparent ou lors d'enchères publiques où primaient les critères économiques au-dessus de tout autre. Cela a créé un panorama médiatique hautement concentré et monopolisé : « en moyenne, dans une grande partie de la région, presque la moitié des produits et services des marchés de l'information et des communications de chaque pays est contrôlée par un seul fournisseur »¹.

Mais, en plein XXI^e siècle, alors que la radio et la télévision sont en train de se réinventer pour résister à l'assaut de l'Internet, maintenir ces revendications a-t-il encore du sens? Ou aurons-nous besoin d'actualiser nos discours pour défendre le droit à la communication dans la société numérique?

Il est certain que les revendications pour démocratiser l'accès aux fréquences radioélectriques continuent d'être totalement légitimes. Des vingt pays qui constituent l'Amérique latine, seulement treize reconnaissent légalement l'existence de médias communautaires². Quatre d'entre eux le font avec un certain type de pourcentage spécifique à ces médias : l'Uruguay et l'Argentine ont opté pour une réserve de 33 %, et la Bolivie et l'Équateur ont préféré répartir les fréquences à parts

égales entre les trois secteurs, 33 % pour le privé, 33 % pour le public et 34 % pour le secteur communautaire et les peuples autochtones. Malgré ces avancées notables en matière législative, nous croyons qu'il est urgent d'élargir le spectre des demandes.

Et la parole devint byte

Internet promettait d'être la panacée, l'outil définitif qui démocratiserait le droit à la communication de façon globale. Et quoique l'on ne puisse nier qu'il ait provoqué des changements significatifs en ce sens, il n'en demeure pas moins qu'il a aggravé la situation actuelle de concentration et de monopole dans les technologies de l'information et de la communication qui permettent la création de moyens de communication.

Une étude approfondie menée à terme par OBSERVACOM (2016) démontre comment toutes les couches qui constituent Internet sont contrôlées par moins de quinze entreprises au niveau mondial³. Par exemple, 90 % du trafic des réseaux de diffusion de contenu (appelés intermédiaires CDN) est concentré parmi cinq grandes sociétés. Parmi ces réseaux, six entreprises contrôlent plus de la moitié des domaines et des hébergements Web existants dans le monde entier. Et si nous parlons de services et de plateformes, environ cinq compagnies se répartissent le contrôle des réseaux sociaux et des courriers électroniques. De plus, ces entreprises sont des conglomérats internationaux difficiles à contrôler ou à limiter par des législations nationales.

Un autre facteur aggravant est le fait que cette concentration soit multicouche. Cela signifie qu'une compagnie qui fournit l'accès à Internet est en

SANTIAGO GARCÍA GAGO est coordonnateur de RadiosLibres.net, un projet de Radialistas.net. Il est communicateur et formateur, spécialisé en production radiophonique, communication numérique et technologies libres de l'information et de la communication, et détient une maîtrise en Communication, culture et citoyennetés numériques.

Mais, en plein XXI^e siècle, alors que la radio et la télévision sont en train de se réinventer pour résister à l'assaut de l'Internet, maintenir ces revendications a-t-il encore du sens? Ou aurons-nous besoin d'actualiser nos discours pour défendre le droit à la communication dans la société numérique?

même temps propriétaire d'une maison de production ou vend des services d'hébergement Web. Nous pourrions citer le cas d'Amazon qui, en plus d'être un des plus grands magasins en ligne du réseau, est l'un des principaux fournisseurs de serveurs d'hébergement dans « l'infonuagique ». Cette infrastructure de données « fournit à la compagnie une énorme perspective sur l'économie, au travers de laquelle elle peut recueillir des informations provenant de millions de sources »⁴. Un autre exemple de cette concentration multicouche est celui de l'entreprise américaine AT&T qui a récemment fait l'acquisition de Time Warner, propriétaire à son tour de la chaîne CNN ou de la chaîne de divertissement HBO.

Le pouvoir qu'exercent ces grandes multinationales leur permet d'imposer les règles du jeu et d'obtenir des législations en leur faveur. C'est ce qu'ils font avec un insistant *lobby* pour en finir avec la neutralité du réseau, ce principe qui oblige à ce que tout *byte* qui circule sur Internet soit traité de la même manière. La nouvelle administration de la commission fédérale des communications des États-Unis (« FCC » pour ses acronymes en anglais) est en train de céder aux pressions afin d'éliminer le cadre réglementaire qui protège la neutralité du réseau depuis 2015⁵. Avec les nouvelles lois, une entreprise qui fournit l'accès à Internet pourrait bloquer certains contenus ou les offrir à plus grande vitesse si les compagnies propriétaires payaient

pour ce service *premium*. Sans neutralité sur le Web, il n'y aurait pas d'inconvénients à ce que, par exemple, AT&T priorise sur son infrastructure Internet les contenus de ses chaînes de nouvelles en reléguant à un second plan les autres médias.

Reculs dans la démocratisation de la communication

Les risques pour la liberté d'expression et l'exercice des autres droits en lien avec la communication sont évidents. Surtout pour les médias alternatifs qui ne peuvent compter sur leur pouvoir d'achat pour concurrencer ces grands conglomérats. La concentration et la privatisation des technologies numériques laissent de plus en plus la voie libre pour imposer une pensée hégémonique et faire taire les voix dissidentes de la population que l'on peut entendre sur les « autres médias ». Ces voix qui sont toujours plus simples à faire taire sur Internet avec des méthodes plus subtiles qu'en refusant l'accès aux fréquences de radios et de télévision, ce qui empêche que l'on s'en rende compte. Nous croyons être en train de nous informer sur un réseau social alors qu'en réalité, nous consommons des doses contrôlées d'information qu'un algorithme personnalise en fonction de données de navigation que nous lui avons fournies, parfois même sans notre consentement. Cela permet aux plateformes et à ceux et celles qui savent manipuler ces algorithmes de contrôler,



Semaine d'Internet à Rome en Italie, juin 2009.

Courtoisie de Codice Internet

manipuler ou conditionner le comportement social avant des élections ou un référendum, ce qu'on appelle la « politique numérique »⁶.

Il ne fait aucun doute qu'Internet peut être un outil fondamental pour les luttes sociales, l'émancipation citoyenne, ainsi que pour amplifier les voix critiques, mais la potentialité de ce média est en train d'être récupérée et limitée à pas de géants. Le manque de liberté et de transparence dans la façon de gérer les TIC qui nous permettent d'exercer le droit à la communication dans la société numérique est l'une des causes. C'est pourquoi les organisations sociales qui ont promu ce droit durant des décennies ont devant elles un grand défi : intégrer la défense des technologies numériques à leurs demandes traditionnelles pour les fréquences de radio et de télévision. Ces technologies, qui actuellement sont tellement étroitement liées à l'exercice du droit, que certains plaident pour qu'Internet soit considéré comme un droit humain en lui-même et non comme un moyen pour exercer d'autres droits⁷.

Quelques-unes de ces nouvelles requêtes pourraient être : des législations qui garantissent un Internet libre, neutre, ouvert et décentralisé; la promotion de réseaux et de plateformes fédérés au lieu de ceux qui font du commerce avec nos données; l'exigence d'une gestion transparente des données que les compagnies recueillent de nos activités numériques; des politiques publiques qui favorisent l'utilisation et le développement de logiciels libres; l'usage de licences libres comme Creative Commons pour la publication de contenus. Mais, par-dessus tout, promouvoir le débat social autour des technologies et de son étroite relation avec l'exercice de nos droits dans la société actuelle. Parler de médias et de technologies n'est pas parler de sujets techniques, c'est traiter de questions profondément politiques. Ne pas soulever la question en ces termes peut nous précipiter vers un panorama médiatique où, encore une fois, s'intensifie de plus belle la présence des voix hégémoniques au détriment de la pluralité et de la diversité. Un recul dans la démocratisation de la communication qui favorise le marché et ses grandes multinationales, au lieu des citoyen.ne.s et de leurs droits.

NOTES

1 UNESCO (2014). « Tendencias Mundiales en Libertad de Expresión y Desarrollo de los Medios : Situación regional en América Latina y el Caribe », en ligne : <http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002290/229042S.pdf>, p. 99

2 OBSERVACOM (2017). « Libertad a medias : la regulación de los medios comunitarios en América Latina y su compatibilidad con los estándares interamericanos de libertad de expresión », en ligne : <http://www.observacom.org/sitio/wp-content/uploads/2017/08/Libertad-a-Medias-Informe-2017-Medios-comunitarios-y-libertad-de-expresi%C3%B3n-OBSERVACOM.pdf> (page consultée en septembre 2017).

3 OBSERVACOM (2016). « Concentración en internet : un asunto de capas », en ligne : <http://www.observacom.org/concentracion-en-internet-un-asunto-de-capas/> (page consultée en septembre 2017).

4 Bernasek, A. et Mongan D. T. (2017). « ¿Tienen los nuevos monopolios gigantes (Amazon, Google, Facebook) el poder de transformar economías globales? ». *Vanguardia dossier*, no 63, p. 52-59, p. 57.

5 Harmon, Elliot (2017). « Don't Let Congress Compromise on Net Neutrality. EFF », 9 août, en ligne : <https://www.eff.org/es/deeplinks/2017/08/dont-let-congress-compromise-net-neutrality> (page consultée en septembre 2017).

6 Tambini, Damian (2017). « Brexit : ¿triumfo de la robot-política? » *Vanguardia dossier*, no 63, p. 66-69.

7 García, Santiago (2014). « ¡Internet como Derecho Humano ya! », *RadiosLibres*, 10 décembre, en ligne : <https://radioslibres.net/article/internet-como-derecho-humanos-ya/> (page consultée en septembre 2017).

RÉFÉRENCES

Mendel, Toby, García, Angel et Gómez, Gustavo (2017). *Concentración de medios y libertad de expresión: normas globales y consecuencias para las Américas*. Montevideo: UNESCO.

La biodiversité technologique pour traverser les jardins clôturés de l'Internet

Par Sursiendo

Traduction par Marie Bordeleau

Le rêve de l'Internet était la liberté. N'est-ce pas là notre rêve à toutes et à tous? Sans entrer dans les détails de ce que cela signifie pour chacun et chacune d'entre nous, être libre et se sentir libre est un de ses principaux objectifs.

Nous prenons ainsi une poignée de câbles, d'antennes, de modems, de serveurs, de protocoles (IP), entre autres, et nous les personnifions. Nous les faisons rêver d'être « libres ». Mais pour plusieurs d'entre nous, Internet n'est pas qu'un outil ni une infrastructure, mais bien cette immatérialité qui construit nos relations sociales. Oui, nous connaissons les dangers d'Internet. Nous tentons quotidiennement de protéger notre confidentialité et notre intimité dans ce médium aujourd'hui régi par les lois du marché et par le contrôle gouvernemental. Ces lois sont bien éloignées des rêves de ceux et celles qui, il y a de cela plus de quarante ans, ont envisagé l'Internet comme un espace dans lequel, par exemple, le partage du savoir serait sans limites.

Cette grande convergence d'« inventions » antérieures, qui est devenue le réseau des réseaux, a elle aussi été marquée par le « développement » militaire, académique ou économique.

Chacun de ces groupes a des intérêts divers, parfois antagoniques, mais ils sont forcés de cohabiter sur Internet d'une manière ou d'une autre.

Parmi tous ces groupes, ceux qui nous intéressent sont eux aussi divers, sans forme particulière, et construisent

un environnement Internet qui valorise les personnes et les processus collectifs, la confidentialité et l'anonymat, la circulation du savoir et les apprentissages mutuels.

Existe-t-il encore de tels processus dans un monde technologique marqué par « l'innovation », les *start-ups*, les lobbys, et l'achat et la vente de données?

Oui. Nous sommes encore capables de nous indigner face à l'autoritarisme technologique et de construire et d'alimenter des réseaux libres et fédérateurs. Nous existons encore, celles et ceux qui croient aux forums, canaux de chat et listes d'envoi électroniques qui nous permettent de discuter et d'apprendre. Nous existons encore, celles et ceux qui songent à des infrastructures libres, à des technologies coopératives et autonomes. Nous existons encore, celles et ceux qui travaillent à la réappropriation et à la réécriture technologique.

C'est cet univers de possibilités qui existe encore, et qui chaque jour se fait de plus en plus nécessaire, que nous appelons « biodiversité technologique ».

Oui, Internet est aujourd'hui monopolisé par des infrastructures privatives dont nous ne pouvons nous passer (soyons optimistes et disons « pour l'instant! »). Mais tout en continuant d'utiliser ces câbles et ces fibres, nous pouvons aller au-delà de ces plateformes privatives dans lesquelles le « monde entier se trouve » (!) et nous rencontrer pour construire d'autres espaces numériques (et analogiques) où nous pourrions habiter plus librement.

SURSIENDO est une association civile mexicaine basée à San Cristóbal de las Casas, au Chiapas, formée comme collectif, au début de 2011, par des personnes provenant des domaines de l'activisme, de la communication et du design, des logiciels et de la culture libres, de l'éducation populaire et des arts. Nous travaillons la communication et la culture numériques avec les groupes locaux et régionaux, selon une approche inclusive, féministe et communautaire, comme attitude et responsabilité, à travers d'une participation équitable et créative. Nous faisons partie des mouvements sociaux régionaux, en apportant notre contribution à l'analyse et aux pratiques en matière de technopolitique, de participation sociale, de communication et de hack[féminismes].



« Hack » ta lutte

Courtoisie de Sursiendo

« Nous vivons une centralisation progressive de l'Internet et elle se fait chaque jour plus pressante. Cette centralisation implique que, malgré l'incroyable variété d'espaces de débats, de places et d'agoras qui existent dans le cyberspace, nous restons enfermés dans ces jardins clôturés dans lesquels est généré l'un des pires simulacres : celui de la communauté », pouvait-on lire en 2015 sur un blogue allié.

Cet Internet qui se construit à partir de la biodiversité technologique est « bio » parce qu'il nous rappelle que les matériaux et métaux utilisés pour nous interconnecter proviennent d'une nature de laquelle nous faisons partie et que, comme société, nous sommes en train de détruire au profit de la consommation et de l'obsolescence programmée et psychologique.

Ainsi, désobéissant aux ordres de la publicité qui nous place en face des dispositifs les plus « avancés », cette autre technologie, la technologie populaire, *underground*, autonome, peu importe comment on l'appelle, nous invite à remettre en question ce « progrès » et à nous réapproprier nos dispositifs. Cette technologie populaire nous invite à toucher, démonter, jouer avec elle et apprendre de quoi il s'agit... Elle nous invite à penser au-delà des simples appareils et à construire ensemble

Cette technologie populaire nous invite à toucher, démonter, jouer avec elle et apprendre de quoi il s'agit... Elle nous invite à penser au-delà des simples appareils et à construire ensemble afin que ces outils favorisent des relations sociales et avec la nature nous permettant de ne pas abuser de cette dernière et de rester connecté.e.s.

afin que ces outils favorisent des relations sociales et avec la nature nous permettant de ne pas abuser de cette dernière et de rester connecté.e.s.

Oui, nous faisons partie de celles et ceux qui utilisent cellulaires et ordinateurs. Nous faisons aussi partie des personnes qui réutilisent, réparent et se joignent aux voix qui questionnent de façon critique ces appareils. Malgré toute cette actualité quotidienne qui nous inviterait à penser le contraire, nous sommes aussi de celles et ceux qui croient que les outils numériques aident à créer des relations sociales.

Bien sûr, pour cela, nous devons passer par l'utilisation et la construction d'outils qui sont cohérents avec nos processus sociaux libertaires (et technoféministes!). C'est pourquoi le type d'outils numériques ou de serveurs que nous utilisons pour nos communications a de l'importance.

Cette folle vie moderne est de plus en plus complexe. Il y a peu de temps pour ce qui est important puisque nous pouvons à peine résoudre le plus urgent. Ces propositions de biodiversité technologique commencent justement à être urgentes et nous sommes à quelques pas numériques des propositions déjà existantes, de nous y rencontrer et d'échanger un sourire en passant.

AMARC publie une lettre ouverte sur le futur des radios communautaires à l'ère numérique

Par Pulsar Brasil

Traduction par Jacqueline Aubry

Après un processus de débats avec les radios de tout le pays, l'AMARC Brésil (Association Mondiale de Radiodiffuseurs Communautaires) publie une lettre ouverte sur le futur des radios communautaires à l'ère numérique. L'objectif est de garantir que la numérisation des radios inclut également les radios communautaires quant à leur liberté d'expression.

Selon Pedro Martins, membre du conseil politique d'AMARC, cette lettre, qui a été écrite collectivement, est très importante en ce moment au Brésil. Pour lui, le débat sur la communication, principalement depuis le coup d'État de 2016, est paralysé. La lettre a comme objectif d'inviter les mouvements de communication à un dialogue et mettre le thème à l'ordre du jour.

Le document indique également les directives pour le choix du modèle numérique à être utilisé au Brésil, un modèle ouvert qui garantit la démocratisation de la communication.

Voici la lettre intégrale :

Lettre ouverte sur le futur des radios communautaires à l'ère numérique

Premièrement, l'AMARC Brésil dénonce le gouvernement illégitime de Michel Temer qui, dès ses premiers jours, attaqua de front la communication publique, initiant le processus de déstabilisation de l'entreprise brésilienne de communication au moyen de mesures provisoires. Une telle attitude met en évidence un scénario contraire à des possibles avancées et appropriation des droits dans le champ de la communication.

Les radios communautaires, même dans un contexte démocratique, souffraient déjà de persécutions et de criminalisation, fonctionnant sous une loi restrictive, sans aucune avancée réglementée significative. Maintenant, avec le contexte politique particulièrement défavorable, des barrières sont imposées quant à la concrétisation du potentiel démocratisant de la radio numérique.

Dans ce scénario, la réarticulation, le dialogue et les actions concrètes pour le renforcement des radios communautaires depuis leurs origines sont essentiels. Il en va de même pour les alliances avec les groupes qui luttent pour les droits humains à la communication et à la liberté d'expression, les universités, les mouvements syndicaux et sociaux.

Dans le champ de la défense de la communication comme droit humain, nous soulignons la proximité avec le Mouvement national des radios communautaires (*Movimento Nacional de Rádios Comunitárias*, MNRC), le Forum national pour la démocratisation de la communication (*Fórum Nacional de Democratização da Comunicação*, FNDC), le Collectif Intervozes (*Coletivo Intervozes*), Article 19 (*Artigo 19*), Reporters sans frontières et les collectifs de radios libres. Effectivement, ils ont comme nous la perspective de défense de la radio comme moyen stratégique pour la consolidation de la démocratie brésilienne.

Tout au long du siècle dernier, la radio a été menacée d'extinction. Au cours des années 1950, l'arrivée de la télévision a apporté des prévisions alarmistes sur sa permanence comme véhicule de masse. Les années 2000 ont apporté l'Internet et la convergence technologique

AMARC BRASIL a été créée en 1995 et fait partie de la région Amérique latine et Caraïbes de l'Association mondiale des radios communautaires, reconnue comme une organisation non gouvernementale internationale de nature laïque et à but non lucratif. Depuis plus de 25 ans, l'AMARC lutte pour le droit à la communication aux niveaux international, national, régional et local, en faisant la promotion du mouvement de la radio communautaire par la solidarité, le travail en réseau et la coopération.



Radio numérique

Courtoisie d'AMARC Brésil

comme éléments qui pourraient « surpasser » la capacité communicative de la radio en termes d'interactivité. Cependant, la radio a continué en se réinventant. Elle maintient la crédibilité de son contenu et son extension que personne ne pourrait remettre en question, elle existe dans plus de 80 % des foyers brésiliens (IBGE, 2013), étant très souvent l'unique moyen de communication dans les régions éloignées. Par conséquent, elle est responsable d'acheminer des contenus divers aux grandes aires de désinformation, abandonnées par les médias commerciaux.

Malgré la grande incidence sociale de la radio, les radios communautaires souffrent des mêmes défis de construction de politiques publiques pour un large accès de la société à des concessions et modes de production. Toutefois, ce même mouvement garde, en soi, la capacité d'être protagoniste dans la dispute pour le spectre libre, le droit à l'antenne et l'insertion de nouveaux acteurs et actrices communautaires et populaires dans la lutte pour la démocratisation de la communication brésilienne.

Dans le contexte de numérisation de la radio au Brésil, l'AMARC Brésil propose les principes suivants quant au modèle à adopter :

- » Les États doivent s'assurer que la migration vers les nouvelles technologies de transmission soit une opportunité pour le développement de la pluralité et de la diversité et non pas pour maintenir ou consolider la concentration des services de communication audiovisuelle (Principe 39 de la publication d'AMARC « Principes pour garantir la diversité et la pluralité dans la radiodiffusion et dans les services de communication audiovisuelle »).
- » Dans la planification de la transition de la radiodiffusion analogique à numérique, les conséquences sur l'accès aux moyens de communication et différents

types de moyens doivent être considérées. Les États doivent adopter des mesures pour assurer que le coût de la transition numérique ne limite pas la capacité du fonctionnement des moyens publics et communautaires. Les moyens ne devront pas souffrir de discrimination et sauront respecter les prévisions nécessaires pour garantir la continuité des émissions réalisées sur support analogique simultanément jusqu'à épuiser les processus de transition en conditions raisonnables (Principe 40 de la publication d'AMARC « Principes pour garantir la diversité et la pluralité dans la radiodiffusion et dans les services de communication audiovisuelle »).

- » Que les défis de la convergence des moyens et de la numérisation des supports analogiques soient envisagés dans un contexte d'adaptabilité technologique et règlementée, transparent et équitable.
- » Que le processus de recherche, débat et définitions de la technologie numérique de la radio soit réalisé avec la participation et la délibération des organisations de radiodiffusion communautaire et de tous les secteurs de la société brésilienne pour l'ensemble du pays.
- » Que le choix du modèle de la radio numérique au Brésil considère les différences régionales du pays, utilisant une technologie ouverte, adaptable et amicale pour des innovations qui augmentent le potentiel d'inclusion à l'aide d'outils offerts pour la radio numérique, proportionnant une plus grande égalité sociale.
- » Que la transition de la technologie analogique numérique considère la nécessité de l'appui économique, social et politique, exigeant la mise sur pied de politiques publiques garantissant des droits d'accès et d'accessibilité.

Olinda, 10 décembre 2016



« DÉGHETTOÏSER » UNE CULTURE :

le rôle des radios dans l'histoire du hip-hop québécois

Par Marc-André Anzueto

Jadis marginale et confinée à l'imaginaire urbain nord-américain, la place prépondérante qu'occupe la culture hip-hop dans le monde est révélatrice de plusieurs paradoxes de la mondialisation. D'une part, l'esthétique hip-hop consolide une certaine hégémonie culturelle, notamment à travers les expressions urbaines de langue anglaise et les valeurs capitalistes d'ici et d'ailleurs. D'autre part, des populations et des groupes marginalisés l'utilisent comme outil politique de dénonciation et de revendications identitaires et socioéconomiques dans diverses régions du globe. Étant personnellement impliqué au sein de la radio universitaire à Montréal depuis plus d'une décennie, notamment par le biais de mon émission Ghetto Érudit¹, je souhaite partager certaines réflexions sur la richesse de cette culture au plan local.

De la marginalité au *mainstream* : l'exception québécoise

Le rap est un élément emblématique du hip-hop qui s'inscrit dans un ensemble d'expressions culturelles issues du quartier du Bronx à New York au début des années 1970 incluant le graffiti, le *Djing* et le *breakdance*. Les paroles rythmées des maîtres de cérémonie (MC) qui animaient les fameux « block parties » new-yorkais sont rapidement devenues une forme d'expression des populations afro-américaine et latino-américaine conjuguant habilement poésie et politique². Pour l'auteur Jeff Chang, la culture hip-hop représente l'histoire d'une génération multiculturelle qui a transposé les revendications du mouvement des droits civiques vers le champ culturel³. En fait, le rap est devenu une forme d'expression populaire traversant les barrières linguistiques et participant à la mondialisation de la culture hip-hop. Face à la culture dominante, un élément commun aux membres de la génération hip-hop

demeure la lutte contre l'invisibilité. J'estime que cette lutte contre l'invisibilité contient une dimension culturelle particulièrement frappante au Québec.

En juillet 2017, la firme d'analyse des ventes musicales Nielson confirmait que la musique hip-hop détrônait le rock pour la première fois en termes de popularité aux États-Unis⁴. Malgré l'immense succès de la musique rap chez les jeunes au Québec, principalement en ce qui concerne le téléchargement et la vente de billets de concert, il n'existe pas encore de stations de radio strictement hip-hop sur les ondes FM à Montréal à l'inverse de la majorité des grandes villes en Amérique du Nord ou en Europe⁵. Au-delà d'une simple dénonciation de cette situation, il convient de rappeler le caractère hétérogène de la culture hip-hop au Québec. D'une part, la complexité du tissu social de la génération hip-hop au Québec est marquée par des facteurs linguistiques, raciaux et socioéconomiques qui façonnent la musicalité et les thèmes du rap québécois. Ceci est particulièrement visible et audible en comparant le rap montréalais à celui des autres régions du Québec.

Autrement dit, il y a une multitude de styles, de langues et de thématiques dans ce qui est communément appelé le « rap québécois ». D'autre part, les artisans de la scène hip-hop au Québec se heurtent encore à la non-reconnaissance dans l'espace médiaticoculturel *mainstream* et demeurent cantonnés dans les médias dits alternatifs. C'est pourquoi plusieurs émissions hip-hop sur les radios communautaires et universitaires continuent de jouer un rôle déterminant dans la diffusion de cette culture au Québec. En anglais, je pense au travail de Don Smooth sur la radio communautaire de Kahnawake K103.7 FM, tout comme aux gens de Masters at Work,

MARC-ANDRÉ ANZUETO enseigne les relations internationales à l'Université du Québec à Montréal et les enjeux du développement en Amérique latine à l'Université de Sherbrooke. Il est cofondateur de l'émission de culture hip-hop, Ghetto Érudit.



Enregistrement de l'émission Ghetto Érudit

Photographie de Ghetto Érudit

The Goods, Off The Hook Radio, WEFUNK à CKUT 90,3 FM, la radio de l'Université McGill. En français, je ne peux pas passer sous le silence le rôle de l'animateur Dice B à Radio Centre-Ville, qui tient la barre de l'émission Nuit Blanche depuis 1994. Dans le circuit des radios universitaires francophones, Les Arshitechs du son à CHYZ 94,3 FM, la station de l'Université Laval, et plusieurs émissions à CISM 89,3 FM, la station de l'Université de Montréal, dont Hip-Hop Café et Rythmologie, participent au rayonnement et à la diffusion du rap québécois. Enfin, les sites Web tels que HHQC.com, hiphopfranco.com et wordupbattles.net contribuent également à faire connaître les nouveaux sons de la scène locale. Incubateur de voix dissidentes, plusieurs de ces projets hip-hop sont composés de personnes racisées et québécoises « de souches » participant à un effort commun d'éducation et démythification de la culture.

La culture hip-hop au Québec : « tu pensais que c'tait ça que c'tait mais c'est pas ça que c'tait »

La culture hip-hop est intrinsèquement liée aux réalités sombres de certains quartiers défavorisés et plusieurs

villes du Québec n'y échappent pas⁶. Certes, le « gangsta rap » occupe encore une place centrale dans l'imaginaire et la commercialisation de la culture hip-hop. Ce sous-genre de rap est connu « pour son caractère violent et misogyne et associé à la culture du bling-bling »⁷. Si l'ancrage de cette forme de rap n'est pas étendu à l'ensemble des rappeurs québécois, les médias de masse ont tendance à associer le rap à la violence, aux gangs de rue, à la drogue et à l'illégalité. Comme le soulignait Sylvain Lemay dans son mémoire de maîtrise sur les rappeurs francophones du Québec entre 1990 et 2012, il y a un sentiment d'exclusion très présent au sein de leurs écrits : « une partie de ce sentiment d'exclusion repose notamment sur le fait que la plupart des rappeurs locaux estiment être victimes de préjugés à travers les médias et au sein de la population, en plus de se sentir boycottés par l'industrie du disque et les radios commerciales »⁸. C'est dans un esprit de déconstruction des idées préconçues du hip-hop et avec l'objectif de démocratiser le rap au-delà de son écosystème qu'a été créée en 2006 l'émission Ghetto Érudit. Véritable courroie de transmission entre l'ancienne et la nouvelle génération du mouvement hip-hop à Montréal dans les deux langues, Ghetto Érudit a

servi de première plateforme pour la majorité des artistes et groupes associés à l'actuel âge d'or du rap québécois et aux débats autour du français⁹.

Au-delà du phénomène linguistique faisant peur à certains parisiens de la langue et de l'identité québécoise, je suis convaincu du potentiel créatif, poétique et politique de la démarche artistique derrière ceux et celles qui maîtrisent réellement le rap français. À titre d'exemple, il est intéressant de souligner que le premier morceau rap à obtenir un succès commercial en 1979, la chanson « Rapper's Delight » du groupe The Sugarhill Gang, a fait l'objet d'une reprise québécoise digne de mention. En effet, l'artiste KNLO a reproduit en 2007 ce classique tout en conservant les mêmes thèmes, intonations, assonances et allitérations avec le morceau « Délice d'un rappeur » dont le vidéoclip met bien de l'avant l'appropriation québécoise des éléments de la culture hip-hop. Cette chanson de KNLO issue d'une *mixtape* intitulée « Flattebouche » a donné le nom à une technique qui a été répétée à plusieurs reprises au Québec. Par exemple, le collectif K6A, dont fait partie KNLO, a repris en 2012 la chanson « Protect Ya Neck » de Wu Tang Clan qui est devenue « Protège Ta Nuque ». En 2013, le rappeur et slameur D-Track s'est approprié le morceau « I ain't mad at cha » de 2pac, qui est devenu sa pièce « Jtenveuxpastantqueça »¹⁰. Plus récemment, sans mettre de l'avant cette technique du flattebouche, le

collectif hip-hop féminin Bad Nylon a démontré comment l'utilisation du français pouvait également servir un agenda féministe tout en préservant l'aspect ludique du rap. Ces différentes formes de musique rap sont généralement mises de l'avant par les émissions hip-hop sur les radios universitaires et communautaires.

Mis à part le français, le thème de l'appropriation culturelle revient souvent dans les débats internes de la communauté hip-hop, principalement entre les personnes racisées et celles dites de « souches ». Entre les puristes et les artisans versant davantage dans le champ gauche du hip-hop, je tiens à préciser qu'il n'y a pas toujours consensus sur la forme et le fond du rap québécois. Cependant, la diversité des émissions hip-hop des radios communautaires et universitaires partage un objectif commun : faire connaître le son et les éléments culturels d'une génération. Dans cet esprit, je crois également que nous participons implicitement ou explicitement aux débats sur l'identité québécoise. Pour citer le politologue Jean-Charles St-Louis « la génération hip-hop contribuerait ainsi à la redéfinition libre et ouverte des expériences de la vie en société au Québec »¹¹. Après une décennie de radio universitaire avec des gens natifs de Rouyn-Noranda, du Chili, du Guatemala, d'Haïti et des divers quartiers de l'île de Montréal, j'espère que nos voix ont permis de « déghettoiser » la culture hip-hop au Québec.

NOTES

1 L'émission Ghetto Érudit a débuté en janvier 2006 sur CHOQ la radio Web de l'UQAM. Depuis mai 2008, Ghetto Érudit est diffusé tous les samedis soirs sur les ondes du 89,3 FM, CISM la radio de l'Université de Montréal, et l'émission est rediffusée sur les ondes du 89,1 FM, CHUO la radio de l'Université d'Ottawa et 107,9 FM, CILS la radio communautaire francophone de Victoria en Colombie-Britannique. En 2017, Ghetto Érudit fait partie du top 5 des émissions les plus populaires de la station CISM 89,3 FM à Montréal. Pour un survol sur les 10 ans de Ghetto Érudit et son impact sur la scène locale, voir Olivier Boisvert-Magnen « Rap local : Ghetto Érudit, Monk.e, et Artbeat », *Voir*, 16 juin, en ligne : <https://voir.ca/musique/2016/06/16/rap-local-ghetto-erudit-monk-e-b-k-l-l-o-y-d-et-artbeat/>

2 Bradley, Adam (2009). *Book of Rhymes. The Poetics of Hip Hop*. BasicCivitas : New York.

3 Chang, Jeff (2006). *Can't stop won't stop : une histoire de la génération hip-hop*. Editions Allia.

4 Forbes, « Report: Hip-Hop/R&B Is The Dominant Genre In The U.S. For The First Time », en ligne : <https://www.forbes.com/sites/>

hughmcintyre/2017/07/17/hip-hoprb-has-now-become-the-dominant-genre-in-the-u-s-for-the-first-time/.

5 Leijon, Erik (2015). « Montreal is still waiting for a hip-hop radio station », *Montreal Gazette*, 7 août, en ligne : <http://montrealgazette.com/entertainment/music/montreal-is-still-waiting-for-a-hip-hop-radio-station>

6 Boisvert-Magnen, Olivier (2016). « On ne peut plus ignorer le street rap québécois », *Vice*, 2 novembre, en ligne : https://www.vice.com/fr_ca/article/exkawe/on-ne-peut-plus-ignorer-le-street-rap-quebecois-5847800de17bea0210308987

7 LeBlanc, Marie Nathalie, Alexandrine Boudreault-Fournier et Gabriella Djerrahian (2007). « Les jeunes et la marginalisation à Montréal : la culture hip-hop francophone et les enjeux de l'intégration », *Diversité urbaine*, 71, p. 9–29.

8 Lemay, Sylvain (2016). *Analyse des messages dans le rap francophone du Québec : entre contestations, résistance, opinions et revendications (1990-2012)*. Montréal (Québec, Canada), Université du Québec à Montréal, Maîtrise en sociologie, p. 11.

9 Pensons aux groupes Loud Lary Ajust et Dead Obies. À titre l'album *Gullywood* du groupe Loud Lary Ajust a été lancé en ondes à l'émission Ghetto Érudit le 5 mai 2012. Cet album a été qualifié de « classique instantané » du rap québécois et s'est également attiré les foudres de certaines critiques en raison de l'utilisation du français.

10 Le groupe Alaclair Ensemble, dont fait aussi partie KNLO, utilise cette technique en puisant dans trois chansons classiques du rap américain au sein de la pièce « Les infameux » tiré de l'album *Les Frères cueilleurs* (2016). Les sous-titres de ce texte est un clin d'œil à la chanson du groupe « Ça que c'tait » tiré du même album.

11 St-Louis, Jean-Charles (2014). « L'identité québécoise » dans les sciences sociales et dans les débats universitaires. Quelques significations et enjeux dans Alain-G. Gagnon (dir.). *La politique québécoise et canadienne une approche pluraliste*. Québec : Presses de l'Université du Québec, p. 130 et les travaux de Mela Sarkar.

La sécurité de l'information comme enjeu pour la protection des droits humains

Par Anne-Sophie Letellier et Mélisande Séguin,
École de sécurité numérique

Le développement de l'informatique et, plus récemment, de l'Internet a participé à une reconfiguration certaine des modes de communication et d'organisation des groupes travaillant en solidarité internationale. Facilitant à la fois la diffusion d'informations à un large public et la coordination plus efficace de campagnes, les médias sociaux, téléphones intelligents, courriels, etc. deviennent des piliers dans les luttes visant à protéger les droits humains à travers le monde. Néanmoins, depuis les révélations du lanceur d'alerte Edward Snowden en 2013, un nombre grandissant de journalistes, chercheur.e.s, militant.e.s et citoyen.ne.s s'inquiètent des enjeux liés à la surveillance secrète et diffuse des citoyen.ne.s par les gouvernements et les géants du numérique. Effectivement, si les technologies numériques sont des outils indispensables aux luttes sociales contemporaines, force est de constater qu'elles sont aussi impliquées dans une érosion constante et systématique de la vie privée des citoyen.ne.s à travers une vulnérabilité croissante de l'information stockée sur les réseaux numériques.

Cette insécurité de l'information est d'autant plus problématique dans la mesure où elle implique une multiplicité d'acteurs, relève de notions techniques pouvant paraître complexes, comporte des conséquences fréquemment sous-estimées par les militant.e.s et est profondément intégrée dans des systèmes économiques extrêmement profitables. En ce sens, en s'ancrant dans des situations documentées en Amérique latine, cet

article vise principalement à poser et à clarifier le rôle primordial que joue la sécurité de l'information dans un contexte de protection des droits humains. En posant d'emblée la sécurité de l'information en tant qu'élément clé dans l'exercice des droits de la communication, cet article argumente qu'il importe de la défendre en adoptant de meilleures pratiques, et ce, particulièrement au sein d'organisations du milieu de la solidarité internationale.

Une pierre angulaire des droits de la communication

D'emblée, il importe d'aborder la communication en tant qu'élément essentiel dans la protection des droits humains. En ce sens, la notion de « droits de la communication » appréhende cette dernière comme étant « "intrinsèquement liée à la condition humaine et [basée] sur une nouvelle compréhension plus profonde des implications des droits humains et du rôle des communications" ¹ dans la satisfaction des besoins fondamentaux de la personne humaine et des sociétés à travers lesquelles elle évolue » ². Si la sécurité de l'information et des communications est fréquemment associée, dans le contexte numérique, à la protection du droit à la vie privée, il importe de noter qu'elle ne s'y restreint pas. Elle se pose plutôt en tant qu'élément sécurisant l'exercice des droits. Autrement dit, elle « favorise l'établissement d'un contexte favorable, car plus sécuritaire, à la participation pleine et entière à la communication [...] [et] conditionne l'exercice d'autres droits et libertés » ³.

ANNE-SOPHIE LETELLIER est étudiante au doctorat en communication à l'UQAM. S'intéressant aux enjeux liés aux droits humains numériques et à la sécurité de l'information, elle s'implique à titre de coordonnatrice de l'École de sécurité numérique (ESN514) et à la direction des communications chez Crypto.Québec. Elle a également codirigé l'ouvrage « L'Éducation aux médias à l'ère numérique » avec le professeur Normand Landry.

MÉLISANDE SÉGUIN est chargée de projet en éducation et mobilisation pour le Projet Accompagnement Québec-Guatemala et étudiante à la maîtrise en droit international à l'UQAM. Elle a également travaillé au Guatemala pendant deux ans comme accompagnatrice internationale. C'est dans ce contexte qu'est né son intérêt pour la sécurité numérique dans la lutte pour les droits humains en Amérique latine.

Dans le contexte numérique, la sécurité de l'information fait techniquement référence à un ensemble de processus visant à protéger l'accès, l'usage, la modification, la disruption et la destruction non autorisée d'informations. Elle vise donc à protéger l'accès aux données jugées confidentielles (par exemple : mots de passe, adresses, communications stratégiques, localisation GPS, etc.), mais va bien au-delà de cela : elle s'intéresse également aux méthodes permettant, entre autres, d'éviter l'interruption de services (d'un site Web, par exemple), la perte ou la destruction de fichiers importants (documents de travail, contenu d'un ordinateur ou d'un téléphone cellulaire, etc.) ou encore à l'utilisation hors contexte de certaines informations (telles que des publications sur des groupes Facebook ou des fils Twitter). Dans un contexte de militance et de solidarité internationale, il va donc sans dire que la sécurité de l'information protège évidemment la vie privée de citoyen.ne.s, mais aussi la liberté d'expression et d'association des individus, groupes ou organisations, ainsi que l'intégrité et l'efficacité de leurs activités.

Surveiller les militant.e.s

La surveillance généralisée des citoyen.ne.s est relativement bien connue au Québec, au Canada et aux États-Unis. Celle-ci est souvent très discrète et – du moins en apparence – ne semble pas altérer significativement les activités des militant.e.s. Cependant, les documents fuités au magazine électronique *The Intercept* ont démontré comment la surveillance d'activistes environnementaux dans les mobilisations entourant le projet Dakota Access Pipeline était opérée par des compagnies mercenaires privées dans l'objectif de décrédibiliser le mouvement dans les médias, de monter des dossiers incriminants sur les personnes d'intérêt et, tout simplement, de créer un état de peur et de suspicion qui mènerait éventuellement à une démobilisation et une dissolution du mouvement. Ce

Cette insécurité de l'information est d'autant plus problématique dans la mesure où elle implique une multiplicité d'acteurs, relève de notions techniques pouvant paraître complexes, comporte des conséquences fréquemment sous-estimées par les militant.e.s et est profondément intégrée dans des systèmes économiques extrêmement profitables.

cas illustre comment le contrôle de l'information au sein d'un groupe peut avoir un impact notable sur sa capacité de mobilisation, d'effectuer des relations publiques avantageuses et sur l'intégrité de ses pratiques militantes.

Si ces pratiques de surveillance s'inscrivent dans une tendance croissante à militariser les forces de l'ordre – et à y déployer les systèmes et tactiques de surveillance associées –, les effets du phénomène de la surveillance

numérique en Amérique latine sont beaucoup plus avancés et explicites qu'en Amérique du Nord. Sans surprise, les personnes qui défendent les droits humains sont parmi les plus affectées par ce genre de pratiques.

Les problèmes de sécurité numérique ont souvent lieu dans des contextes où les défenseur.e.s luttent pour la protection de leurs territoires face à des entreprises minières ou hydroélectriques, pour la justice transitionnelle, pour l'accès à la justice pour les personnes marginalisées comme les femmes et les communautés autochtones et pour la liberté d'expression.

Les cyberattaques contre des organisations de droits humains sont fréquentes, et ce,

malgré le fait que les constitutions des États prévoient des clauses pour la protection de la vie privée de leurs citoyen.ne.s. Cependant, comme le démontre *Fundación acceso*, un organisme qui appuie les défenseur.e.s latino-américain.e.s en sécurité de l'information, les mesures mises en place afin que les cyberdélits puissent être dénoncés ne sont pas efficaces.

Les exemples sont nombreux. Au Guatemala, des organisations ont dénoncé le vol d'informations numériques et de matériel informatique aux autorités sans qu'une enquête soit menée afin d'identifier les coupables. Au Honduras, en 2011, le Congrès a approuvé la Loi sur l'intervention dans les communications privées,



Défenseurs des droits humains des communautés maya chor'ti' qui luttent pour récupérer les titres de propriété de leurs territoires ancestraux, département de Chiquimula, Guatemala.

Photographie de Mélanie Séguin

qui devait uniquement servir à démasquer les réseaux de narcotrafic et de crime organisé⁴. Toutefois, cette législation sert également à espionner les défenseur.e.s des droits humains : depuis la mise en pratique de cette loi, plusieurs organisations ont dénoncé des cyberdélits commis par des fonctionnaires de l'État, sans qu'aucune trace de ces plaintes ne soit disponible dans les dossiers du Ministère public, organe étatique responsable d'enquêter sur les crimes⁵. Finalement, depuis l'acquisition du programme de surveillance Pegasus – normalement uniquement vendu aux États désireux de l'utiliser pour démanteler les réseaux terroristes ou criminels – par le gouvernement mexicain, la surveillance de défenseur.e.s de droits humains a augmenté drastiquement. Parmi les personnes surveillées, on trouve les avocat.e.s qui enquêtent sur la disparition des 43 étudiants normalistes du cas Ayotzinapa, ainsi que différentes organisations qui luttent contre la corruption au sein du gouvernement⁶.

Les trois cas présentés démontrent en quoi la surveillance est un enjeu majeur qui a un grand impact dans la lutte pour les droits humains en Amérique latine. Comme il le sera démontré dans les prochains paragraphes, différentes failles dans la sécurité de l'information

peuvent avoir de graves conséquences sur l'intégrité des campagnes, l'intégrité physique des militant.e.s et l'accès à la justice.

L'accès aux comptes en ligne

D'abord, l'infiltration de comptes courriel est une attaque fréquente pour des organisations, des journalistes ou des défenseur.e.s des droits humains. Par exemple, en 2016, un individu a volé l'identité d'un média Web militant guatémaltèque, envoyant des courriels mensongers aux membres. Bien que ceux-ci ne reflétaient nullement la ligne éditoriale du média, son image publique en a été affectée⁷.

Ensuite, les comptes d'activistes sur les réseaux sociaux sont fréquemment infiltrés dans un objectif de diffamation ou pour menacer des individus en accédant et en utilisant des photos hors de leurs contextes. Par exemple, le compte Twitter de Maria Luisa Borjas – une policière ayant dénoncé à plusieurs reprises des actes de corruption commis par la police hondurienne – a été infiltré et utilisé pour lui faire parvenir des menaces à son intégrité physique. Notamment, sa photo de profil a été changée pour celle d'une femme bâillonnée et

ensanglantée quelques jours après qu'elle se soit prononcée sur la mort suspecte d'un autre policier⁸. Il est également fréquent que des photos de défenseur.e.s ou d'observatrices.teurs internationaux soient publiées sur des pages ouvertement racistes et xénophobes où on les accuse de participer à des actes de terrorisme.

Limiter l'accès

Les attaques informatiques sont souvent utilisées afin de limiter l'accès à l'information et aux moyens de communication. Par exemple, lors des manifestations anticorruptions de 2015 où les citoyen.ne.s guatémaltèques exigeaient la démission du président Otto Perez Molina, les réseaux d'Internet sans-fil et de téléphonie étaient souvent complètement inaccessibles au lieu principal des rassemblements. Ensuite, en 2016, au Nicaragua, l'adresse IP de la municipalité de Camoapa a été bloquée exactement au moment où la Radio Camoapa diffusait un reportage sur l'utilisation du budget municipal, rendant ainsi impossible l'accès à l'émission⁹. Ces situations ont de graves conséquences pour les défenseur.e.s latino-américain.e.s : elles installent un climat de méfiance et de peur généré par la sensation d'être constamment surveillé. Les États qui se font complices de ces actes rendent l'accès à la justice extrêmement difficile. Finalement, les journalistes et défenseur.e.s se trouvent en situation de plus grande vulnérabilité : d'une part, leur légitimité est constamment remise en question et, d'autre part, leur isolement croissant peut mettre en péril leur intégrité physique.

Conclusion : l'adoption de bonnes pratiques?

Il est primordial de se demander de quelle façon les organisations qui se solidarisent avec des défenseur.e.s de droits humains latino-américain.e.s peuvent contribuer à améliorer la situation de sécurité de leurs partenaires.

Effectivement, dans un contexte où la sécurité de l'information est un pilier de plus en plus important pour l'intégrité et la poursuite d'activités citoyennes, il importe de porter un regard critique sur l'ensemble des pratiques communicationnelles d'une organisation et des risques qu'elles comportent. La sécurité de l'information relève la plupart du temps d'un jeu du chat et de la souris dans lequel les individus doivent constamment déjouer des systèmes technologiques développés dans une perspective de collecte de données et des adversaires politiques qui tendent la plupart du temps à instrumentaliser les flous juridiques ou les législations liées à la sécurité nationale.

D'emblée, il est souvent risqué pour des défenseur.e.s d'exprimer publiquement qu'elles et ils ont été victimes d'une violation de leurs droits. Il est donc primordial que les organisations du Nord établissent des canaux sûrs pour le partage d'information par vidéoconférences, messages textes, ou courriels. Un nombre croissant d'outils faciles d'utilisation sont disponibles (notons Jitsi Meet, Signal Private Messenger ou GPG). Ensuite, puisqu'il est possible de s'infiltrer dans n'importe quel appareil ou compte qui n'est pas protégé, il importe que les informations reçues, surtout si elles sont sensibles, soient protégées et gardées dans un endroit sécuritaire – numérique ou physique.

Il est indispensable de bien analyser quelles informations peuvent être publiées et de quelles façons : les photos et les informations qui apparaissent sur les réseaux sociaux sont souvent utilisées hors contexte. Il faut donc s'assurer de réduire au minimum les risques de désinformation en plus de porter une grande attention à ce qui se produit sur les pages administrées par l'organisation. Finalement, faire un suivi rigoureux des incidents de sécurité informatique et procéder à un examen régulier de ses pratiques permettent d'identifier les faiblesses de l'organisme et d'adopter les bonnes pratiques pour protéger ses informations ainsi que celles des autres.

NOTES

1 Traduction libre. « Statement on communication rights », cité dans Lee, P. (2009). « Communication rights and the millennium development goals », dans A. Dakroury et al. (dir.), *The Right to Communicate : Historical Hopes, Global Debates, and Future Premises*, Dubuque, Kendall Hunt, p. 142.

2 Landry, Normand (2013). *Droits et enjeux de la communication*. Montréal : Presses de l'Université du Québec, p. 19.

3 Landry, Normand (2013). *Droits et enjeux de la communication*. Montréal : Presses de l'Université du Québec, p. 189.

4 Centro Electronico de Documentacion e Information Judicial. Honduras, en ligne : [http://www.poderjudicial.gob.hn/CEDIJ/Leyes/Documents/Ley%20Especial%20sobre%20Intervencion%20de%20las%20Comunicaciones%20Privadas%20\(8,2mb\).pdf](http://www.poderjudicial.gob.hn/CEDIJ/Leyes/Documents/Ley%20Especial%20sobre%20Intervencion%20de%20las%20Comunicaciones%20Privadas%20(8,2mb).pdf)

5 Observatorio Centroamericano de Seguridad Digital (2016). « Informe anual 2016 », en ligne : <http://acceso.or.cr/assets/files/Informe-OSD-HD-Esp.pdf>

6 Ahmed, Azam et Perloth, Nicole « 'Somos los nuevos enemigos del Estado' : el espionaje a activistas y periodistas en México ». *New York Times*, le 19 juin 2017, en ligne : <https://www.nytimes.com/es/2017/06/19/mexico-pegasus-nsogroup-espionaje/?mcubz=0>

7 Observatorio Centroamericano de Seguridad Digital (2016). *Op. Cit.*

8 *Idem*

9 *Idem*

MÉDIAS, POUVOIR ET LUTTES DE BASE

Entrevue avec Lina Solano du Frente de mujeres defensoras de la Pachamama

Traduction par Amelia Orellana

De 2013 à 2015, le Front des femmes défenseuses de la Pachamama (*Frente de mujeres defensoras de la Pachamama*) a réalisé une émission de radio intitulée *Warmi Voces y Acción* qui visait à faire entendre sa voix et à faire connaître la réalité des femmes paysannes provenant de la région de Cuenca, au sud de la région andine de l'Équateur, affectées par les mégaprojets miniers. Le CDHAL s'est entretenu avec Lina Solano au sujet de cette initiative citoyenne.

D'où vient l'idée de créer une radio et dans quel contexte surgit cette initiative?

Ce projet est né dans le cadre du travail réalisé par le *Frente de mujeres defensoras de la Pachamama* depuis 2008, date de sa création. Nous avons toujours créé différents espaces pour que les voix des femmes puissent être entendues par le public en général, par les enfants, par d'autres femmes, etc. Ainsi, nous avons toujours interpellé les médias, particulièrement les médias locaux de Cuenca. Nous avons donné des entrevues lors de bulletins de nouvelles ou réalisé quelques interventions dans des émissions télévisées afin de faire connaître les visions du *Frente de mujeres*, particulièrement en ce qui a trait à l'industrie minière, objet central des luttes que nous menons depuis des années.

Lorsque nous allons à la radio ou convoquons une conférence de presse, les médias répondent généralement, mais pas toujours. Lorsque nous réalisons une conférence de presse, les journalistes vont souvent « rééditer » le matériel selon leur point de vue ou encore rapporter nos propos de manière erronée.

Nous en sommes donc venues à l'idée de créer une émission de radio où nous allions pouvoir dire les choses directement. Dans cette émission, nous donnions le point de vue de l'organisation sur des sujets d'actualité et sur la situation de l'industrie minière au niveau national et parfois même international. Nous l'avons intitulée *Warmi Voces y Acción* et avons comme objectif d'informer directement la population locale en disant les choses telles que nous voulions les dire. Ce n'était pas toujours facile, car le *Frente* est formé de femmes provenant des zones rurales et elles devaient se déplacer jusqu'à la ville de Cuenca, partant parfois de zones très éloignées.

Avec l'émission de radio, nous étions assurées de pouvoir diffuser sur les ondes et sur Internet tous les 15 jours, et ainsi informer autant nos membres que les citoyen.ne.s sur les activités que nous avons réalisées et celles que nous voulions entreprendre, en plus de donner notre opinion dans une chronique intitulée *La piedra en el zapato* (Le caillou dans le soulier). Cela permettait de faire connaître un peu plus les femmes qui constituent le *Frente*, les différentes camarades qui y participent, qui en sont membres, les fondatrices de l'organisation. Nous avons créé de brefs profils, en discutant avec elles de leur participation dans cette lutte de résistance contre l'industrie minière, par exemple. [...]

Nous diffusons les émissions sur les réseaux sociaux et les pages Internet que nous utilisons. Sur ces plateformes, les personnes pouvaient écouter et suivre l'émission, mais malheureusement nous n'avons pas pu y donner suite, faute de ressources.

Le FRENTE DE MUJERES DEFENSORAS DE LA PACHAMAMA est une organisation formée de femmes paysannes provenant de la région de Cuenca, dans la province de Azuay, au sud de la région andine de l'Équateur, affectées par les mégaprojets miniers. L'organisation, née en 2008, est issue des mobilisations menées par la *Coordinadora Nacional por la Defensa de la Vida y la Soberanía*. En ces occasions, les femmes se sont rencontrées et ont décidé de fonder une organisation qui leur permettrait d'unir leurs forces pour la défense de la Terre-Mère et de donner de la visibilité à leurs actions de résistance contre l'extraction minière.



Comment se déroulait le processus de production et quel y était le rôle des femmes?

Au début, lorsque nous étions sur le point de lancer l'émission, nous avons réalisé des ateliers de formation sur le journalisme communautaire, sur la manière de faire une émission de radio, sur la locution et tout ce qui est relié à la radio. C'est lors de ces ateliers qu'a été construite l'émission; la formule et la durée y ont été déterminées. Durant cette étape préparatoire, nous avons réalisé un sondage auprès des différentes communautés pour savoir ce qui intéressait les gens et leur convenait, sur le plan du contenu et des horaires, notamment. C'est avec cette information que nous avons créé la structure que nous avons toujours maintenue, mis à part quelques détails ajustés en cours de route. Avant chaque début de saison, nous planifions ce qui allait être présenté dans chaque section pour les trois émissions suivantes.

Un des segments d'émission qui était, selon moi, le plus participatif était celui intitulé « Traditions des grands-mères ». Dans cet espace, nous discutons surtout de traditions culinaires, par exemple de la préparation du *mote casado*, une soupe de fèves et de maïs. C'était un peu théâtral et toutes les camarades qui pouvaient y participer le faisaient. Nous nous organisons en fonction

Enregistrement de l'émission Warmi Voces y Acción, juillet 2015

*Photographie du Frente de mujeres defensoras
de la Pachamama*

de leur temps et nous faisons l'enregistrement. Parfois, nous improvisons ou nous montions une petite histoire avec les camarades et nous faisons l'enregistrement à ce moment. C'était une belle expérience.

Dans les autres segments, par exemple celui des entrevues, nous avons l'habitude qu'une camarade en interview une autre et qu'elles s'échangent ensuite les rôles. Nous faisons parfois aussi des entrevues à des camarades d'autres pays, que nous contactons à travers Internet. Nous diffusons les émissions de radio afin que les auditeurs et auditrices soient informé.e.s des problèmes et enjeux engendrés par l'industrie minière, de ses impacts dans les domaines économique, social, écologique et sur la santé, qui se produisent autant localement qu'à travers le continent. Nous voulions faire connaître ces réalités et susciter la mobilisation. Les entrevues avec des camarades provenant de différents pays ont ainsi été d'un grand apport.

**Enregistrement de l'émission Warmi
Voces y Acción, mars 2015**

*Photographie du Frente de mujeres defensoras
de la Pachamama*



Quels sont les défis, les obstacles ou les difficultés rencontrés dans le travail que vous faites en communication?

Par-dessus tout, le problème principal est le manque de ressources. Nous n'avons pu poursuivre la production de l'émission. Elle a été transmise un certain temps par une radio locale assez écoutée ici, dans la ville de Cuenca, mais le coût était trop élevé et nous ne pouvions continuer à le financer. Lors des dernières émissions, nous avons demandé un espace à la radio de l'Université de Cuenca, qu'on nous avait octroyé. Ces personnes nous aidaient également avec la réalisation de l'émission, mais nous avons tout de même besoin d'une personne responsable de la coordination. Malheureusement, à ce moment-là, nous n'avions pas cette personne et l'émission en est restée là, suspendue, et nous n'avons pas encore pu la relancer. Ce fut une très belle expérience. Éventuellement, il faudrait la reprendre, en comptant peut-être sur l'appui de l'Université de Cuenca, mais nous n'avons toujours personne pour assurer la coordination.

Au niveau national, quel rôle jouent les médias hégémoniques dans la problématique sur laquelle vous travaillez, concernant l'industrie minière ou le territoire?

Les médias représentent un pouvoir au sein de la société dans laquelle nous vivons. Ils sont logiquement liés aux grands intérêts des groupes qui ont le monopole de ce pays, ainsi qu'aux grandes corporations et aux pays qui nous dominent et qui veulent saccager nos ressources, particulièrement nos ressources minières. Ainsi, les médias « informent », uniquement sur ce qui les intéresse. Donc, si un groupe a une position qui ne devrait pas être diffusée, selon eux, ils la laissent de côté, et encore plus

s'il s'agit d'une organisation de base ou de femmes. Nous n'avons donc pas, ou pratiquement pas, de canaux de diffusion. Nous avons pu, à quelques occasions, faire des interventions, des entrevues ou autres dans des médias de communication nationale, mais ces espaces sont presque fermés pour une organisation comme la nôtre. Ce ne sont que les grandes organisations qui ont une présence nationale. Ce sont elles qui ont le plus d'influence sur ce que l'on considère comme l'opinion publique, car elles ont le rare privilège de faire entendre en ondes leur position sur ces questions politiques. Ce sont elles qui sont prises en compte par ces médias. C'est une situation que nous vivons toujours depuis dix ans, tant au niveau des médias nationaux que des grands médias avec ce gouvernement qui est toujours en place. Et évidemment, dans les médias de l'État, il nous est aussi impossible d'avoir une tribune. Les médias de l'État ne donneront jamais un espace pour parler contre le gouvernement.

Nous avons certes été invitées à la radio publique quelques fois, mais très peu. Les canaux de télévision privés au niveau national, quant à eux, sont pour ainsi dire inaccessibles. Dans le cas des médias locaux, il y a eu un peu plus d'ouverture. Nous y sommes allées et y avons participé. Ces médias de proximité sont en quelque sorte obligés par la loi de nous faire une place, quoiqu'elle demeure très petite et limitée. Par exemple, il y a des radios qui n'aiment pas écouter notre point de vue, donc lorsque nous leur demandons un espace, ils nous répondent qu'une seule personne peut y participer et qu'elle a seulement deux minutes.

Il y a donc un contrôle absolu des médias et très peu d'accès à ceux-ci. Nous avons réussi, à travers le *Frente de mujeres*, à ouvrir ces espaces qui étaient refusés

aux femmes des communautés. Ce sont seulement certains secteurs, certaines personnes, que l'on peut compter sur les doigts d'une main, qui peuvent parler. On ne considère que ceux et celles qui sont du monde académique, politique, ou des autorités, car on les perçoit comme les seuls détenteurs de connaissances. Les gens du peuple, logiquement, ne peuvent accéder qu'à certains espaces, comme celui de l'émission Microphone ouvert (*Microfono abierto*), où les gens peuvent appeler, opiner, se plaindre ou autre. Les médias nous ont invitées qu'à de très rares occasions et lorsque c'était le cas, nous avons participé et avons présenté nos positions. Il y a eu des situations où certaines personnes du gouvernement, par exemple, refusaient de participer à l'émission lorsqu'elles apprenaient qu'une personne du *Frente de mujeres* allait être présente. C'est une situation difficile, nous sommes une petite organisation et nous avons peu de ressources. Parfois, les camarades doivent se déplacer jusqu'à Cuenca où sont concentrés les médias de la région sud du pays, alors qu'elles vivent très loin.

Voilà donc les difficultés que nous avons rencontrées, principalement quant au contrôle des moyens de communication. Si l'on nous a permis de participer, dans une certaine mesure, dans les médias locaux, c'est parce que plusieurs radios qui sont liées à des groupes de pouvoir locaux sont contre le gouvernement. Comme ces radios sont opposées au gouvernement de Correa, elles sont intéressées à ce que des personnes qui parlent contre celui-ci participent. Elles savent très bien que c'est la position de notre organisation, que nous sommes là de façon permanente et que nous avons de l'information que d'autres n'ont pas, ni même les autorités. Malgré cela, elles ne prennent presque jamais la peine de nous appeler, de nous inviter en entrevue. Dans ce sens, ce sont des espaces extrêmement fermés. Nous avons invité ces médias à certaines occasions

à des conférences de presse, mais ils éditent ensuite le matériel, comme je le disais précédemment. C'est pourquoi nous n'aimons pas beaucoup les conférences de presse, nous préférons participer aux émissions de radios et surtout celles transmises en direct, parce qu'ainsi on ne peut pas nous couper, changer nos propos ou le sens de notre message.

Comment envisagez-vous le rôle de la communication au sein des luttes des mouvements et des organisations de base à travers le continent ?

Pour nous, la communication est un sujet fondamental, et ce, pour plusieurs raisons. Il faut pouvoir dire que nous sommes là, que nous existons. En fait, si ce n'était des moyens de communication que nous avons aujourd'hui – c'est-à-dire des réseaux sociaux, d'Internet, des blogues, des pages Web –, ce serait très difficile. Ces luttes n'étaient pas toujours connues auparavant, elles ne restaient qu'à un niveau local. Il y avait des expériences et des mouvements importants qui ne se connaissaient pas et qui ne se seraient peut-être jamais connus, car il n'y avait pas ces moyens de communication. En ce sens, la question de la communication permet d'annoncer que nous sommes là, que nous existons.

Le problème principal dans le monde des médias, c'est qu'on y rend visibles ou non les dossiers, les personnes, les mouvements, etc. selon les intérêts du pouvoir. Et si tu n'es pas présent dans les grands médias, tu n'existes pratiquement pas pour la grande majorité de la société qui prend en compte seulement ce qui est transmis dans les médias de masse. Maintenant que nous avons un peu plus accès aux nouvelles technologies, nous avons pu ouvrir d'autres canaux qui nous permettent de montrer notre existence. On nous demande souvent qui nous sommes, alors nous pouvons maintenant les référer à notre blogue, notre page Facebook, nos

réseaux, etc. Ces plateformes permettent de démontrer que nous ne sommes pas nées hier, que nous avons une histoire qui existe depuis plusieurs années.

En même temps, cela permet de connaître les processus en cours et de garder trace des expériences dans le temps. Par exemple, à travers nos réseaux Internet, nous sommes maintenant informé.e.s au quotidien de tant de choses qui ont lieu dans différents pays du monde et de l'Amérique latine, en ce qui a trait à l'industrie minière, par exemple. Nous recevons de l'information importante de première main, parfois directement de camarades, d'organisations qui se trouvent dans les communautés affectées par les entreprises minières. Ce n'est plus de l'information biaisée qui provient des médias, mais plutôt de l'information réelle, directe, qui renforce la lutte et le discours.

Nous sommes souvent en contact avec des camarades d'autres pays qui vivent directement les problèmes, tout comme nous. Leurs propos, tout comme les nôtres, sont une information qui n'est que rarement diffusée par les médias. C'est donc très important pour ce qui est de consolider notre base. Certains tentent de défendre l'industrie minière et nous leur répondons que nous savons ce qu'est l'industrie minière, pas seulement de façon théorique, mais également à travers les femmes qui en sont affectées dans différents pays, en Amérique centrale et au Pérou. Ces cas que nous connaissons sont une information que les médias n'ont pas, c'est donc très important pour notre lutte.

Pour conclure, quel est le rôle des femmes en ce qui a trait aux initiatives de communication, comme celles de Warmi Voces y Acción ou tout autre projet de communication?

Je crois que tout ce qui peut se faire à travers la communication est important. En ce sens, nos organisations, tant le *Frente de mujeres defensoras de la Pachamama* que l'*Union latinoamericana de mujeres*

(ULAM), tentons de toujours prioriser la participation des femmes. Nous leur offrons également des formations et des espaces à travers lesquels elles peuvent faire entendre leurs voix directement, ce qui est rarement accessible aux femmes des zones rurales, aux femmes paysannes et autochtones. C'est donc extrêmement important, car elles sentent qu'à travers la radio, leur voix peut se rendre à d'autres personnes, d'autres femmes, et le fait de pouvoir dénoncer, informer, éduquer à partir de leurs expériences, fait partie de leur lutte. Cela fait partie des processus d'autonomisation des femmes, car elles se renforcent à travers l'organisation et toutes ces expériences qui se vivent en groupe et non pas individuellement.

[Les femmes] sentent qu'à travers la radio, leur voix peut se rendre à d'autres personnes, d'autres femmes, et le fait de pouvoir dénoncer, informer, éduquer à partir de leurs expériences, fait partie de leur lutte.

Dans notre cas, nous pensons toutes que c'est vraiment dommage de ne pas pouvoir continuer avec ce projet de radio, mais il faut parfois établir les priorités au sein d'une organisation. En Équateur, nous faisons actuellement face à une tentative de faire passer certains projets miniers à une phase d'exploitation et cela nous demande de prendre des mesures. Il faut mettre en place des activités qui nous prennent beaucoup de temps et qui, dans ce contexte, sont prioritaires. Je pense donc que toutes ces

expériences de communication vécues nous aident à nous renforcer au niveau personnel et organisationnel, en tant que défenseuses des droits. Elles nous aident également à atteindre une reconnaissance sociale, un autre aspect important de la communication.

La société, ou plutôt certains secteurs, reconnaissent ainsi le travail que les femmes réalisent, et cela est encore plus significatif lorsqu'on parle de femmes paysannes dont les vies ont toujours été de travailler et de faire l'éducation à la maison, et qui, soudainement, se sont transformées en activistes défendant la Terre-Mère. Ainsi, la communication peut influencer, sensibiliser et même éduquer d'autres personnes qui se trouvent, par exemple, en ville, dans le milieu académique, dans des postes importants. Ces femmes qui mènent des processus de résistance peuvent servir d'exemple.

La communication populaire pour la libération

Par William Wagner Salazar Aguirre

Traduction par Amelia Orellana

« **La justice sociale s'atteindra de façon inévitable...** »

– **Éva Perón**

Comme dans un songe rêvé par des rêveurs compulsifs, le Bajo Flores, nom non officiel d'un quartier qui n'existe pas dans les cartes, est né avec le poids de la dure réalité socioéconomique de la moitié du XX^e siècle, dans une République argentine menée par les familles les plus aisées, son oligarchie, après une longue période de justice sociale sous un gouvernement de travailleurs et de travailleuses, sous la présidence de Juan Domingo Perón. Des hommes et des femmes de partout au pays, déplacé.e.s par cette réalité de misère qui s'imposait, sont arrivé.e.s dans ce lieu qui, avant d'être connu comme Bajo Flores, était composé de terrains inhabités, au sud de la ville géante de Buenos Aires. Peu après leur arrivée, ce groupe d'hommes et de femmes a construit des maisons et ont fait grandir leurs familles dans une zone de ruisseaux, affrontant les marécages. Ils ont rempli les lagunes et ont transformé l'inhabitable en habitations précaires de tôles et de carton, s'organisant ensuite en pâtés de maisons, créant leurs propres rues et ruelles. Ils se sont battus contre l'État pour obtenir des égouts, de l'eau potable, de l'électricité et ont construit leurs propres centres de santé et leurs écoles. Dans cette lutte pour la dignité, conscient.e.s de leur propre histoire et du destin de leur peuple, ils ont également mis au monde une radio communautaire.

« FM Bajo Flores, une passion incontrôlée » peut-on lire sur les murs de ciment gris de l'intérieur de la radio. Ces paroles écrites au marqueur permanent survivent aux

années qui passent et se répètent sur les murs, comme un tatouage sur la peau. Dans cette danse de câbles et de microphones illuminés par une lumière chaleureuse, entre une image d'Eva Perón et de la Vierge de Lujan, on peut observer le même mysticisme entre la construction collective d'un quartier entier et la création d'une radio communautaire. Elle s'est développée en 1996. Les jours de dictature militaire, d'enlèvements et de disparitions faisaient partie du passé, mais ce monstre était toujours présent. Il respirait dans l'ombre. Le plan économique de libre-échange qui régnait avait laissé quelques personnes avec des comptes bancaires bien remplis, et beaucoup d'autres sans argent pour le repas quotidien, sans la dignité du travail. Ainsi, dans un état presque terminal, le Bajo Flores a décidé de continuer de brandir son drapeau de justice, d'indépendance et de liberté, et d'amplifier sa voix en ouvrant les portes d'une radio qui, depuis ses débuts, avait une idée très définie : les microphones seraient par le peuple et pour le peuple.

Filles et garçons, adolescent.e.s et jeunes, adultes et grands-parents; les organisations du quartier et tous ceux et celles qui participaient à la vie quotidienne dans son ensemble ont commencé à s'approprier la parole populaire en mouvement que représente une radio communautaire comme celle de FM Bajo Flores. Le secret est dévoilé. Dans la pratique, on a compris qu'une radio communautaire perdrait la valeur de son nom si ce n'était qu'un espace ouvert où n'importe qui pouvait dire ce qu'il désire. De façon aléatoire, en ondes, sans objectif. Ce qui devrait être le point fort d'un média communautaire serait la militance combinée à une identité populaire définie afin d'obtenir

Producteur et créateur de radio, WILLIAM WAGNER SALAZAR AGUIRRE possède six ans de formation et de travail en communication communautaire. Wagner est professeur d'école secondaire en éducation technologique et production de langage. Il est écrivain et a une formation en écriture journalistique, en production journalistique pour la télévision et en nouvelles technologies de la radio. Il est également correspondant de l'*Agencia de Noticias del Foro Argentino de Radios Comunitarias* (Agence de nouvelles du Forum argentin de radio communautaires – FARCo) et de l'*Asociación Latinoamericana de Educación y Comunicación Popular* (Association latino-américaine d'éducation et de communication populaire – ALER)



Enregistrement de l'émission *Enredos en Salud* dans les studios de FM Bajo Flores

Photographie de William Salazar

des droits principalement en ce qui a trait au logement, à la santé, à l'éducation et au travail. Les centres de santé, les cantines communautaires, les collectifs de voisins de pays proches avec leur culture, leur danse, leur nourriture, la paroisse Madre del Pueblo avec l'école primaire et secondaire et le club athlétique Madre del Pueblo sont quelques-uns des acteurs sociaux qui, dans le passé et le présent, font partie de la vie de la radio. Ce quartier qui, par ses couleurs, ses arômes et sa musique des voisins et voisines arrivés de pays limitrophes comme le Pérou, la Bolivie et le Paraguay, s'est également vu octroyer le nom de « petite Amérique latine » dans l'inconscient collectif.

« **Je suis à l'endroit, c'est toi qui es à l'envers ...** »

– L'aveugle volant – Sumo

La communication, entendue comme un processus d'aller-retour entre au minimum deux personnes, avec un message codifié envoyé par un canal dans un contexte déterminé, possède dans son essence un aspect qui n'est ni technique ni académique. À travers elle, nous racontons notre réalité, nous transmettons des idées, nous nous faisons des amis ou des ennemis, des familles, des empires, nous détruisons des nations; nous transformons le géant en petit et le petit en géant avec deux ou trois mots. Nous convainquons, nous mentons,

nous persuadons. Nous donnons forme à notre univers, nous lui donnons un sens. Même Dieu, selon ce que raconte la Bible, l'a utilisée en sa faveur. En regardant du ciel les êtres humains qui, menés par Nemrod, étaient en train de construire une tour pour arriver aux nuages et tenter de lui conquérir le pouvoir (la Tour de Babel), il les divisa, donnant à chacun une langue différente, ainsi, ils ne pouvaient plus se comprendre. Les humains arrêterent de travailler ensemble et se dispersèrent sur la surface de la Terre. Ainsi, comme Dieu dans les livres sacrés, nous avons également compris à un certain moment de notre création que la communication devient un puissant outil pour canaliser à travers elle la vie et son développement, la survie de notre espèce et la transformation de notre entourage selon notre folie individuelle et collective. « C'est pour cela, la radio », dirait les voisins de Bajo Flores : pour raconter leur vérité, qui dans un espace communautaire, est la vérité du peuple.

Tout être humain qui est face à un microphone de radio pour la première fois sent dans ce moment sacré de fines gouttes de sueur sur le front et la gorge sèche, l'esprit vide. Des années d'étude en langue castillane, française ou tout autre, disparaissent comme par magie. Les premiers conseils sont : s'asseoir en se tenant droit, ne pas parler pour soi-même, maintenir une distance prudente du microphone. Et pour couronner le tout, certains présentateurs radio enseignent que la pire chose qui peut arriver en ondes est de rester silencieux, sans rien dire. Cela représente trop de pression dans le « COMMENT » dire, pour ensuite se rendre compte que la préoccupation est aussi dans le « QUOI » dire. En affrontant le monde depuis un endroit plus petit, quel sera notre message?

« **La communication aux mains du peuple, c'est la libération...** »

– Consigne de la radio FM Bajo Flores

« Ainsi a été vécu le tremblement de terre au Mexique par les gens célèbres », titrait une chaîne de télévision d'une grande compagnie privée de multimédia qui présentait

la nouvelle de la tragédie de septembre passé. Celle-ci a laissé des centaines de morts et de blessés dans ce pays, sans compter les innombrables dommages économiques et sociaux. Pendant que les images vues du ciel montraient les ravages, les pleurs et les morts; dans le studio, les journalistes objectifs débattaient de l'ampleur de la souffrance émotionnelle ressentie par une étoile de la télésérie de la soirée, par exemple. Ou alors, ils parlaient de l'acteur le plus couteux de la télévision, fils d'un de ses producteurs, tous les deux en vacances en terres mexicaines. Dans le monde « réel », hors des studios dispendieux de la télévision, loin des exclusifs microphones de radio de certaines des stations de radio-émission commerciales, la majorité de la population se bute à ces visions entrecoupées pendant qu'elle boit son café dans un commerce, pendant qu'elle met de l'ordre dans son bureau avant de finir sa journée de travail ou fait du ménage dans la maison avant que les enfants arrivent de l'école. Dans le jeu établi par les médias privés, les offres de grilles de canaux télévisés ou de radios ne sont que des vitrines, où un individu ou une communauté ne peuvent qu'acheter. On nous appelle les consommateurs.trices.

Dans nos sociétés actuelles, l'identité d'une nation, ses problèmes, ses inquiétudes et le débat d'idées (qui n'est pas l'exclusivité de quelques lettrés avec des titres universitaires) finissent par disparaître derrière ces vitrines ou « horaires », au rythme imposé par le filtre subjectif des propriétaires invisibles du média. En même temps, ceux-ci sont filtrés par d'autres intérêts plus élevés et plus invisibles pour une personne ordinaire. Ainsi, la pensée populaire termine mutilée et, à plusieurs reprises, a recours aux murs des rues pour chanter sa vérité la nuit, avec de la peinture. Dans ce minime geste de dispute, nous retrouvons le courage d'un acte de liberté, comme l'a bien décrit l'écrivain et journaliste argentin Rodolfo Walsh. Dans ce geste et dans tant d'autres, comme celui de la radio des syndicats miniers de Bolivie qui furent l'avant-garde en communication populaire et communautaire, alors qu'ils affrontaient des dictatures sanglantes. On peut aussi mentionner l'école rurale ou urbaine qui choisit de créer une revue ou un journal pour

que les enfants dessinent leurs histoires avec leurs mots, ou la communauté immigrante qui, hors de son pays, amène sa culture d'origine aux oreilles de leurs frères et sœurs dans une chaîne de télévision communautaire. On peut parler aussi de la coopérative qui produit des livres et qui permet à d'autres de laisser leurs luttes gravées dans l'histoire, des organisations sociales qui luttent pour la justice sociale et utilisent de nouveaux outils comme les technologies de l'information et de la communication afin de mener à bien leurs activités et créer de l'inclusion.

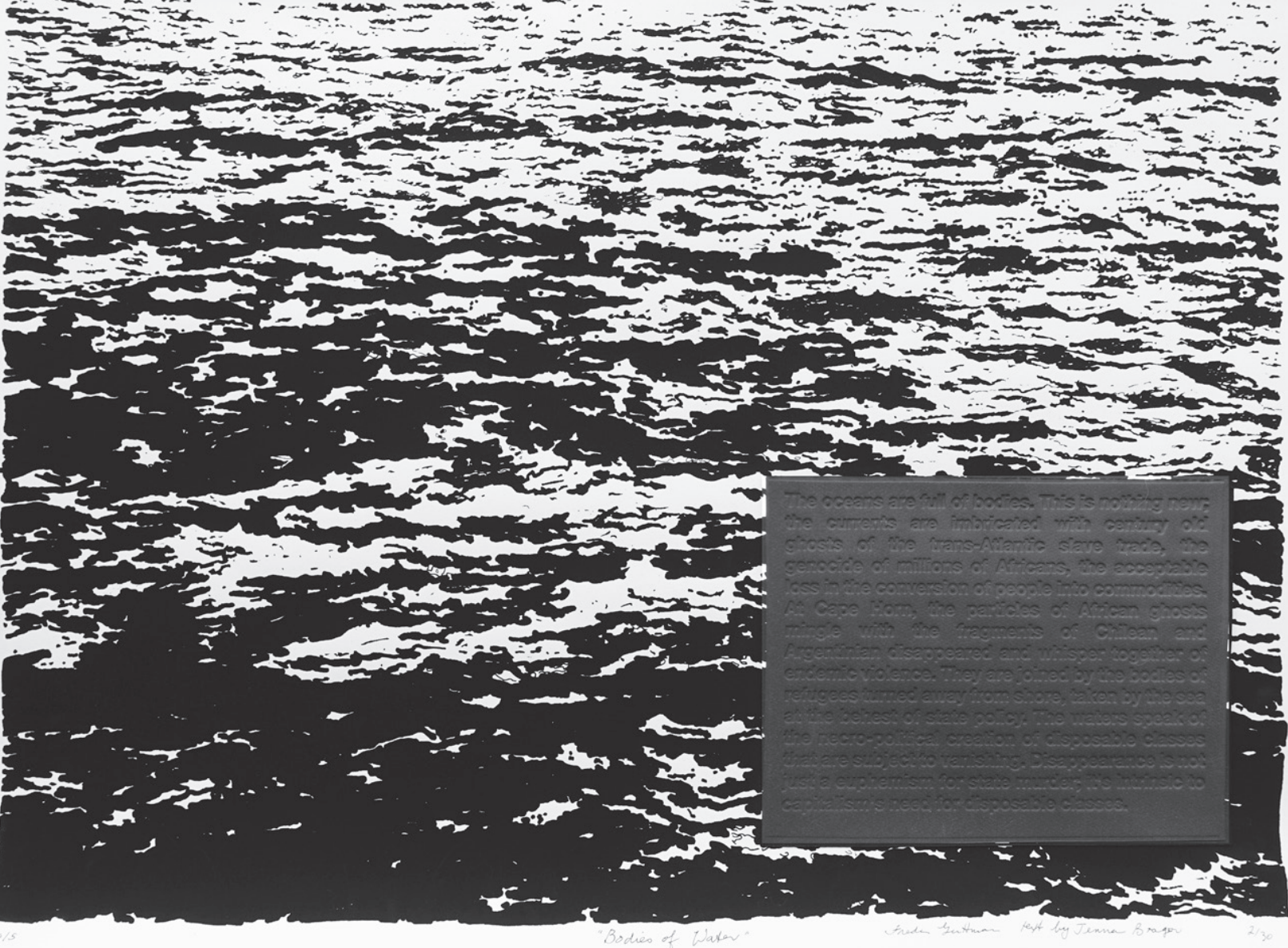
L'histoire nous a démontré que la lutte que nous, les peuples américains, menons toujours, est celle pour la libération. Sur ce chemin, nous rencontrons des exemples de médias communautaires qui voient la communication comme un droit humain et un outil pour la révolution; qui proposent une communication à identité populaire, véritablement démocratique et avec des idées d'unité, de justice sociale, d'indépendance économique et de souveraineté politique. Ce sont des outils comme la radio FM Bajo Flores, qui est née d'un quartier qui s'est créé lui-même, comme des centaines d'autres médias et espaces communautaires menés par des hommes et des femmes qui décident de laisser la passivité imposée sous les titres de « consommateurs » ou « opinion publique ». Ce sont des médias et espaces qui passent à l'action pour prendre la parole et raconter leur réalité, se transformant en artifices du destin de leur propre destin et en exemple pour ceux et celles qui viendront. Comme l'a déjà écrit Eduardo Galeano : les hommes et les femmes sont de petits feux pour tout illuminer.

« Il n'y a pas deux flammes identiques. Il y a de grandes flammes et de toutes petites flammes, et des flammes de toutes les couleurs. Il y a des gens à la flamme sereine qui ne se préoccupe pas du vent, et des gens à la flamme folle qui emplissent l'air d'étincelles. Quelques flammes, balourdes, n'éclairent ni ne brûlent; mais d'autres embrasent la vie d'un désir si intense qu'on ne peut les regarder sans cligner des yeux, et, si l'on s'en approche, on s'enflamme ».

RÉFÉRENCES

FM Bajo Flores (1998). *Micrófonos Para el Pueblo* (o como un barrio parió un radio comunitaria), Buenos Aires, Argentina.

Galeano, Eduardo (2012). *Le livre des étreintes*. Traduit de l'espagnol (Uruguay) par Pierre Guillaumin, Montréal, Canada : Lux Éditeur, p. 13



"Bodies of Water"

Freda Guttman Art by Jenna Brager

2/20

Bodies of Water

The oceans are full of bodies. This is nothing new; the currents are imbricated with centuries-old ghosts of the trans-Atlantic slave trade, the genocide of millions of Africans, the acceptable loss in the conversion of people into commodities. At Cape Horn, the particles of African ghosts mingle with the fragments of Chilean and Argentinean disappeared and whisper together of endemic violence. They are joined by the bodies of refugees turned away from shore, taken by the sea at the behest of state policy. The waters speak of the necro-political creation of disposable classes that are subject to vanishing. Disappearance is not just a euphemism for state murder; it's intrinsic to capitalism's need for disposable classes.

Oeuvre de Freda Guttman

Texte de Jenna Brager

Cadavres de l'océan

Les océans sont remplis de cadavres. Ce n'est rien de nouveau; les courants sont imbriqués des fantômes vieux de plusieurs siècles de millions d'Africains, la perte acceptée durant la conversion des personnes en marchandises. À Cape Horn, les particules de fantômes Africains croisent les fragments des disparus chiliens et argentins, et ils murmurent ensemble les violences endémiques. Ils sont joints par les corps des réfugiés qu'on refuse sur les rives, emportés par l'océan à la demande des politiques d'État. Les eaux parlent de la création nécro-politique des classes disponibles sujettes à disparaître. La disparition n'est pas seulement un euphémisme pour l'assassinat d'État; c'est intrinsèque au besoin du capitalisme d'avoir des classes disponibles.

ROMPRE LE SILENCE

Déclaration du réseau de Periodistas de a Pie suite à l'assassinat de Javier Valdez¹

Par Ernesto Aroche Aguilar

Traduction par Alexandra Ferland

Un assassinat ébranle le collectif. Un de plus qui s'ajoute à une quantité macabre – car impuni – et douloureuse.

Un assassinat de plus s'ajoute à une somme monstrueuse de cas douloureux non résolus, cinq depuis le début de l'année : Cecilio Pineda, Ricardo Monlui, Miroslava Breach, Maximino Rodríguez et aujourd'hui, Javier Valdez. Oui, Javier Valdez, l'auteur courageux de *Los Morros de Narco*, *Miss Narco*, *Con una granada en la boca*, *Mala Yerba*, entre autres, et fondateur du média électronique, *Rio Doce*.

Cette année, la statistique se maintient : chaque 22 heures en moyenne, un.e journaliste est agressé.e dans l'exercice de ses fonctions d'interroger, d'enquêter et d'informer. De plus, chaque 22 jours, un.e journaliste est assassiné.e. À ce chiffre, s'ajoute 32 cas si l'on considère les six années de présidence du priista, Enrique Peña Nieto : Gregorio Jiménez, Moisés Sánchez et Ruben Espinosa sont trois exemples significatifs, non seulement parce qu'ils étaient journalistes originaires de Veracruz, la région comptant le plus d'attaques à sa liberté d'expression dans les dernières années sous le mandat de l'ancien gouverneur Javier Duarte, mais également parce que dans les deux premiers cas, il s'agissait de journalistes de plus petits médias. Ils devaient donc combiner leurs activités de journalisme à d'autres formes de rémunération pour subvenir à leurs besoins : Goyo étant photographe pour des mariages, Moisés conduisant un taxi.

Et le troisième, Rubén, que les assassins ont suivi de Xalapa, Veracruz jusqu'à un appartement du quartier Narvarte, au cœur de la ville de Mexico, et l'ont couvert de balles. À lui s'ajoutent quatre femmes : Nadia, Yesenia, Alejandra et Mile.

Si nous étendons le compte à partir de l'année 2000, les statistiques prudentes nous indiquent 105 cas. Il n'y a pas assez d'espace dans ce texte pour nommer autant de morts, chacun.e d'eux et d'elles ayant un impact, un coup de couteau contre une démocratie fragile qui cherche laborieusement une bouffée d'oxygène et qui ne rencontre que du plomb.

En 2011, lorsque Javier Valdez Cardenas a reçu le Prix mondial de la liberté de la presse du Comité pour la protection des journalistes (CPJ), je disais : « À Culiacán, Sinaloa, il est dangereux d'être vivant et de faire du journalisme. C'est marcher sur une ligne invisible marquée par ces mauvaises personnes du narcotrafic et du gouvernement, un plancher au rebord tranchant et couvert d'explosifs. Cette situation se vit dans presque tout le pays, on doit se méfier de tout ».

Je disais aussi que « ceci est une guerre, certes, mais pour le contrôle du trafic de la drogue, et c'est nous, les citoyen.ne.s, qui en sommes les victimes. Les gouvernements du Mexique et des États-Unis fournissent les armes, et ceux qui sont cachés et invisibles à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement s'en approprient les gains.

Fondée en 2007, PERIODISTAS DE A PIE est une organisation de journalistes qui cherche à améliorer la qualité du journalisme au Mexique à travers la formation et l'échange de techniques d'enquête, d'expérience, de stratégies journalistiques, de styles narratifs, et de formes d'approches. Ce réseau est un rêve collectif auquel toutes et tous les journalistes sont invité.e.s à faire partie; c'est un espace commun que nous construisons chaque jour, avec la conviction que la réalité peut être différente et que nous pouvons contribuer à la changer au travers le journalisme.

Au Mexique, il y a 98 % de chance qu'un crime soit impuni, mais dans le cas des journalistes, ce chiffre s'élève à 99,7 %. C'est une des principales raisons pour laquelle la violence contre les journalistes ne cesse : parce que les agresseurs savent qu'ils ne seront pas punis.

Aucune réponse de l'État n'a fonctionné. À la fin des six années de présidence de Felipe Calderón, la création du Mécanisme de protection pour les personnes défenseuses des droits humains et les journalistes a été annoncée. Un éléphant blanc qui a peu ou pas servi la cause pour laquelle il a été créé. Il y a quelques jours Peña Nieto a promis de remplacer le Procureur spécial pour la surveillance des crimes contre la liberté d'expression (*Fiscalía Especial para la Atención de los Delitos contra la Libertad de Expresión*), un organisme qui, en six ans, a ouvert 800 enquêtes d'agressions contre des journalistes, mais n'en a résolu que trois. Selon une analyse réalisée par l'organisation Article 19 (*Artículo 19*), ceci équivaut à seulement 0,3 % de crimes résolus.

Au Mexique, il y a 98 % de chance qu'un crime soit impuni, mais dans le cas des journalistes, ce chiffre s'élève à 99,7 %. C'est une des principales raisons pour laquelle la violence contre les journalistes ne cesse : parce que les agresseurs savent qu'ils ne seront pas punis.

Dans chacun des 105 homicides, des 50 disparitions et des dizaines d'attaques contre des journalistes, il y a eu des condamnations par les autorités, incluant le président Enrique Peña Nieto, mais elles ne restent que des paroles.

Les institutions gouvernementales visant à protéger les journalistes ne fonctionnent pas. Par exemple, le budget fiscal de 2017 n'a accordé aucun sou au Mécanisme de protection pour les personnes défenseuses des droits humains et des journalistes, et le budget de fonctionnement, qui provient d'une fiducie, s'épuisera en septembre.

Rien dans le scénario à venir n'indique un véritable changement, malgré le changement de fonctionnaires, comme le Bureau du procureur qui a maintenant un

nouveau responsable, Ricardo Sanchez Perez del Pozo. Les dossiers continuent de s'accumuler. Le plus récent porte le nom de famille Valdez, le Virgile dans la descente aux enfers du narcotrafic.

Pendant la cérémonie de réception du prix de 2011, Javier disait : « À Río Doce, nous avons expérimenté une solitude macabre, puisque rien de ce que nous publions ne trouve écho et suivi, et cette désolation nous rend encore plus vulnérables ».

Aujourd'hui, je veux croire que nous ne sommes pas seuls, nous, les journalistes. Par contre, dans un acte de transparence, il est certain que le 15 mai 2017 à la mi-journée, alors qu'on allait recueillir des informations sur son assassinat dans une rue de Culiacán, plusieurs d'entre nous se sont senti.e.s abandonné.e.s par la société. Nous sentions qu'elle nous avait laissés à nous-mêmes. Les douze coups dans un supposé vol de voiture résonnent dans nos têtes : non, Javier a été assassiné par des personnes visées par son journalisme sur le narco et l'abus de pouvoir. Ne l'oublions pas.

Nous sommes sortis marcher, nous nous sommes arrêtés un instant pour pleurer, et d'une certaine manière, nous avons demandé à ce que la voix de Javier Valdez Cardenas ne s'éteigne pas. Son travail de faire la lumière sur le crime organisé doit se poursuivre, même s'il est certain que si les réseaux de corruption entre le gouvernement et le crime organisé ont tué Miroslava Breach et Javier Valdez, alors aucun journaliste au Mexique s'engageant de manière éthique au service du journalisme n'est en sécurité.

16 mai 2017

1 Cet article a initialement été publié sur le site Internet de Periodistas de a Pie : <http://periodistasdeapie.org.mx/editorial-23.php>.

Le modèle d'intervention du Wapikoni

LA CRÉATION CINÉMATOGRAPHIQUE ET MUSICALE COMME OUTILS DU VIVRE ENSEMBLE

Par Manon Barbeau

Le Vidéo Paradiso et le Wapikoni mobile sont des studios ambulants d'intervention, de formation et de création audiovisuelle, le premier destiné aux jeunes de la rue, le second aux jeunes autochtones des communautés éloignées. Le Vidéo Paradiso a sillonné durant trois ans les quartiers chauds de Montréal et de Québec donnant la parole aux jeunes de la rue. Le Wapikoni mobile, quant à lui, en est à sa treizième année d'existence, a roulé vers 58 communautés éloignées au Canada et en Amérique du Sud et a impliqué des milliers de jeunes autochtones. Nous nous attarderons ici à ce dernier projet qui a généré à ce jour plus de 920 films, comme autant de ponts vers l'autre, vers cette solidarité dont nous rêvons tous et toutes.

Tout commença en 1999 à Listuguj, communauté micmaque de la Gaspésie. C'était le pow-wow annuel et j'y venais dans le cadre d'une recherche cinématographique sur les rituels de passage célébrant la puberté des jeunes filles : L'or rouge.

Cette recherche m'avait d'abord menée en Arizona, au cœur des montagnes, où je fus accueillie par une famille apache. En robe de buffle blanche et recouverte de pollen doré, mise à l'épreuve par les Crown Dancers, esprits descendus des montagnes, Joycinda, 14 ans depuis peu, participait à la cérémonie « Changing Woman ». Elle dansa trois jours et trois nuits avant de retrouver son jean, son T-shirt et son coca-cola, désormais femme.

En septembre 2000, je me retrouvai au pow-wow de Wemotaci, petit village atikamekw à 115 kilomètres au nord de La Tuque, à l'invitation du chef de bande Marcel

Boivin, rencontré à Listuguj. La longue route de terre qui mène à Wemotaci traverse une forêt sauvage, dense, parsemée de grands lacs. Cette route est dangereuse. Plusieurs y ont trouvé la mort. Je l'ai souvent utilisée. Chaque fois, elle m'a semblé interminable. Après le pont traversant le Saint-Maurice, qui était autrefois la seule voie d'accès au village, la petite communauté apparaît, longeant la rivière, son cimetière à sa gauche. Premier rendez-vous dans la maison de Marcel Boivin et de son inspirante épouse Mary Coon, que j'allais vite considérer comme une amie. J'expose mon projet de film. Mary ouvre la porte arrière de la maison et appelle quelqu'un. Une jeune femme entre : Wapikoni Awashish. Je ne me doute pas de l'importance que cette jeune femme de 19 ans, dont le prénom signifie petite fleur, prendra dans ma vie et dans celle des jeunes des Premières Nations du Québec.

Pendant deux ans, je prends le train depuis Montréal jusqu'à Sanmaur, la petite gare à la limite de la communauté. Chaque fois, quelqu'un m'attend dans son pick-up pour me conduire dans la communauté. Chaque fois, on me trouve un lit et un local où travailler en groupe et écrire ensemble. Comme le scénario sur les rituels de passage est reporté aux calendes grecques, on travaille plutôt à l'écriture d'un scénario de fiction. Une histoire prend forme avec trame dramatique et dialogues imaginés par ce groupe assidu et collaboratif. « La fin du mépris », c'est le titre du scénario qui témoigne de leurs préoccupations. La première version est présentée et acceptée par la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) en 2002. Plusieurs des scénaristes y jouent un rôle.

Depuis plus de trente ans, MANON BARBEAU œuvre comme scénariste et réalisatrice. Elle a cofondé le Wapikoni mobile, studio ambulant de créations vidéo et musicales destiné aux jeunes des Premières Nations en collaboration avec le Conseil de la nation Atikamekw et le Conseil des Jeunes des Premières Nations. En 2014, Manon Barbeau fonde le RICAA, premier Réseau International de Création Audiovisuel Autochtone. Puis en 2017, elle initie un projet pancanadien : « Le Wapikoni : la Réconciliation par les arts médiatiques ».

Mais le destin en décide autrement. Le 30 mai de cette même année, alors qu'elle se rend à un bingo, la voiture dans laquelle se trouve Wapikoni heurte un camion forestier. David, membre du groupe et futur chef, me téléphone pour m'annoncer son décès. J'ai l'impression de recevoir moi-même le billot qui l'a percutée en plein cœur. Douze ans plus tard, le chagrin m'habite encore. J'aimais comme ma propre enfant cette jeune fille lumineuse et douce. Elle m'avait aidée à m'intégrer dans la communauté, fait découvrir tout un pan d'un univers difficile. Wapikoni avait perdu à l'adolescence sa mère, décédée d'une overdose. Je ne sais plus trop qui de nous deux était l'aînée et qui était l'enfant. C'était tantôt l'une, tantôt l'autre. Oui, la rencontre de Wapikoni a été l'une des rencontres exceptionnelles qui marquent une vie.

Après le rituel funéraire traditionnel célébré en cachette dans la cour de Mary Coon, il a été impossible de poursuivre l'écriture du scénario. Mais cette communauté, je l'avais apprivoisée et je l'aimais. J'y comptais des amis chers. J'avais pu constater la détresse des jeunes, être témoin du nombre élevé de suicides et des hélicoptères qui vrombissaient ponctuellement dans l'air pour venir urgemment en aide à quelque désespéré, voire du téléphone cellulaire qu'Alexandra avait toujours en main au cas où un appel au secours lui parviendrait. Je ne pouvais partir comme ça.

Déjà, pour Montréal et pour Québec, j'avais eu l'idée du Vidéo Paradiso, qui poursuivait le travail amorcé auprès des jeunes de la rue à la suite de « L'armée de l'ombre ». Ce long-métrage réalisé en 1999 leur donnait la parole. Le Vidéo Paradiso, premier studio mobile de création vidéo et musicale, continuera de le faire.

Ce studio ambulant met à la disposition des jeunes le matériel technologique nécessaire pour leur permettre de réaliser des films sur des sujets qui leur tiennent à cœur, d'enregistrer leur musique, de prendre la parole, de la faire entendre, de devenir visibles. Et de contrer ainsi le goût de mourir : que la mort ne soit plus une solution de rechange au mal-être, mais que la création, le plaisir et la valorisation qui en découlent le soient.

Ainsi naît le Wapikoni mobile, baptisé en l'honneur de cette chère Wapikoni. L'Office national du film (ONF), avec André Picard à la direction du programme français, décide de m'épauler.

Je réalise une vidéo pour présenter le projet au Conseil de la Nation atikamekw (CNA). Puis, Clément St-Cyr, alors administrateur du CNA, nous accompagne, Liliane Tremblay et moi, à Wendake dans le but de rencontrer Ghislain Picard, chef de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, et Claude Picard, son attaché politique. J'obtiens aussi leur l'appui. Le Wapikoni mobile est cofondé officiellement le 16 juillet 2003 par le Conseil de la Nation atikamekw et le Conseil des jeunes des Premières Nations, alors représenté par Maxime Vollant.

Guy Gendron, qui avait contribué à la mise sur pied du studio de l'Institut national de l'image et du son (INIS), met la main à la pâte. On trouve une vieille caravane qui avait usé sa carcasse sur les routes de Floride. Débarrassée du lit, la chambre devient une salle de montage, la douche un mini studio de son, le salon et la cuisine un lieu de rencontres, d'échanges, de formation. Et commence ainsi la grande aventure!

En 2004, les ateliers dans les communautés sont au nombre de cinq : trois communautés atikamekw (Wemotaci, Manawan Opitciwan) et deux communautés anichinabées (Pikogan et, jumelées, Lac-Simon/Kitcisakik). Les formateurs – Rachelle Alouki-Labbé, Eza Paventi, Patrick Pellegrino, Mathieu Arsenault, Alexandre Lachance – sont alors de véritables pionniers.

Chacun des ateliers dure quinze jours, ce qui se révèle rapidement beaucoup trop court. Les équipes s'épuisent. La caravane, mal adaptée au climat, reste emprisonnée dans la neige de Wemotaci jusqu'au printemps suivant.

Les ateliers suivants durent donc un mois, plus une semaine de recrutement. Un intervenant jeunesse s'ajoute à l'équipe de deux formateurs. Nous fonctionnons depuis le début avec un coordonnateur autochtone originaire de la communauté visitée.

Le Wapikoni a maintenant responsabilité humaine. De jeunes participant.e.s cheminent vers un mieux-être et une confiance accrue en eux-mêmes et en la vie. Je suis personnellement témoin de moments à la fois bouleversants et lumineux. Je crois déjà à la création comme outil de résilience, et durant toutes ces années, j'en ai plusieurs fois la preuve sous les yeux. Dans les moments difficiles, c'est ce qui nous permet de poursuivre et de survivre aux crises, petites ou grandes.



L'une d'entre elles, « La crise », aurait pu signifier la fin du Wapikoni. En 2011, Service Canada, partenaire principal, se retire brutalement du financement du projet. La moitié de notre budget disparaît d'un coup. C'est finalement le soutien de la population, des Autochtones en particulier, qui permet au Wapikoni de survivre. Des pétitions sont signées, des lettres écrites par centaines et envoyées au gouvernement fédéral; le grand chef Atleo, le chef local Ghislain Picard, Matthew Coon Come, l'Association nationale des centres d'amitié autochtones, des participant.e.s et leurs parents sont parmi les signataires. C'est ce qui nous permet de reprendre espoir. Grâce à l'acharnement de l'équipe de financement, on voit enfin la lumière. Santé Canada devient notre partenaire principal, bien conscient de l'impact positif du Wapikoni sur la santé globale des jeunes des communautés autochtones. Le Wapikoni a d'ailleurs été reconnu comme projet modèle dans le plan directeur de la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador. En période de recrudescence des

Escale du Wapikoni mobile dans la communauté de Wikwemikong, 2017

Photographie de Mathieu Buzetti Mélançon



L'équipe de tournage durant une escale du Wapikoni mobile

Courtoisie du Wapikoni mobile

suicides, des communautés comme celle de Lac-Simon ou de Uashat font appel au Wapikoni pour obtenir un atelier supplémentaire.

Au fil du temps, les communautés visitées se multiplient, avec une invitation par lettre des différents conseils de bande. Depuis 2004, trente-deux communautés ont été visitées au Canada. Chacun des ateliers regroupe en moyenne 25 participant.e.s et génère 5 courts-métrages sur des thématiques choisies par les participant.e.s. Des milliers de jeunes les ont maintenant fréquentés.

Peu à peu, au fil des festivals internationaux où les films réalisés sont sélectionnés, on crée des partenariats. La méthodologie du Wapikoni se propage. Nous sommes ainsi invités à donner des ateliers, en Amérique du Sud principalement (Bolivie, Pérou, Chili, Panama) en collaboration avec différents organismes : Oxford Committee for Famine Relief (OXFAM-Québec), *Centro de Culturas Indígenas del Perú* (CHIRAPAQ) au Pérou, *El Centro de Formación y Realización Cinematográfica* (CEFREC) en Bolivie, Initiative vidéo stratégique et LafkenNyZugvn au Chili, Smithsonian Institute et Université McGill au Panama. Des cinéastes autochtones de différentes communautés du Québec sont invité.e.s à participer et à collaborer à ces formations : Marie-Pier Ottawa au Panama, Elisa Moar au Chili, Réal Junior Leblanc et Kevin Papatie en Nouvelle-Calédonie chez les Kanaks, Emilio Wawatie, Raymond Caplin et Shaynah Decontie en Finlande chez les Samis.

Des communautés d'ici sont également jumelées à des communautés d'Amérique du Sud. Paul-Émile Ottawa, alors chef de Manawan, fait parvenir un présent au chef de Malalhue, la communauté visitée au Chili, tandis que,

sous la responsabilité de Catherine Potvin, chercheure pour la chaire UNESCO McGill « Dialogues pour un développement durable », et de François Laurent, un groupe d'Emberas du Panama est accueilli par la communauté anishinabe de Kitcisakik en Abitibi.

Par ailleurs, la diffusion des films prend de plus en plus d'ampleur. Dès les débuts du Wapikoni, les courts-métrages réalisés sont projetés devant la communauté en fin d'ateliers. Il s'agit toujours d'un moment fort de fierté identitaire de la collectivité et de rapprochement intergénérationnel.

Après cette traditionnelle projection communautaire qui réunit toujours des centaines de spectateurs, a lieu le lancement annuel dans le cadre du Festival du nouveau cinéma (FNC). Les participant.e.s viennent de leurs communautés, souvent éloignées, pour présenter leurs œuvres devant un public chaque année plus nombreux.

Il faut rappeler que le Wapikoni est d'abord un projet de médiation dont le mandat est multiple : briser l'isolement des communautés éloignées, développer la fierté culturelle et identitaire, encourager l'*empowerment* et le leadership, créer des ponts vers l'autre, réduire ainsi le racisme et les préjugés, et contribuer à la solidarité entre les peuples.

Au-delà de l'art et de la liberté d'expression, la vidéo et la musique deviennent alors de puissants outils de transformation sociale pour les jeunes des Premières Nations et pour la société en général. On dit souvent que la construction d'un réseau est la meilleure protection contre les idées noires. La circulation des films dans près de 250 événements publics chaque année contribue à la construction de ce réseau. Souvent, les cinéastes

en herbe se déplacent avec leur film au Canada ou à l'étranger. Ils sont de fiers ambassadeurs de leur culture, côtoient d'autres créateurs et élargissent leur horizon. Le Wapikoni est d'abord une histoire de rencontres.

Près de 1 000 films ont été réalisés dans le cadre du Wapikoni depuis ses débuts. Ils ont été présentés entre autres à l'Exposition universelle de Shanghai au pavillon du Canada, au volet culturel des Jeux olympiques de Vancouver, à guichets fermés dans huit salles du festival de Clermont-Ferrand en France, au festival Sundance et dans près d'une centaine de communautés autochtones d'Amérique du Sud, notamment mapuche et quechuas. Souvent réalisés en langues ancestrales, ces films ont aussi été traduits en français, en anglais, en espagnol, en italien, en mandarin, en hongrois. Ils sont récipiendaires de 147 prix et mentions dans des festivals nationaux et internationaux.

Des jeunes prennent la relève. Le mouvement Idle No More en est un bel exemple. Des participant.e.s du Wapikoni contribuent aussi maintenant à cette visibilité. Leur caméra est une arme, comme le dit bien Réal Junior Leblanc, lauréat de plusieurs prix avec ses films. Kevin Papatie fait le tour du monde avec ses propres œuvres et y témoigne fièrement de sa culture. Il s'est rendu en Bolivie, avec des cinéastes et militant.e.s autochtones du monde entier desquels il s'inspire. Marie-Pier Ottawa a présenté ses œuvres dans plusieurs festivals internationaux et enrichi sa pratique artistique. Elle travaille maintenant à Rezolution Pictures à Montréal. Quant à Abraham Cote, il enseigne maintenant la vidéo à Kitigan Zibi, sa communauté. Le parcours du jeune Micmac Raymond Caplin est fulgurant : en trois ans, il passe du sous-sol de Listuguj, où son père s'inquiétait de lui, au Wapikoni où l'on découvre son talent inouï pour le dessin, puis à l'école des Gobelins, à Paris, qui lui offre une école d'été après avoir vu sa première animation. Il termine maintenant sa scolarité en cinéma à l'Université Concordia. Trois autres participant.e.s l'ont suivi à Concordia tandis que Jani Bellefleur, participante de la Côte-Nord, a été la première autochtone diplômée de l'INIS. On ne peut passer

sous silence le parcours impressionnant de Samian, qui a participé à la première escale du Wapikoni à Pikogan il y a douze ans et a longtemps été porte-parole du Wapikoni. Il a maintenant à son crédit trois albums hip-hop encensés par la critique en plus d'une prestigieuse carrière comme photographe et comédien.

L'année 2014 a marqué un jalon important pour le Wapikoni avec la création du premier Réseau international de création audiovisuelle autochtone (RICAA) qui regroupe aujourd'hui 50 membres de 18 pays. Ces créateurs et

créatrices d'horizons différents peuvent ainsi unir leurs voix et se faire entendre par la création d'œuvres cinématographiques collectives et travailler ensemble à la solidarité entre les peuples, autochtones et non autochtones, dans le but d'un enrichissement réciproque et d'une société plus juste. Un premier long-métrage « Le Cercle des Nations » qui abordait le thème de la revitalisation culturelle naissait de cette collaboration en 2016. La prochaine thématique abordée sera celle des femmes.

Au-delà de l'art et de la liberté d'expression, la vidéo et la musique deviennent alors de puissants outils de transformation sociale pour les jeunes des Premières Nations et pour la société en général.

Poursuivant son évolution, le Wapikoni et Musique Nomade (volet musical du Wapikoni) créent en 2017 le Vélo Paradiso dans le cadre du 375^e anniversaire de Montréal. Cette flotte de 5 vélos de projection sillonne les arrondissements de Montréal en diffusant sur grand écran les meilleurs courts métrages du Wapikoni ainsi que des vidéoclips issus de collaborations entre musiciens autochtones et artistes de la diversité culturelle. Ces projections visent encore à créer des ponts entre autochtones et non-autochtones urbains.

Par ailleurs, grâce à l'appui financier du gouvernement du Canada et du Fonds Canada 150, le Wapikoni mobile a entrepris cette année la tournée du Canada avec « Le Wapikoni mobile : d'un Océan à l'autre : La Réconciliation par les arts médiatiques ». Le Wapikoni réalise ainsi des ateliers dans toutes les provinces du Canada tandis qu'une petite caravane de projection « Le Cinéma sur roues » s'arrête dans 100 communautés autochtones et 50 villes pour y diffuser, par le cinéma, la voix des Autochtones.

LES MOYENS ALTERNATIFS DE COMMUNICATION

Des outils de luttes et d'émancipation

Par Sandra Lorena Rojas Villamuez

Traduction par Maeva Devoto

À dix-huit heures, les haut-parleurs se sont allumés. À travers la musique, les salutations et les dédicaces, on y parlait des déchets, de l'endroit où on les jette, de la contamination qu'ils produisent et de la nécessité d'habiller un nouvel espace où l'on puisse les laisser, loin des sources d'eau qui alimentent quotidiennement le village. Cette semaine, plusieurs thèmes étaient abordés : la maltraitance envers les animaux, la toxicomanie, l'alcoolisme et la violence intrafamiliale. Comme d'habitude, à chaque émission, on parle de sujets différents car non seulement doit-on divertir les gens, mais également les unir et les engager pour le bien-être de leur communauté.

Tous les jours, à dix-huit heures, le Centre de production radiophonique Arboleda (*Centro de Producción Radial Arboleda*) allume ses microphones pendant une heure. Son moyen de transmission est amplifié : ils utilisent de petites enceintes situées sur le toit d'une maison, dans la partie la plus élevée de la communauté pour que leur son puisse atteindre chaque recoin. L'idée initiale de posséder sa propre station de radio s'est vue empêchée par la législation nationale qui n'autorise qu'une seule radio communautaire par municipalité, mais ceci n'a pas arrêté le Centre de production radiophonique Arboleda. Son désir d'informer, de raconter des histoires et d'inspirer les gens l'a mené à créer un moyen de communication alternatif, dirigé par des membres de la communauté et dans lequel participent des hommes, des femmes, des enfants, des jeunes et des personnes âgées.

Arboleda est un petit hameau situé dans la municipalité de Mercaderes, dans le département de Cauca, habité par des paysans travaillant la terre et vivant de

l'agriculture. Comme à plusieurs endroits à travers le pays, les gens de la communauté ont été frappés par la violence et le conflit armé qui dure depuis plusieurs années en Colombie. Des histoires de mort, de peur ou de déplacement forcé sont racontées dans les rues, mais on y entend aussi des rires et l'on y parle de rêves et de nouveaux projets. Les gens rompent le silence, se rencontrent à nouveau et s'organisent. Pour cela, ils ont besoin de moyens de communication qui les écoutent, les appuient et les motivent.

Le Centre de production radiophonique a permis l'apparition d'un espace de participation citoyenne visant à améliorer le bien-être social et la qualité de vie des habitants.e.s d'Arboleda. Les objectifs étaient clairs : à travers ses émissions de radio, le centre cherchait à reconstruire le tissu social, renforcer le sentiment d'appartenance, promouvoir l'identité locale et appuyer les traditions culturelles de façon inclusive, ce qui permettrait de tisser des liens entre les secteurs sociaux de la communauté. Cette radio donne une voix à tous et à toutes. On y aborde des thèmes qu'on ne discute pas dans les autres médias et qui répondent aux besoins spécifiques de la communauté, ainsi qu'à ses attentes, ses problèmes et ses réalités.

À sept heures du soir, les microphones et les haut-parleurs se sont éteints. L'émission s'est conclue par une invitation à réaliser une réunion citoyenne afin de définir le nouvel emplacement pour jeter les vidanges. Il y a beaucoup de propositions, mais c'est une décision qui doit être prise par toute la communauté : le but étant la participation et l'engagement de tous et de toutes. Bien entendu, la radio

SANDRA LORENA ROJAS VILLAMUEZ est communicatrice sociale et titulaire d'une maîtrise en éducation, plus précisément sur le sujet de l'éducation, communication et culture et les propositions éducatives pour la paix. Elle compte environ huit ans d'expérience de travail avec des communautés. De plus, elle a assumé des rôles liés à l'enseignement universitaire, la production de contenu de radio, ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de communication communautaire dans diverses régions de Colombie, plus particulièrement dans la région de Montes de María et dans les départements de Cauca et Putumayo. Grupo Comunicarte - slrvillamuez@gmail.com



restera présente pour convoquer les gens à nouveau, les informer des accords à venir, et faire les suivis continus afin de veiller à ce que le projet se réalise. Après l'émission, pendant qu'ils rangent l'équipement, les membres de la radio préparent le thème du jour suivant, et discutent de l'organisation d'un « Radiothon » pour ramasser des fonds afin d'aider une voisine dont le fils est à l'hôpital.

Le droit à la communication, un moyen de démocratiser la parole

Le Centre de production radiophonique Arboleda n'est qu'un seul des nombreux moyens de communication alternatifs qui sont apparus en Colombie au cours des dernières années. Tout comme les autres, c'est une réponse à des besoins spécifiques des communautés qui réclament le droit à la communication dont ils ont été privés pendant longtemps. Les histoires et les problèmes de ces communautés ont été réduits au silence par les médias de masse nationaux. Leur voix, leurs opinions et leurs témoignages n'ont pas été pris en compte, même la communication privée qui a lieu entre voisin.e.s a été interdite à plusieurs endroits afin de générer un climat de peur et de réprimer les organisations communautaires.

Des membres de l'équipe de production du Centre de production radiophonique Arboleda

Photographie de Sandra Lorena Rojas Villamuez

Avoir une station de radio aurait été l'idéal, surtout si l'on tient compte du fait que le droit à la communication ne doit pas seulement garantir l'accès aux différents médias et à l'information qui circule, ou permettre aux personnes d'être consultées et de s'exprimer par ces moyens. Il concerne aussi le fait de pouvoir être propriétaire de médias afin de rompre le monopole et de démocratiser la parole. Cependant, la législation rend impossible la mise sur pied de radios publiques ou communautaires. C'est donc la raison pour laquelle des alternatives commencent à apparaître, selon les besoins et avec les ressources qui sont propres à chaque communauté.

Les centres de production radiophonique sont des espaces permettant de réaliser des créations sonores auxquelles prennent part différents secteurs sociaux, en se réunissant volontairement et en racontant des histoires en lien avec leurs propres réalités et inquiétudes. L'idéal

Des histoires de mort, de peur ou de déplacement forcé sont racontées dans les rues, mais on y entend aussi des rires et l'on y parle de rêves et de nouveaux projets. Les gens rompent le silence, se rencontrent à nouveau et s'organisent. Pour cela, ils ont besoin de moyens de communication qui les écoutent, les appuient et les motivent.

reste de trouver une entente avec la station de radio communautaire ou d'intérêt public de la municipalité pour qu'ils transmettent ces enregistrements, mais le contact n'est pas toujours établi. Ainsi, d'autres formes de diffusions sont proposées comme l'utilisation de haut-parleurs, d'Internet, de blogues, de réseaux sociaux, de disques compacts ou de mémoire numérique.

Bien qu'ils ne fonctionnent pas comme des stations de radio et qu'ils n'aient pas une programmation continue sur 24 heures, ces centres de production radiophonique peuvent compter sur tout un système organisationnel. De plus, avant d'entamer le processus de production, des formations ont lieu, permettant non seulement d'apprendre sur les genres, les formats, les entrevues, l'enregistrement et l'édition, mais également de réfléchir à la structure sociale que l'on veut donner à son média. Il y a donc un processus de construction collective du projet de communication qui inclut les objectifs, la mission, le code éthique et le manuel de style avec des règles de base définissant le langage, les contenus et la manière dont sera traitée l'information abordée.

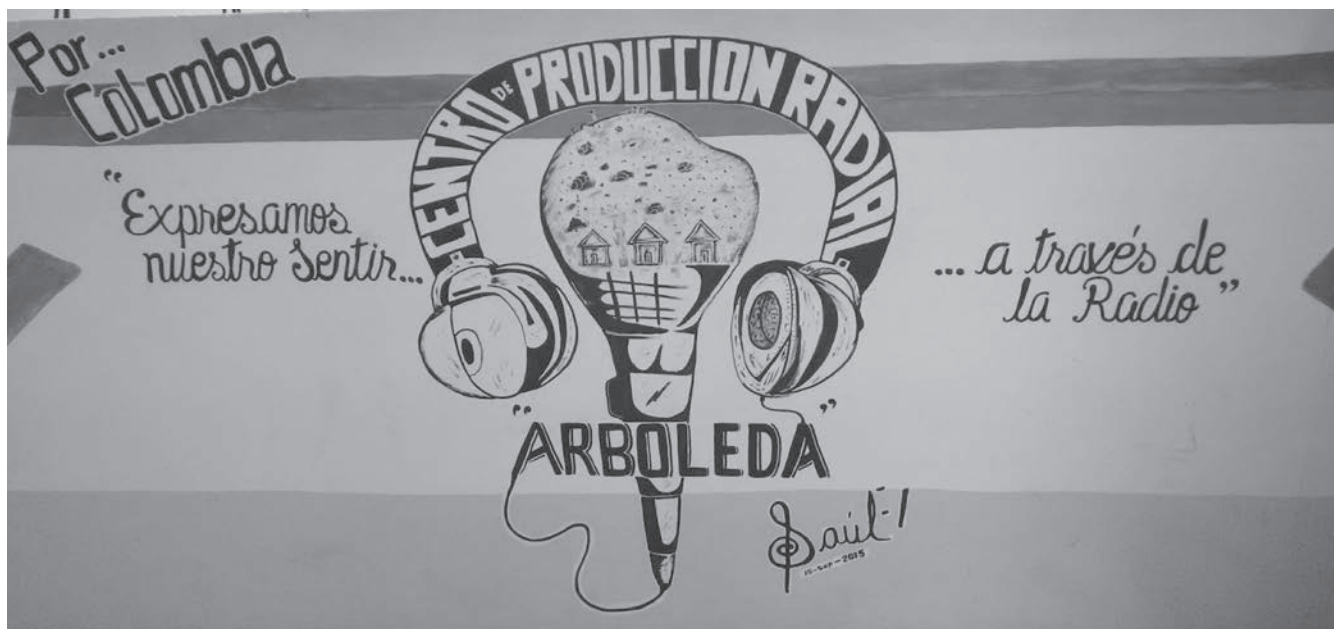
À Arboleda et dans plusieurs autres régions à travers le pays, la radio est arrivée grâce à ces centres de production qui se sont convertis en outils de lutte et d'émancipation sociale. À travers eux, les communautés ont retrouvé leur voix, et peuvent désormais s'exprimer, se connaître et se retrouver. Grâce à la radio, ils ont retrouvé le droit à la

communication, mais pas seulement cela. Ils ont également appris à s'écouter, à débattre sur des thèmes sociaux, culturels, politiques ou économiques, et à travailler ensemble pour défendre les droits à la vie, au logement, au travail, à l'éducation et à tous ceux et celles qui leur garantissent une vie digne et engendrent un changement social.

La radio : des voix et des sons qui génèrent une identité

Aujourd'hui, les habitant.e.s d'Arboleda ont leur propre moyen de communication, un moyen différent et alternatif. Ils ont choisi un centre de production afin de se rapprocher de la radio, car, grâce à elle, ils peuvent diffuser une variété de discours qui mènent à la reconnaissance de leur propre communauté et de la société en général. Une radio pour diffuser de la musique, faire des déclarations d'amour, souligner des anniversaires, débattre sur des sujets divers, mobiliser, raconter des blagues, ou encore plonger dans la mémoire historique à travers des feuilletons radio écrits et interprétés par les gens de la communauté.

La radio permet de faire beaucoup de choses, son contenu peut créer un sentiment d'appartenance, promouvoir l'interaction sociale et la participation des communautés, ainsi que refléter les particularités propres à chaque village. La radio comme moyen de communication représente « une expression de la manière de voir, d'interpréter et de concevoir le monde, propre à ceux et



celles qui la produisent. Son contenu est façonné par l'expérience individuelle et collective. Les thèmes abordés ont un lien avec le contexte dans lequel se trouvent ceux et celles qui produisent les émissions »¹.

Mais ce n'est pas tout : la radio éduque et renforce l'identité et la culture. Mario Kaplun conçoit la radio comme un instrument d'éducation et de développement social et culturel. Il cite l'UNESCO en disant que la radio est « la seule technique de communication avancée qui s'est vraiment mise en œuvre dans les pays du Sud global. Elle s'est répandue et a été massivement intégrée à la culture [...] Avec la miniaturisation et la transistorisation, qui permettent des coûts très bas, la radio se révèle être un outil de plus en plus pertinent dans les cultures basées sur la transmission orale »².

Les centres de production radiophonique et les radios communautaires permettent à la communauté de s'écouter, de se connaître et de s'organiser. Ce type de médias permet aux communautés d'identifier leur propre manière de parler, leurs goûts et leurs habitudes. C'est pourquoi, à travers les enregistrements radio, des discours, de la musique, des artistes, des histoires, des narrations et des formes de concevoir le monde sont incorporés. Les

Peinture murale au Centre de production radiophonique Arboleda

Photographie de Sandra Lorena Rojas Villamuez

contenus ouvrent la porte à d'autres cultures, d'autres dynamiques sociales qui cherchent à redonner une signification et à restructurer les éléments caractéristiques de la société. Son travail consiste à générer des espaces de coexistence, de tolérance et de respect, destinés à produire un changement politique et culturel.

Le Centre de production radiophonique Arboleda et son travail pour contribuer au renforcement, au développement et à la transformation sociale et communautaire, est un exemple clair de la raison pour laquelle la communication doit être considérée comme un droit fondamental et les communautés doivent être dotées des outils nécessaires pour pouvoir l'exercer librement. Les médias communautaires et alternatifs font de la communication une scène de dialogue et de débat interculturel où la culture est favorisée, l'identité est renforcée et la mémoire historique est récupérée, et où on réfléchit et on construit des chemins qui renforcent l'intégration sociale.

RÉFÉRENCES

1 El'Gazi, Jeanine. (2000). *Que suene la radio. Guía de trabajo del taller de producción radial*, coll. Migración y desarrollo, Unidad de Radio del Ministerio de Cultura, Bogotá, p. 19.

2 Kaplún, Mario. (1992). *A la educación por la comunicación: la práctica de la comunicación educativa*, UNESCO/OREALC, p. 26.

Des stratégies pour penser au-delà des frontières

Par Rosa Peralta

Traduction par Émilie Noël

La crise environnementale mondiale est devenue un sujet de débat quotidien. On peut en entendre parler dans les universités, les écoles, les arrêts de bus, les marchés. Cependant, une grande partie de l'opinion publique est basée sur ce que les médias traditionnels considèrent comme les principales causes et solutions aux problèmes environnementaux contemporains. Les médias véhiculent souvent le message qu'il s'agit d'un effort individuel : si chaque citoyen et citoyenne fait sa part, tout ira bien. En même temps, il est couramment colporté qu'il ne s'agit que d'ajustements mineurs dans les systèmes économiques et productifs ou que la science et la technologie trouveront un jour un moyen de résoudre les situations critiques. Bien que toutes ces déclarations soient dans une certaine mesure vraies, elles sont superficielles et ne racontent pas toute l'histoire, surtout si l'on considère que les grandes activités industrielles et même la production scientifique ou technologique – la plupart servant les intérêts d'un nombre restreint de puissants groupes économiques – causent une grande partie des impacts négatifs sur l'environnement. Il est également essentiel de garder à l'esprit qu'il existe des groupes plus vulnérables qui sont particulièrement affectés par ces mêmes désordres environnementaux, entraînant non seulement des inégalités sociales, mais aussi environnementales.

Au Brésil, il est notoire que les médias dominants et les groupes oligarchiques sont associés, et que les conflits liés à l'accès à la terre, au territoire, à l'eau et à d'autres ressources sont rarement couverts ou associés aux demandes de justice sociale et environnementale¹. Au lieu de cela, les petits fermiers familiaux qui luttent pour la terre sont souvent traités comme des criminels, alors que les groupes autochtones et d'autres groupes ethniques traditionnels sont considérés comme archaïques et comme une menace pour le développement du Brésil.

Il n'est guère surprenant que *Rede Globo*², le principal conglomérat brésilien de l'information, ait récemment lancé la campagne « L'agro, c'est techno; l'agro, c'est pop; l'agro, c'est tout » en avril dernier, exaltant l'industrie agroalimentaire et négligeant le fait que les petits agriculteurs familiaux sont responsables de la production de la plupart des aliments que les Brésiliens consomment, même s'ils n'occupent qu'un quart des terres agricoles (Censo Agropecuario, 2006)³. Il ne faut pas oublier que les catastrophes environnementales causées par des entreprises puissantes, comme l'effondrement du barrage minier de Samarco dans la ville de Mariana en 2015, sont rapidement oubliées, alors qu'en août 2017, les familles touchées attendaient toujours une indemnisation.

La couverture superficielle des agendas des mouvements sociaux par les médias dominants est délibérée et tendancieuse, ce qui empêche le grand public d'y voir clair. C'est pourquoi il est si important que les organisations et les autres groupes de la société civile créent et mettent en œuvre des stratégies de communication pour dépasser les frontières du sens commun.

Cet article vise à décrire comment un festival de films environnementaux impliquant de nombreux secteurs et acteurs d'une petite ville brésilienne a donné une visibilité à la lutte des petits agriculteurs familiaux et des communautés quilombos⁴ pour leurs droits à la terre, à la sécurité alimentaire et à la souveraineté. Notre objectif est de montrer que les initiatives culturelles ont le potentiel de traiter, et donc de communiquer, des questions complexes et controversées de manière alternative et plus accessible.

Fondatrice du Festival de films MADrE, ROSA PERALTA est titulaire d'une maîtrise en développement et environnement (UFPB) et d'un baccalauréat en communication (UFRJ). Elle a plus de 10 ans d'expérience de travail avec des organisations de défense des droits de la personne, en particulier avec des populations traditionnelles (quilombos et petits agriculteurs familiaux agroécologiques). Elle est actuellement assistante de rédaction du magazine *Agricultures : expériences en agroécologie*, publié par l'organisation brésilienne AS-PTA.

Contexte social, historique et environnemental

Les trois éditions du festival du film MADrE - Environnement, droits et éducation⁵ ont eu lieu dans la ville de Cabo Frio, située dans l'État de Rio de Janeiro, entre 2014 et 2015. Cabo Frio est entouré de superbes plages aux dunes de sable doré et d'une eau bleu clair et est parfois appelé les Caraïbes brésiliennes, attirant ainsi des milliers de visiteurs chaque année. Cependant, comme d'autres beaux sites naturels à travers le monde, Cabo Frio souffre du tourisme prédateur.

La pêche est une autre activité économique principale, faisant de Cabo Frio une importante fournisseur de poissons dans l'État de Rio de Janeiro, mais elle est en déclin en raison de la pollution croissante. Bien que considérée comme une activité mineure, l'agriculture joue également un rôle très important dans l'approvisionnement alimentaire local.

En tant que l'une des plus anciennes villes du Brésil, fondée par les Portugais en 1615, Cabo Frio est également riche en histoire. La ville a beaucoup de bâtiments historiques et une tradition d'activisme environnemental, bien que la plupart de sa population (environ 200 000 personnes, d'après le dernier recensement officiel de 2010) et les touristes n'en ont pas connaissance.

Le Festival de films MADrE : une expérience avec de multiples acteurs

Selon Paulo Freire, éducateur et philosophe brésilien de renom, ceux et celles qui sont engagé.e.s dans les processus d'émancipation des gens devraient concevoir la communication comme une dynamique réciproque, comme un dialogue, une forme d'éducation⁶. De cette façon, il convient de laisser de côté des concepts tels que « public » et « cible »⁷ et de créer des relations plus horizontales et dialogiques.

« Seul le dialogue, qui nécessite une réflexion critique, est également capable de générer une pensée critique.

Sans dialogue, il n'y a pas de communication, et sans communication, il ne peut y avoir de véritable éducation » (p. 73).

Conformément à la réflexion de Freire, l'objectif du festival était de mener une expérience d'éducation populaire capable de sensibiliser et de mobiliser les gens pour qu'ils considèrent l'environnement comme un droit humain et, en ce sens, en rapport étroit avec d'autres droits sociaux, économiques et culturels. Dans cette perspective, en s'adressant aux populations autochtones,

aux communautés quilombos, à l'agriculture familiale et à la pêche artisanale, il était possible non seulement de se focaliser sur les droits territoriaux de ces groupes spécifiques, mais aussi sur le droit de la société à préserver la culture, les savoirs ancestraux et l'environnement.

Pour ce faire, des tables rondes interdisciplinaires ont été organisées, réunissant des professionnels et des professeurs de divers domaines tels que la biologie, l'ingénierie, la gestion de l'environnement, le cinéma, la communication, le tourisme et le droit. Le festival

a également visé à donner la parole à des groupes invisibles, dont les luttes quotidiennes pour réclamer leurs droits sont intrinsèques à la justice sociale et environnementale⁸. Pour ce faire, outre la présentation de documentaires sur les petits agriculteurs familiaux et les quilombolas, des représentant.e.s légitimes de ces groupes ont été invité.e.s en tant que conférenciers. En mettant en lumière leurs conflits particuliers, ainsi que leur savoir traditionnel sur l'agriculture durable, les plantes médicinales et le patrimoine culturel, ils ont pu promouvoir leur droit à la communication.

C'était de riches moments d'échange de connaissances, car différents acteurs pouvaient se rencontrer, communiquer leur propre point de vue sur les questions environnementales locales et promouvoir des discussions éclairées sur les solutions individuelles et collectives possibles.

Notre objectif est de montrer que les initiatives culturelles ont le potentiel de traiter, et donc de communiquer, des questions complexes et controversées de manière alternative et plus accessible.



**Table-ronde multidisciplinaire à l'Université
Veiga de Almeida, juin 2015 (haut)**

**Des fermiers de famille de Cabo Frio et de sept
municipalités ont participé à la Foire agroécologique
dans les jardins du Musée d'art traditionnel et
religieux, 2015 (bas)**

Photographies de Émile Jair Labelle



Quand MADrE a présenté un film sur la pêche artisanale dans une université locale, par exemple, cette rencontre plurielle a mis en lumière l'interconnexion des droits. Alors que les biologistes parlaient de nombreuses formes de pollution affectant les ressources en eau, le travail des pêcheurs et la santé des populations, un avocat a expliqué comment la société civile – et même les individus – peuvent prendre des mesures juridiques pour arrêter le tourisme prédateur et d'autres activités économiques ayant un impact négatif sur l'environnement et les modes de vie traditionnels. La discussion a également abordé d'autres problèmes causés par ces activités, mais a également permis de discuter des expériences réussies de tourisme durable menées par des communautés locales.

Aller vers le public

Les trois éditions du Festival de films MADrE ont permis de présenter treize films, de promouvoir dix conférences, cinq tables rondes, six ateliers, un rallye photographique, une

projection photographique et deux foires agroécologiques regroupant des agriculteurs appartenant à des groupes agroécologiques de huit municipalités différentes. Le festival a réussi à faire collaborer 30 partenaires et a atteint un public de plus de 1 200 personnes. Les films et les activités ont porté sur la nourriture saine, sur les risques sociaux, environnementaux et sanitaires liés à l'utilisation croissante de produits agrochimiques au Brésil, sur les plantes médicinales, sur les écovillages comme mode de vie alternatif, sur les activités et groupes traditionnels en tant que patrimoine matériel et immatériel et sur les conflits sociaux et environnementaux.

Le festival MADrE a été couvert par des journaux locaux, des stations de télévision et de radio privées et publiques. Cependant, il est apparu clairement que la plupart des membres du public avaient été rejoints grâce à la capacité des organisateurs à contacter et à communiquer avec des partenaires stratégiques et engagés. Plus que le public, le festival visait à sensibiliser et à mobiliser des acteurs pour établir une véritable expérience d'apprentissage bilatéral.

Compte tenu de l'importance de l'échange de connaissances, chaque film et activité a été intensivement discuté et planifié avec des partenaires. Les organisateurs ont également estimé que la « qualité » du public était plus importante que la qualité des salles de projection. C'est pourquoi, au lieu d'exposer les films dans des salles de cinéma conventionnelles, nous avons concentré nos efforts pour les présenter et réaliser la plupart des activités dans les écoles publiques et les universités dont les enseignants étaient déjà sensibilisés et en quelque sorte engagés dans l'organisation du festival – bien qu'ils étaient tous ouverts à l'auditoire général.

Même si le festival a eu lieu principalement dans les établissements d'enseignement, il a favorisé les discussions sur l'importance d'autres sources de connaissances. En ce sens, la présence et la parole des groupes de base était d'une importance majeure. Il a été souligné que la science et la technologie ne suffiraient jamais à elles seules s'il n'y a pas de réflexion critique, de sensibilité sociale et de mobilisation pour s'attaquer aux problèmes environnementaux.

Il est également important de dire qu'en dépit du nombre d'activités réalisées, le festival était un événement peu coûteux, principalement grâce à la capacité des organisateurs. trices à mobiliser des ressources non monétaires grâce à la participation active des partenaires.

Impact supplémentaire

Après deux éditions, le festival a reçu un prix du Fonds municipal pour la culture et a été inclus parmi les activités pour le 400^e anniversaire de la ville. De plus, le Musée d'art traditionnel et religieux, l'un des partenaires du festival, a suivi l'exemple de MADrE et organise une foire agroécologique le dernier samedi de chaque mois.

Une association écologiste, Ama Cabo Frio – qui a joué un rôle très important dans les années 90 en empêchant l'installation de projets touristiques susceptibles d'avoir un impact important sur l'environnement local – prévoit un événement pour réactiver ses activités, avec des tables rondes, des conférences et des films. Parmi les dirigeants de ce mouvement, il y a un artiste local et fondateur de

l'association ainsi qu'un professeur de l'Université fédérale de Rio de Janeiro, qui réalise des projets académiques sur la sécurité alimentaire et la souveraineté impliquant les jeunes et les communautés traditionnelles locales. Ces deux acteurs importants se sont rencontrés grâce aux activités du festival.

L'expérience de MADrE montre comment les événements culturels peuvent inspirer et appeler les gens à l'action. Avec la technologie d'aujourd'hui, l'exposition de films peut avoir lieu presque n'importe où; alors que l'organisation d'activités supplémentaires et appropriées pour déclencher et approfondir la pensée critique sur des questions pertinentes et controversées est une question de créativité et d'habileté à communiquer avec les bons partenaires. En ce sens, la foire agroécologique était peut-être l'événement le plus significatif, où tous les partenaires – et le grand public – se sont rencontrés et ont eu l'occasion d'échanger des connaissances et d'acheter des produits directement auprès des petits agriculteurs familiaux.

Post-scriptum

Le nom MADrE⁹, « mère » en espagnol, a été pensé comme une référence à la Terre Mère, mais est aussi un modeste hommage à ma mère, Maria Lima, une femme salvadorienne forte qui a été la première à m'apprendre l'importance de respecter et d'aimer les autres. Elle m'a aussi enseigné que nous devrions toujours essayer d'aller plus loin et de nous engager dans des actions qui pourraient faire du monde un endroit plus juste et paisible où vivre. Merci pour tout. Repose en paix.

NOTES

1 Martinez-Allier, J. (2007). *Ecologismo dos Pobres*. São Paulo : Contexto.

2 *Rede Globo* fait partie de *Grupo Globo*, classé 14^e plus grande entreprise de médias au monde, avec un chiffre d'affaires de 4,83 milliards de dollars (Business Insider, 2016).

3 Selon le recensement agricole de 2006, l'agriculture familiale est responsable de 87 % de la production de manioc, de 70 % de la production d'haricots et de 58 % de la production laitière au pays. Il a également révélé que 75 % de la main-d'œuvre agricole est employée dans l'agriculture familiale.

4 Les communautés quilombos sont des groupes ethniques brésiliens formés soit par des esclaves en fuite, des esclaves restés dans des fermes abandonnées par leurs propriétaires en période de décadence économique, des familles noires qui ont réussi à acheter ou à occuper pacifiquement des terres, des personnes noires qui ont reçu des terres après leur service militaire, entre autres situations. La Constitution brésilienne de 1988 reconnaît leurs

droits de propriété collective. Cependant, bien qu'il y ait plus de cinq mille communautés occupant des territoires du nord au sud du Brésil, en 2017, pas plus de 294 communautés ont reçu leurs titres fonciers (CPI-SP, 2017), ce qui les rend vulnérables à plusieurs types de violations.

5 Le festival a été fondé et coordonné par Rosa Peralta, l'auteure de cet article, et Emile Jair Labelle, artiste plasticien (peinture, photographie et graphisme), qui a étudié le cinéma à l'Université du Québec à Montréal et possède une vaste expérience dans la production d'événements culturels et artistiques. Pour plus d'informations sur les activités organisées, visitez la page des fans de MADrE (www.facebook.com/MostraMADrE).

6 Freire, Paulo (1972). *Pedagogy of the Oppressed*. New York : Herder and Herder.

7 Monnerat, P.F., Almeida Souza, N. et Amaral Vaz, B. (mars 2016). « Comunicação tem gosto? ». *Agriculturas*, vol. 13, no. 1, p. 31-35.

8 Leff, E. (2001). *Saber Ambiental*. Petrópolis : Vozes.

9 MADrE est un acronyme pour « *Meio Ambiente, Direitos e Educação* », en portugais, bien que, comme expliqué, il était intentionnel que les initiales forment le mot « mère », en espagnol.

RÉFÉRENCES

CPI-SP (2017). « Terras Quilombolas », en ligne : www.cpis.org.br/terras/ (page consultée le 8 septembre 2017).

IBGE (2006). « Censo Agropecuario 2006 », en ligne : http://biblioteca.ibge.gov.br/visualizacao/periodicos/50/agro_2006_agricultura_familiar.pdf, (page consultée le 8 septembre 2017).

IBGE (2010). « Cidades@ », en ligne : <http://cidades.ibge.gov.br/xtras/perfil.php?lang=&codmun=330070>, (page consultée le 8 septembre 2017).

O'Reilly, L. (mars 2016). « The 30 biggest media owners in the world ». *Business insider*, en ligne : <http://www.businessinsider.com/the-30-biggest-media-owners-in-the-world-2016-5/#29-yomiuru-shimbun-holdings--288-billion-in-media-revenue-2>.

« NAXME » LA RADIO DU PEUPLE ME'PHAA

San Miguel del Progreso, région de la Montaña, État de Guerrero, Mexique

Par Miguel Ángel Mijangos Leal

Traduction par Amelia Orellana

Il y a trois ans, au cœur de la région de la Montaña, dans l'État de Guerrero, au Mexique, est née l'initiative de communication impulsée par la station de radio « Naxme » du peuple originaire Me'phaa. Celle-ci avait comme objectif de transmettre, dans leur langue, de l'information sur le contexte et le quotidien des peuples de la montagne, mais surtout, de fournir de l'information sur la problématique structurelle qui afflige les peuples de la région, particulièrement causée par l'imposition de projets extractifs, surtout miniers, ainsi que sur l'imposition de la part du gouvernement d'une réserve de la biosphère dans le territoire communautaire.

Depuis, ce qui représente un des efforts les plus importants des dénommés systèmes de communication alternatifs, par et pour les peuples de la zone, continue toujours d'exister.

Une équipe limitée, des règles gouvernementales impossibles à suivre afin de transmettre de façon « légale », conformément au paramètre implanté pour cela par le gouvernement mexicain, peu de ressources financières pour faire fonctionner l'opération qui inclue la mobilité pour les reportages et l'entretien de l'équipement, ce sont tous des obstacles qui nous empêchent de construire des projets de communication et d'information alternatives. Ces enjeux représentent en même temps un magnifique défi de pouvoir local par les peuples, pour les peuples, car ils dépassent les vicissitudes d'une réalité imposée par un système dominant. Celui-ci ne fait pas

que bloquer le déploiement de processus alternatifs, mais il impose également ses propres règles du jeu afin d'empêcher tout effort qui puisse se traduire en compétence locale, médiatique ou informative générant des analyses et des réflexions sur les processus.

C'est dans ce contexte que se trouve toujours la radio Naxme afin d'informer et de provoquer des réflexions à l'intérieur des communautés pour qu'elles prennent non seulement leurs propres décisions, mais de meilleures décisions. Que leur programmation puisse à la fois donner de la joie avec la transmission de ce qui leur est propre, de ce qui est compréhensible dans leur langue locale, de ce qui est culturel, mais qu'elle avertisse également de ce qui porte atteinte à la communauté, aux biens naturels et au territoire du peuple originaire. Ainsi, à travers la communication et l'information, radio Naxme situe et renforce les hommes et les femmes qui résistent et se défendent de ceux qui cherchent à les exproprier de leur communauté.

Argumentation

Au milieu d'une ère dans laquelle les systèmes et la technologie de la communication ont atteint les plus hauts standards de globalisation, de massivité et de transcendentalité, l'opacité informative, la manipulation du message, l'utilisation de langages de communication illisibles et incompréhensibles sont toujours en prédominance. Il en va de même avec la mise en place

MIGUEL ÁNGEL MIJANGOS LEAL a participé à des projets de communication pour le développement mettant une emphase particulière sur la construction du message par le sujet, à travers le modèle « interlocuteur-média-interlocuteur ». Il accompagne des processus permanents de communication et d'information dans des communautés autochtones et paysannes tout en faisant la promotion de la méthodologie de communication pour le développement créé par le pédagogue Manuel Calvelo Rios, dans l'objectif de renforcer les processus communautaires.

de monopoles qui contrôlent les principales structures de communication afin de faciliter la diffusion de messages inertes qui provoquent une consommation démesurée, tout en générant de l'anxiété et en alimentant des stéréotypes qui visent tous la création d'un public captif, avec de fortes carences en ce qui a trait à développer des analyses de la réalité, ayant comme conséquence l'imposition de modèles politiques et commerciaux d'acquisition massive.

La communication alternative se manifeste dans un contexte de systèmes de communication commerciaux et qui commercialisent, contre lesquels elle mène une sanglante bataille depuis des années afin de promouvoir, de générer et de défendre des espaces de communication du peuple et des communautés.

Ceux-ci misent essentiellement sur des processus alternatifs à caractère politique, productif, économique, médiatique et de renforcement social des femmes et des hommes pour qu'à partir de leur réalité, elles et ils puissent conserver leurs principales forces; la continuité de la communauté ainsi que la préservation de son territoire et des biens naturels qui les entourent.

Radio Naxme du peuple Me'phaa est située dans la communauté de San Miguel del Progreso, dans la municipalité de Malinaltepec, de la région de la Montaña, État de Guerrero, au Mexique. Depuis sa création, la radio est un exemple de projet alternatif de communication et d'information, car elle intègre les activités quotidiennes en tant qu'élément central de sa stratégie de communication. À travers ses propos, elle reprend l'histoire des grands événements marquants des peuples afin que les nouvelles générations n'oublient pas leurs racines, leur origine et leur destin. La radio informe de façon permanente ce qui est proposé par la communauté et les populations voisines comme sujet d'intérêt local et régional; elle informe des menaces, tout en diffusant les alternatives pour les combattre. D'une certaine façon, elle fournit les éléments d'analyse pour que l'organisation communautaire puisse s'améliorer.

C'est un média qui est entre les mains des personnes de la communauté, un média qui parle par lui-même de la problématique externe qui les afflige. C'est également un moyen de communication dont les portes sont ouvertes, où l'on donne la parole sans censure, afin que les autres l'écoutent et se forment des opinions. C'est une radio modeste, mais très riche en information diversifiée, car elle parle de la culture des peuples, particulièrement sur celle du peuple Me'phaa qui est à son origine.

Ce moyen de communication alternatif facilite et permet de faire connaître l'opinion et la voix de femmes et d'hommes de tout âge, faisant écho aux divers concepts et intérêts qui prévalent dans la communauté. Il renforce le caractère de ce qui leur est propre et sacré, ainsi que

la pertinence du dialogue dans la communication.

Sa principale vertu est d'être un moyen de communication aux mains de la communauté. Celle-ci maintient une programmation compréhensible pour elle-même. C'est dans ce sens qu'elle est un média alternatif, car elle crée une rupture avec les programmes quotidiens et dépourvus d'information pertinente, occupant ce vide sur lequel elle s'est édifiée. Les personnes se sont rendu compte que l'utilisation de la communication, particulièrement celle de qualité, peut servir à créer les conditions

pour une société qui, à partir de la participation, puisse agir en collectif afin de répondre à ses besoins précis.

Radio Naxme transmet autant la célébration traditionnelle nommée *petición de lluvias* que des capsules audios contre les menaces des projets extractifs envers le territoire. Elle passe sur ses ondes de la musique traditionnelle des groupes communautaires et fait également référence à la musique des peuples d'autres nations. La radio diffuse des communiqués et des nouvelles qui aident à combler le manque de canaux et de signal téléphonique. Elle promeut également les forums et les rencontres des peuples et ouvre des espaces aux groupes et aux individus qui désirent partager de la musique, des expériences, des commentaires et des histoires.

Depuis sa création, la radio est un exemple de projet alternatif de communication et d'information, car elle intègre les activités quotidiennes en tant qu'élément central de sa stratégie de communication.



« **Radio Naxme, radio communautaire. Des peuples tissent la culture par la parole... »**

Logo de radio Naxme

Il est paradoxal que cette radio ne possède pas toute la technologie qui, de nos jours, a soi-disant rapproché l'humanité entière, elle n'a utilisé que la stratégie de communication afin d'offrir un service de communication et de dialogue permanent. Malgré toute leur technologie, les autres médias sont incapables d'atteindre cela.

Radio Naxme est une radio alternative en construction permanente; c'est également une radio en résistance, car la transmission est entravée par les gouvernements qui refusent de respecter le plein droit à l'information. C'est une radio culturelle qui se documente elle-même en partageant ses histoires qui n'ont rien à voir avec celles des autres médias où la banalité, l'ésotérisme et le voyeurisme de l'insignifiance dominant.

Conclusions

La radicalité du capitalisme a imposé une forme pour communication de masse capable de transcender dans toutes ses formes, depuis la construction du message jusqu'au média de transmission et son destinataire, afin d'entraver et de ruiner toute possibilité d'analyse et de réflexion de l'information diffusée. Son objectif est de créer des femmes et des hommes apathiques face à leur réalité et prêts à vivre de la consommation incontrôlée.

La dénommée communication alternative est une forme de résister aux systèmes de communication conventionnels. Pour qu'elle puisse réellement être définie comme étant

de la communication alternative, celle-ci ne doit pas seulement être entre les mains de la communauté, mais doit également se démarquer par le type d'information qui est transmise afin que son message atteigne le public visé.

Radio Naxme cherche à informer afin de créer des réflexions, des analyses qui, à partir des histoires et des souvenirs des peuples, puissent renforcer la communication par un processus d'échange dialogique qui pondère la discussion collective, l'accord consensuel et le renouvellement de ce qui a déjà été appris.

Radio Naxme se démarque comme une alternative de communication, face au paradigme de la modernité, de la technologie et du caractère massif du message transmis par les grands médias pour atteindre beaucoup de personnes sans toutefois générer quoi que ce soit.

La communication alternative donne une voix à la radio, elle est dans un processus constant de proximité avec l'information qui ne se trouve pas dans le local d'enregistrement sinon à l'extérieur. Elle doit donc aller à la recherche de l'information pertinente qu'une communauté considère comme nécessaire pour enrichir leur savoir, leur opinion et leur participation.

La communication alternative se fait à partir d'une approche et d'un approvisionnement contraire au capitalisme, car si ce n'est pas le cas, elle risque de tomber dans la logique de celui-ci.

L'éducommunication pour la citoyenneté des femmes

Par Vera F. Vieira

Traduction par Pedro Luiz Freire Cardadeiro

Le début de mon parcours à l'École de Communications et Arts de l'Université de São Paulo (ECA/USP) est en relation avec la trajectoire du mouvement féministe. En 1996, lors de mon retour du Canada, où j'ai vécu pendant huit ans, j'ai commencé à travailler comme coordonnatrice de l'organisation Réseau des femmes dans l'éducation, située dans la ville de São Paulo. L'année suivante, motivée par la passion pour l'académie et par le travail d'éducation pour de nouvelles relations entre femmes et hommes, le rêve de m'inscrire à l'Université de São Paulo (USP) s'est concrétisé puisque j'avais été acceptée au cours de Gestion de processus communicationnels (ECA/USP).

Appliquant la théorie à mes expériences pratiques, je confirme que le féminisme et la communication vont main dans la main et représentent un chemin indéniable et nécessaire dans la lutte face à l'inégalité des genres. Le radicalisme (dans le sens marxiste du terme) de cette lutte doit être au-dessus du sectarisme actuel en ce qui concerne les moyens de communication de masse et cela touche plusieurs organisations. Les médias ne représentent ni le sauvetage, ni la destruction, mais un champ fondamental de l'intervention pour une plus grande citoyenneté active. C'est l'« aura » qui ressort de ces recherches.

Les résultats de mes travaux académiques proposent des contributions concrètes pour une activité plus efficace dans le mouvement féministe. Et cela en connectant l'éducation non formelle avec la communication, à la recherche du même objectif des pionnières et des pionniers de cette lutte : une société avec égalité des droits – relations d'égalités, en ce qui concerne les différences –, sans laquelle il ne sera possible d'arriver à une démocratie et à une pleine citoyenneté.

En cherchant l'interface entre la communication et le féminisme, telles recherches ont comme prémisses le fait que tous les deux possèdent le savoir d'une existence intrinsèquement entrelacée. Il faut aussi reconnaître qu'au cours des luttes pour l'émancipation des femmes, les médias ont eu un rôle important, passant des moyens imprimés à analogiques et numériques, et ce, sur la scène nationale comme internationale. Cette intervention transformatrice va à l'encontre du langage stéréotypé, soit écrit ou imagé, celui qui renforce le sexisme ou autre discrimination.

Pour proposer une pratique proprement dite d'éducommunication et de communication à distance – centralisée sur l'identité des discours et sur les formes de les transmettre –, la recherche va à l'encontre de la vision aliénante de l'École de Frankfurt et adepte du potentiel politique transformateur soutenu par des auteurs comme Jürgen Habermas, Jesús Martín Barbero et Paulo Freire. Dans ce cas, il est nécessaire, comme condition préalable, de gérer la communication avec des objectifs clairs et partagés entre les membres des groupes impliqués. Ce qui signifie, chercher la réponse à la question mise de l'avant par Habermas¹, et qui se résume comme suit : « à quel mode de comportement commun les gens veulent se compromettre? ». Selon lui, la communication se traduit par la quête de la compréhension, en reconnaissant les connexions entre la dimension de la subjectivité et de l'intersubjectivité. Une action communicative doit avoir un destinataire capable de la recevoir. Aucune action ne se caractérise comme telle, si d'un autre côté il n'y a personne pour la recevoir, considérant que le et la réceptrice sera celui et celle qui la dirigera, puis après l'avoir recréé par soi-même,

VERA F. VIEIRA détient une maîtrise et un doctorat en Sciences de la communication de la USP/ECA et est directrice générale de l'Association des femmes de la paix. Vera7vieira@globo.com



pour ensuite participer à une action de communication de manière continue avec d'autres agents sociaux. Comme l'explique bien Habermas :

[...] les membres d'un collectif doivent arriver à une décision commune. Ils doivent essayer de se convaincre mutuellement qu'il est pertinent de chacun, que tous agissent ainsi. Dans ce type de processus, chacun indique à l'autre les raisons pour lesquelles il peut vouloir qu'une forme de comportement soit transformé socialement obligatoire. Chaque personne concernée doit pouvoir se convaincre que la norme proposée est, dans les circonstances données, « également bonne » pour tous.

Selon l'analyse de Citelli², d'autres chercheurs de la même génération, pour une production latino-américaine, concluent que l'évolution des études communicationnelles est délimitée par « un tournant d'impossibilités s'ils ne reçoivent l'apport critique nécessaire qui inclut la compréhension des mécanismes sociaux de production, de circulation et de consommation des messages ».

Le modèle des médiations

C'est à partir de ce point d'impasse, dans les années 1980, que le modèle des médiations commence à se consolider. En fonction des études culturelles élaborées au cours des années 1960, ce modèle se concentre sur la réception de son message. Ce processus de redéfinition du message survient « entre » l'émission et la réception dans le champ dominé par les médiations. La capacité de réflexion – de redéfinition – des gens se situe spécifiquement dans le champ des médiations, puis, en plus de l'émission et de

la réception, existe un processus de dialogue intérieur. Il s'agit d'un processus dont les sens se complètent dans le jeu idéologique des expériences culturelles et sociales, par exemple : la famille, les amis, l'école, l'église, associations.

La théorie de Jesus Martin Barbero³ sur les médiations trouve écho pour redessiner les études communicatives. Ses recherches indiquent que le centre souffre de l'action de plusieurs sphères de la société. Barbero déplace la discussion des moyens pour les médiations et pour l'action efficace des messages. Au lieu des moyens seulement représentés par les ressources de production, c'est-à-dire les entreprises de communications et leurs champs d'intérêt, ils doivent travailler en tenant compte de plusieurs instances concernées et de plusieurs réseaux de relations de la population. Ainsi, le phénomène de réception est médié par des instances de la société. Ce sont les intermédiaires qui arbitrent les influences et ils peuvent donc, à travers des pratiques participatives, manipuler les moyens et les ressources afin de dominer les langages et les techniques. La thèse principale est celle où il existe un désordre provoqué par la nouvelle sensibilité, liée à la variation préfiguratrice, formée par les relations qui sont marquées par le désordre culturel, la déterritorialisation et l'hybridisme du langage.

En plus de Barbero, auteur espagnol qui vit en Colombie depuis 1963, ce modèle a été élaboré en profondeur par des chercheurs comme le Mexicain Guilherme Gomes Orozco et l'Argentin Nestor García Canclini. Ici au Brésil, plusieurs chercheurs de l'École de Communications et Arts de l'Université de São Paulo (ECA/USP) se sont penchés, à partir de ces études, sur un champ spécifique du savoir qui s'intitule éducommunication. En quelques mots, « éducommunication » peut être définie par l'interrelation entre la communication, le social et l'éducation, en tant que champ d'intervention social précis.

Dans les prémisses de ces études pour une éducation, pour la communication, en suivant le célèbre schéma du *step by step*, on arrive à la séquence d'actions suivantes : 1) Gestion d'agir de manière communicative à l'intérieur des groupes; 2) Maîtrise instrumentale (maîtrise des modes de fonctionnement, de compréhension et de reconnaissance des techniques de formatage et de perception des logiques économique et politique qui influencent les mécanismes de production, de circulation et de consommation); 3) Lecture critique des domaines; 4) Mécanismes efficaces d'intervention. Ces objectifs étant

poursuivis, sont en harmonie avec le sens premier du mot communication, contenu dans sa propre composition : rendre COMMUNE une ACTION. Selon Baccega⁴ :

[...] la communication est l'interaction entre les sujets... Pour obtenir communication, il est nécessaire que les interlocuteurs aient une « mémoire » commune, qu'ils participent à une même culture. Car la communication se manifeste dans nos discours et les discours qui circulent dans la société se constituent à partir de l'intertextualité.

Selon Baccega⁵, étant donné que la communication devient efficace que lorsqu'elle est appropriée et devient une source d'un autre discours, pour l'interlocuteur, la condition de diffuseur lui doit être habitué. Il est pourtant, l'interlocuteur/diffuseur. D'un autre côté, pour Deleuze et Guattari⁶ :

Il n'existe pas d'énoncé individuel, jamais. Tout énoncé est un produit du contenu, ce qui veut dire, des agents collectifs d'énonciation (par des « agents collectifs » ne sont pas des populations ou des sociétés, mais des municipalités).

On reprend l'apprentissage de base que l'humanité a toujours développé des stratégies dans le but de s'instrumentaliser pour une transmission d'information et de connaissances.

En arrivant à la fin du 20^e siècle, en célébrant la plus grande révolution avec les avancées des médias numériques qui a sur Internet sa plus grande expansion. Pour la première fois, l'interaction est possible en temps réel, au-delà de l'importance du rôle du public qui passe d'un simple consommateur à un producteur d'images.

Puis, c'est dû à cette récente révolution communicative que ces mouvements féministes apportent de nouvelles perspectives pour la lutte pour la transformation des relations sociales de genres. Et ce, dans la mesure que les médias peuvent améliorer la perception et la matérialisation asymétrique du pouvoir entre les sexes, qui place l'homme en situation de dominance et qui provoque de tragiques conséquences dans la société. Les nouvelles notions de temps et d'espace, le nouveau mode de ressentir, de penser et d'agir peuvent accélérer l'harmonisation des relations construites socialement, culturellement acceptées et maintenues historiquement depuis des millénaires.

Inégalité des genres au Brésil

Presque 40 % des femmes sont responsables de la maison

Les femmes gagnent 28 % moins que les hommes

6 millions et demi de femmes exercent le travail domestique, parmi lesquelles 61,1 sont de race noire

2009-2011 : 16 mille décès dans des conflits hommes-femmes

2013 : 38 mille hommes condamnés par la Loi Maria de Penha (violence domestique)

Toutes les cinq minutes, une femme est battue

Toutes les 2 heures, une femme est assassinée

Toutes les 12 secondes, une femme est violée

50 mille femmes sont violées par année au pays, d'après la dernière étude réalisée par le Ministère de la Justice en 2012

Taux de participation politique : 7,4 % des tribunaux étatiques et des districts; 9,2 % de la Chambre des députés; 8,6 % du Sénat

Source : www.mulherespaz.org.br (Visité le 10 juin 2015)

Les médias comme instruments de transformation de la réalité

Sans aucun doute, à chaque innovation dans les formes d'expressions, de transmission d'informations et de connaissances, les stratégies pour arriver à un plus grand pouvoir de la diffusion dans les messages de libération de l'oppression patriarcale contre les femmes, s'améliorent.

À l'ère numérique, les possibilités d'intervention féministe trouvent un écho encore plus fort. La révolution des technologies de l'information et des communications (TIC) a provoqué de nouvelles notions de temps et d'espace, un nouveau mode de sens, de pensées et d'actions. L'environnement médiatique exerce une influence sans précédent sur la production des sentiments des gens, en plus de concrétiser de l'utopie d'une société juste et égalitaire.

Par conséquent, peu importe la proposition politique et/ou éducative, il ne faut pas ignorer les TIC et la complexité

de celles-ci, de plus avec la crise pragmatique maintenant installée. La constitution de l'imaginaire est tout aussi connectée à la construction culturelle des relations de genres, qu'avec l'influence des TIC dans la formation des gens, considérant que la réalité se construit à partir de l'objectivité et de la subjectivité. Comme le souligne Cristina Costa⁷ : « c'est un jeu entre moi et la culture. D'un côté, la culture s'impose à nous; d'un autre, nous en faisons partie. Il s'agit d'un jeu dans lequel quelque chose me renferme, mais ne me renferme pas entièrement ».

Afin de projeter l'avenir, il est nécessaire de revoir le passé et d'analyser le présent, époque où les TIC représentent le plus grand pouvoir du nouvel ordre politique, économique, social et culturel. Dans l'enchevêtrement dynamique des structures de l'imaginaire, il se tisse des liens qui peuvent être renforcés – dans le but de perpétuer les inégalités de genres – ou s'assouplir, visant à défaire les modèles des rôles établis par la dynamique sociale. C'est à partir de l'éducation, celle qui transforme l'être humain en agent politique, que les conditions changeront. Ces « réalités » sont présentes dans la construction sociale des genres, tissée à partir des divers réseaux de relations d'un individu : famille, église, école, associations populaires, partis politiques, moyens de communication de masse...

À l'aide des résultats de ce parcours et de l'analyse de telles recherches, il a été possible de formuler des recommandations concrètes pour un mouvement féministe, tout en démontrant les possibilités d'activités éducatives et de la communication à distance soutenues par les médias. Notamment, les réseaux sociaux définissent de nouvelles formes de représentation de la femme. Les médias, en particulier, altèrent les modèles stéréotypés de la représentation de la femme, en favorisant une action plus efficace du mouvement féministe à travers la communication et la distance. Et, sans l'ombre d'un doute, les défis actuels poursuivent le même objectif

des pionnières de cette lutte : une société avec l'égalité des droits – relations harmonieuses et un respect des différences –, sans laquelle il serait impossible d'établir une démocratie et obtenir une pleine citoyenneté.

Il faut considérer que malgré l'évolution significative de la condition de la femme, intensifiée au cours des dernières décennies et grâce à l'impulsion donnée par le mouvement féministe, l'impasse demeure dans la quête pour l'égalité dans la division de l'espace public et privé. Ceci démontre la permanence des clichés et des mythes qui vénèrent, de forme effervescente, l'identité masculine et féminine.

Les nouvelles dynamiques communicatives qui submergent de l'ère numérique, consolidant dans les pratiques quotidiennes une multitude de formes d'apprentissage et d'expressions personnelles et interpersonnelles, s'ajoutent de manière à améliorer les narratives révolutionnaires féministes mises en place peu après la deuxième moitié du siècle passé. Comme résultat, il figure ainsi une implacable occasion d'une progression de la lutte pour l'égalité des relations sociales des genres, par l'entremise d'une stratégie de pratiques éducatives et de communications à distance, afin qu'il y ait une reformulation du programme féministe. Et cela, visant la consolidation de formes plus efficaces de l'intervention politique et de progrès dans les activités pour l'égalité des genres.

Afin de clore le sujet – sans oublier de souligner les contributions gérées collectivement sur de telles recherches, lesquelles ne s'établissent pas comme vérités absolues –, en mettant l'accent sur la réflexion critique de Citelli⁸, dans le sens que « [...] entre l'"ici" et le "là", afin de retrouver notre tension théorique de base, la semence peut fructifier; pendant les intervalles les étincelles distribuent de la lumière et font des langages des endroits de créations idéologiques », qui est emballé par la phrase de Paulo Freire⁹ puisque « le monde n'est plus, le monde est ».

NOTES

1 Habermas, J. (1989). *Consciência moral e agir comunicativo*. Tradução : Guido Antônio de Almeida. RJ: Ed. Tempo Brasileiro, p. 91

2 Citelli, A. O. (2004). *Comunicação e Educação. A linguagem em movimento*. 3ª ed. SP: Senac, p. 32

3 Martin-Barbero, J. « Heredando el futuro. Pensar la educación desde la comunicación ». *Revista Nómadas*. S/d

4 Baccaga, M. A. (2002). « Comunicação: interação emissão/recepção ». *Revista Comunicação e Educação*. no.23. ECA-USP/Ed.Salesiana. jan-abr/2002. p. 7-8

5 Baccaga, M. A. (2000-2001). « A construção do campo comunicação/educação: alguns caminhos ». *Revista USP*. no.48, p. 20

6 Deleuze, G. et Guattari, F. (2009). *Mil Platôs Capitalismo e Esquizofrenia*. Volume 1. Tradução : Aurélio Guerra Neto e Célia Pinto Costa. Editora 34, p. 51.

7 Aula ministrada em 25/5/2010, na disciplina Fundamentos da Comunicação e Expressão Humanas, na USP/ECA, coordenada por ela.

8 *Op. cit.* p. 60

9 *Op. cit.* p. 85

RÉFÉRENCES

Soares, Ismar de Oliveira (1998). *O campo da Comunicação/Educação, suas subáreas e a emergência de um novo espaço profissional*. Pesquisa do Núcleo de Comunicação e Educação da Escola de Comunicações e Artes da Universidade de São Paulo (NCE/ECA/USP). SP.

VIEIRA, Vera (2012). *Comunicação e Feminismo: as possibilidades da era digital*. Tese (Doutorado em Comunicação) - Escola de Comunicação e Artes da Universidade de São Paulo, São Paulo.

Une autre façon de se retrouver

Par Contagio Radio

Traduction par Macarena Lara

« Quand elle est vraie, lorsqu'elle naît de la volonté de se prononcer, la parole humaine ne peut être freinée par personne. Si on lui refuse la bouche, elle s'exprime avec les mains, ou par les yeux, ou par les pores, ou par n'importe où d'autres. »

– Eduardo Galeano

Il est 5 h 30 du matin en Colombie, les réveille-matins de Monica, Luis, Alexandra, Sandra, Santiago et Elkin sonnent. Ces six journalistes travaillent quotidiennement pour Radio Contagio, située au centre de Bogota. À Buenos Aires, Carlos a déjà envoyé une première livraison de *Resumen Latinoamericano*, et à Lima, Paloma amorce sa réflexion concernant les élections présidentielles qui se tiendront dans une semaine et qui pourraient redonner le pouvoir à la famille Fujimori.

Environ quatre ou cinq heures séparent ce groupe de journalistes, mais l'écrasante réalité les unit; en effet, bien que sous différentes bannières, les pouvoirs économiques et médiatiques, qui ne dorment jamais, ont déjà savamment orchestré leur processus de désinformation, lequel devra être décortiqué et mis en lumière en cette nouvelle journée.

« En effet, s'il y avait beaucoup d'individus aux ressources limitées qui se regroupaient pour intervenir dans le rouage politique, ils pourraient, assurément, se transformer et devenir des participants actifs, ce qui en soi deviendrait une vraie menace. »

– Noam Chomsky

Dans la région de Magdalena Medio, en Colombie, à travers un air contaminé par l'odeur d'huile de palme provenant de grandes plantations établies sur ces terres depuis les années 90, Don Carlos, un paysan de 47 ans qui vient tout juste de retourner sur ses terres, est déjà en train de prendre son petit déjeuner tout en écoutant la radio. C'est à travers celle-ci qu'il apprend, aux alentours de 7 heures du matin, la bouleversante nouvelle selon laquelle les paramilitaires, ses nouveaux voisins depuis qu'on lui a restitué quatre hectares de terres, affirment qu'ils vont s'opposer à la restitution et qu'ils utiliseront la force contre ceux qui désireront revenir.

Don Carlos s'en fait également pour ses cinq vaches et ses quinze poules. « S'ils nous délogent sans prévenir qu'arrivera-t-il? », s'interroge-t-il tout en sirotant le meilleur café au monde (c'est ce qu'on dit), mais aussi le moins bien payé (on le sait). Heureusement sa famille, toujours en exil, attend le feu vert pour pouvoir revenir, dépendamment du dénouement des événements.

À la une des grands journaux et sur les chaînes entrepreneuriales résonnent les déclarations de Luis Carlos Villegas, ministre de la Défense : « Le paramilitarisme, c'est un fantôme ». « Quel fantôme! », s'exclame Don Carlos en avalant une gorgée, « comme si je n'avais jamais eu peur d'eux ».

À 7 h 30, le téléphone cellulaire de Don Carlos sonne, c'est Monica de Radio Contagio. Celle-ci a commencé le travail avec un courriel dénonçant les menaces faites par les paramilitaires à des individus comme Don

CONTAGIO RADIO, c'est une histoire qui naît en 1995. Au début, le nom fut donné à la revue de droits humains qui avait une périodicité semestrielle. L'objectif principal de cette revue était d'informer et de donner de la visibilité au travail dans le domaine des droits humains en Colombie. Par la suite, un travail de recherche et de rédaction a été entrepris pour mettre sur pied une radio en ligne qui traite principalement des droits humains, ce qui a donné vie à ce pari communicatif en 2009.



Photographie de Contagio Radio

Carlos. Dans leur échange, Monica lui demande s'il veut bien lui accorder une entrevue sur sa situation et les menaces. Don Carlos s'en réjouit, car il pourra ainsi raconter sa version des faits qui ne ressemble en rien aux déclarations faites par le ministre Villegas à la station radio de l'armée. Il est toutefois méfiant : « Oui, mais vous ne devez pas révéler mon nom », demande-t-il poliment. Les paramilitaires ont affirmé que quiconque parle « mourra ».

L'entrevue oscille entre la tranquillité que donne la confiance et la peur ressentie par le fait de nommer les choses par leur nom : « Les paramilitaires se réunissent, ils veulent voir comment ils pourront empêcher la restitution », affirme Don Carlos alors que Monica, après une seconde écoute, se demande comment faire pour que Carlos, en Argentine, et Paloma au Pérou, pour ne nommer que ceux-là, comprennent ce que doit endurer quotidiennement Don Carlos, ce à quoi il doit faire face et comment il l'affronte.

En fin d'avant-midi, vers 11 h 30, l'histoire de Don Carlos, qu'on a évité de nommer, est déjà connue de 3 000 personnes qui s'ajoutent à celles qui exigent de

démanteler le paramilitarisme et de garantir que les gens puissent vivre en paix avec leurs cinq vaches, leurs quinze poules, la totalité de leur famille, sur les terres qui les ont vus grandir et qu'ils soient en mesure de voir grandir les générations actuelles et futures. Paloma et Carlos se rendent bien à l'évidence que l'histoire de Don Carlos est très similaire à celle des paysans envahis par les plantations de soja, ou encore à celle des Autochtones de Cajamarca qui luttent pour ne pas perdre leur eau. Don Carlos vient de terminer son deuxième café de la journée.

« Je viens d'une famille conservatrice, j'ai étudié dans une université privée très éloignée de cette réalité, on entend très rarement parler de ce type d'histoire. Je crois que de pouvoir en discuter avec ma mère ou avec mon copain les aide à percevoir leur pays sous un nouvel angle, ce qui m'aide aussi à ne pas perdre espoir. Je crois que si Don Carlos résiste et ne perd

*pas la foi, alors pourquoi moi je perdrais espoir ?
C'est ce que je veux que les gens retiennent de mes
publications, qu'il y a toujours espoir. »*

– Monica Lozano, journaliste à Radio Contagio

*« Il s'agit d'un système médiatique d'autoprotection; le
questionner dépendrait de la compréhension du public
et que le pouvoir s'organise pour arriver à un changement
politique. C'est donc à travers celui-ci qu'il serait
éventuellement possible de restructurer le système. »*

– Edward S. Herman

Sandra débute sa journée scandalisée par les *Panama Papers*. En Colombie, rien de substantiel ne se dit à ce sujet. Certains médias déraillent en disant que 850 Colombiens figurent sur la liste, mais ils tiennent à signaler que ce n'est pas parce qu'il est dans les paradis fiscaux que l'argent est illégal ou que cela enfreint la loi. À 8 h 00 du matin, juste avant d'entamer l'émission en direct, arrive via les réseaux sociaux l'information selon laquelle en Islande, le premier ministre aurait donné sa démission à la suite des pressions populaires dénonçant le fait que Monsieur Sigmundur possédait trois ou quatre entreprises dans ces fameux « paradis fiscaux ».

« Se pourrait-il que rien ne se passe en Colombie? », s'interroge Sandra. Elle fait des appels au Congrès, à la direction des Impôts et à deux ou trois personnes d'organismes sociaux. En Colombie, rien ne va se passer, c'est ce qu'on en conclut. Quelques politiciens par-ci par-là se prononcent en affirmant qu'il y aura bien un contrôle politique et d'autres histoires du genre, mais à la fin, les choses ne bougeront pas. « Je ne sais pas comment arriver à une réforme fiscale lorsqu'autant d'argent est caché par les entrepreneurs afin d'éviter de payer de l'impôt », commente Sandra tandis qu'elle s'installe sur sa chaise et règle le microphone pour l'interview qui suit.

L'équipe a décidé de contacter Gloria, une dame qui survit grâce à l'entretien ménager qu'elle effectue chez des familles de classe moyenne supérieure. Madame Gloria est la mère d'une des jeunes victimes des « faux positifs », plus de 5 000, selon des chiffres qui ne sont pas reconnus par l'État. Gloria affirme que le gouvernement n'a pas plus honte, que le cas de son fils est dans l'impunité la plus complète alors que quelques congressistes jouissent d'une détention à domicile et qu'en plus ils possèdent de l'argent et des entreprises au Panama. « Je ne sais pas

de quoi nous allons vivre, ils ont assassiné mon fils qui m'aidait avec la maison et maintenant ils veulent nous achever avec plus d'impôts ».

« C'est une situation plus qu'injuste, Doña Gloria est doublement victime, d'un côté les forces militaires et d'un autre côté le système économique ». Sandra sort des ondes sur cette remarque. Elle consulte ensuite la page de *Resumen Latinoamericano*, lequel relate une dénonciation qui aura lieu en Argentine contre Mauricio Macri à la suite du scandale des paradis fiscaux, et qu'au Brésil, le principal moteur du jugement politique contre Dilma se retrouve aussi dans les *Panama Papers*. Elle la lit en direct. À 10 h 30, juste avant de terminer le communiqué et au milieu de cette froide matinée, entre un appel : un groupe d'avocats a décidé de faire des recherches et de poursuivre l'époux d'une journaliste du groupe PRISA. Le communiqué est prêt à midi.

*« On commence à comprendre que chacun d'eux (les
personnes impliquées, les militaires, les entrepreneurs)
a comploté, au fond, ils sont tous les mêmes et
partagent les mêmes intérêts, tous essaient de se
couvrir le visage, il faut les démasquer, mettre en
lumière leurs noms, leurs histoires et leurs délits. Les
gens doivent en être informés pour que la prochaine
fois qu'ils les verront ils les reconnaissent et se disent :
ce sont les mêmes que d'habitude, ils n'incarnent pas
le changement. »*

– Sandra Gutierrez, journaliste à Radio Contagio.

*« L'acte de réception dans le processus communicatif
de la musique joue un rôle actif, puisque chaque
récepteur incarne le commencement de nouveaux
trajets interprétatifs, qui par le fait même peuvent aussi
engendrer d'autres processus communicatifs. »*

– José Luis Campos García

Santiago entame sa journée de la manière la plus simple possible, en écoutant de la musique, qu'il partagera avec plaisir à son auditoire. En décembre dernier, eut lieu la commémoration du décès de Nelson Mandela et au cœur de la mémoire collective est apparue Miriam Makeba, icône de la musique s'opposant à l'apartheid en Afrique du Sud. Santiago l'écoute et y trouve ces nouveaux récits, non seulement dans les paroles des chansons, mais aussi dans l'histoire même de la chanteuse qui est retournée chez elle une fois Mandela libéré en 1990.

« On communique aussi avec la musique », dit Santiago. « Dans le cas de Mama África, il est possible de vivre la lutte de la population noire de ce pays qui tout comme nous, elle s'est battue pour revenir, pour survivre au milieu des tirs, cherchant la réconciliation en dépit de la souffrance sans jamais toutefois oublier », affirme Santiago pendant qu'il met une chanson de Makeba, *Holilili*. À la moitié de l'émission, vers 9 h 15 du matin, nous nous entretenons avec Marino Cordoba, reconnu comme leader dans les communautés d'ascendance africaine en Colombie.

Marino, homme endurci par les années et les querelles politiques, affirme que les communautés noires en Colombie sont encore victimes de discrimination; on parle d'au moins 40 territoires collectifs qu'on n'a pas voulu reconnaître aux communautés. Ces terres, qui leur reviennent de droit puisqu'elles les habitent et en prennent soin depuis plus de 50 ans, se font envahir par des colons et les entreprises minières, et ce, avec l'approbation du gouvernement national. L'entrevue se termine sur l'urgence de reconnaissance pour ces communautés. On augmente le volume à partir de la console, et la voix de Makeba s'élève.

Les mains sur la console – *Emabhaceni* commence à jouer, à peine deux minutes –, il baisse le volume : une tranche d'histoire de Makeba. En musique de fond, on distingue les magnifiques chœurs qui rappellent la forêt et l'eau nous menant à la liberté; la voix de Santiago paraphrase la brève traduction du Swahili où l'on réussit à comprendre que la liberté et la paix sont les mêmes là-bas et ici. La chanson se termine, le générique sonore se fait tout de suite entendre, le volume monte : « Radio Contagio *point-com*, une autre façon de se retrouver », dit la voix grave de l'ami argentin Eduardo Natchman.

« Il est parfois difficile de comprendre comment la musique transpose la douleur en espérance, c'est comme si la musique transformait la douleur en une envie de danser, en joie. C'est du moins ce qu'il m'arrive et même si les paroles parlent de sang, au-dessus de tout ça on retrouve quand même la joie, la souffrance peut se chanter et se danser et peut se transformer en force qui nous motive à continuer et cela me frappe. »

– Santiago Lozano, producteur à Radio Contagio

« Les choses qui arrivent lorsque personne ne les attend ne sont pas nécessairement synonymes de mauvaises nouvelles, il s'agit parfois de très belles choses et c'est un moyen, un message que nous envoie la vie pour nous dire que ça vaut la peine, que ça vaut la peine d'attendre ces nouvelles. »

– Eduardo Galeano

Il est 15 h 30. Conversation par WhatsApp avec le groupe de communicateurs du réseau CONPAZ.

- Bonjour amis de Contagio, Nidiria vous écrit de Buenaventura.
- Une image arrive. Des milliers de *chontaduros* et, autour, des gens le sourire aux lèvres.
- C'est quoi ça ? S'interroge Alexandra.
- *Chontaduro*, la récolte est arrivée.
- Très jolies les photos.

Il semblerait que Nidiria, une jeune de 23 ans, noire, habitante du territoire collectif du fleuve Naya, soit simplement en train de partager un paysage coloré souvent représenté du quai de Buenaventura, une ville presque entièrement contrôlée par les instances paramilitaires qui défendent les projets d'agrandissement du plus grand port d'Amérique latine donnant sur le Pacifique.

Le message ne s'arrêtait cependant pas aux couleurs des *chontaduros* et aux tresses des femmes. Tout cela n'est en fait qu'une infime partie de l'histoire que racontent ces photos.

- Il y a cinq ans, il n'y avait pas autant de fruits.
- Et pourquoi?
- Les fumigations empêchaient les fruits d'arriver à maturité, c'est du *chontaduro* du Naya.
- Ah, très bien!

Alexandra commençait à comprendre que les fruits du *chontaduro* n'arrivaient pas à maturité sur ce territoire, car les fumigations avec du glyphosate par les forces militaires et policières, sous prétexte d'éradiquer la propagation des cultures à usage illicite, rendaient la chose impossible.

Il n'y a pas si longtemps, dans un des six ateliers de communication tenus à Buenaventura, Nidiria a expliqué que les communautés noires avaient décidé de s'opposer à la fumigation sur leur territoire en proposant des mécanismes de substitution volontaire aux cultures à usage illicite. « Une fois, ils sont arrivés en avionnette et en hélicoptère et on les a empêchés de travailler », a-t-elle raconté en riant.

- Raconte-m'en davantage, se dépêcha d'écrire Alexandra.
- En ce moment, les embarcations avec plus de cinq tonnes de *chontaduros* continuent d'arriver en provenance du fleuve; pour le moment, la vie sourit à nouveau aux habitants.

Alexandra, encore sous le choc devant la profondeur de la question qu'elle vient de couvrir à partir de son téléphone cellulaire, s'écrie : « Il faut le mettre en ligne, on a ici toute une nouvelle ». Elle ouvre son éditeur de page dans la section « communautés » et l'intitule : « Après qu'on ait empêché la fumigation avec des glyphosates, le *chontaduro* revient à Buenaventura ». Il est 17 heures.

« Une image, en plus de faire appel à notre vue, doit également venir interpeller notre âme. Même s'il s'agit d'une image frappante, elle doit nous transcender pour venir saisir notre âme, certaines images iront même jusqu'à provoquer de la douleur et aideront éventuellement à passer de la douleur à l'indignation, qui ensuite générera du mouvement, de l'action. D'autres provoquent de la joie et des sourires. Pour moi, les photos sont le début d'un nouveau cycle de vie. »

– Luis Galindo, photographe et gestionnaire de services communautaires à Radio Contagio

« Les médias commerciaux dénaturent de plus en plus le sens professionnel du journalisme; ils tendent à les changer en propagandistes (...) ensuite, ils ont tendance à les changer en employés loyaux d'une grande entreprise (...) cela constitue une défiguration spirituelle cohérente dans laquelle ils se sentent représentants de ce milieu (...) en revanche, on ne pense pas que le meilleur qui puisse arriver à un candidat au journalisme est d'apprendre à créer des médias alternatifs au service de sa communauté. »

– Javier Darío Restrepo

Il est près de 8 heures, Elkin arrive chez lui, consulte son compte Twitter et y découvre que le lendemain sera une journée très mouvementée, beaucoup de nouvelles. Les mères communautaires ont décidé de camper devant les installations du ICBF afin d'exiger des conditions de travail dignes pour elles et des conditions de vie dignes pour les enfants qu'elles accueillent quotidiennement. En Palestine, on annonce que durant la journée, treize Palestiniens ont été assassinés et qu'il y a des médecins dans les prisons administratives qui aident à définir les mécanismes de torture conformément à la personnalité des détenus en Israël. À Caldas, une communauté entière a décidé de chasser des entreprises de son territoire.

Sur le compte Twitter de quelques congressistes colombiens, on annonce la tenue d'un débat de contrôle politique à cause de la grève armée des paramilitaires, qui a eu lieu la semaine antérieure. Les paysans planifient débattre d'une loi qui les reconnaisse comme sujets de droit, ce qui pourrait signifier la possibilité d'avoir davantage de mécanismes de défense pour leurs terres. Mais il y a également les nouvelles d'aujourd'hui, celles qui ne peuvent être mises au deuxième plan, ces histoires ne doivent pas être perçues comme du passé, mais comme un pas en avant; ces nouvelles d'aujourd'hui font partie de l'histoire et nous définissent, raison pour laquelle elles ne doivent pas être mises au second plan, jamais oubliées.

« Il faut maintenant vérifier ce qui nous a été dit », pense-t-il. Bien souvent les comptes sur les réseaux sociaux sont truffés d'insultes à cause d'une nouvelle X ou Y, à cause d'une colonne d'opinions ou d'autres choses. Cependant, une réaction soulage : « Enfin une station qui nous redonne espoir, toutes mes félicitations, lâchez pas », dit un twitter. Il est 23 heures. En Argentine, Carlos envoie son premier résumé de la matinée et, au Pérou, Paloma se prépare pour une nouvelle journée. On se retrouve demain, comme toujours.

Sonne le réveille-matin. Bonjour...

« Le métier du journaliste est difficile et implique beaucoup de responsabilités, il partage l'histoire de certaines vies, cherche à leur venir en aide et à tisser des liens avec d'autres. Le journalisme tente de faire ressortir la vie au beau milieu de la mort, ce qu'il reste d'espérance au milieu du désespoir, l'avantage est que la vie et l'espérance sont toujours là, quelque part. »

– Elkin Sarria, éditeur à Radio Contagio

Le CDHAL tient à remercier tous ses partenaires financiers et collaborateurs



Gouvernement du Canada -
Programme Emploi été Canada



Fonds de Claire Doran et Joe
McInnis de la Fondation de
l'Église Unie du Canada



Certificat en coopération
internationale de l'Université de
Montréal



**Cultiver
les savoirs,
ouvrir
les possibles**

écosociété 25 ans d'édition indépendante
ecosociete.org

FÉDÉRATION
AUTONOME DE
L'ENSEIGNEMENT

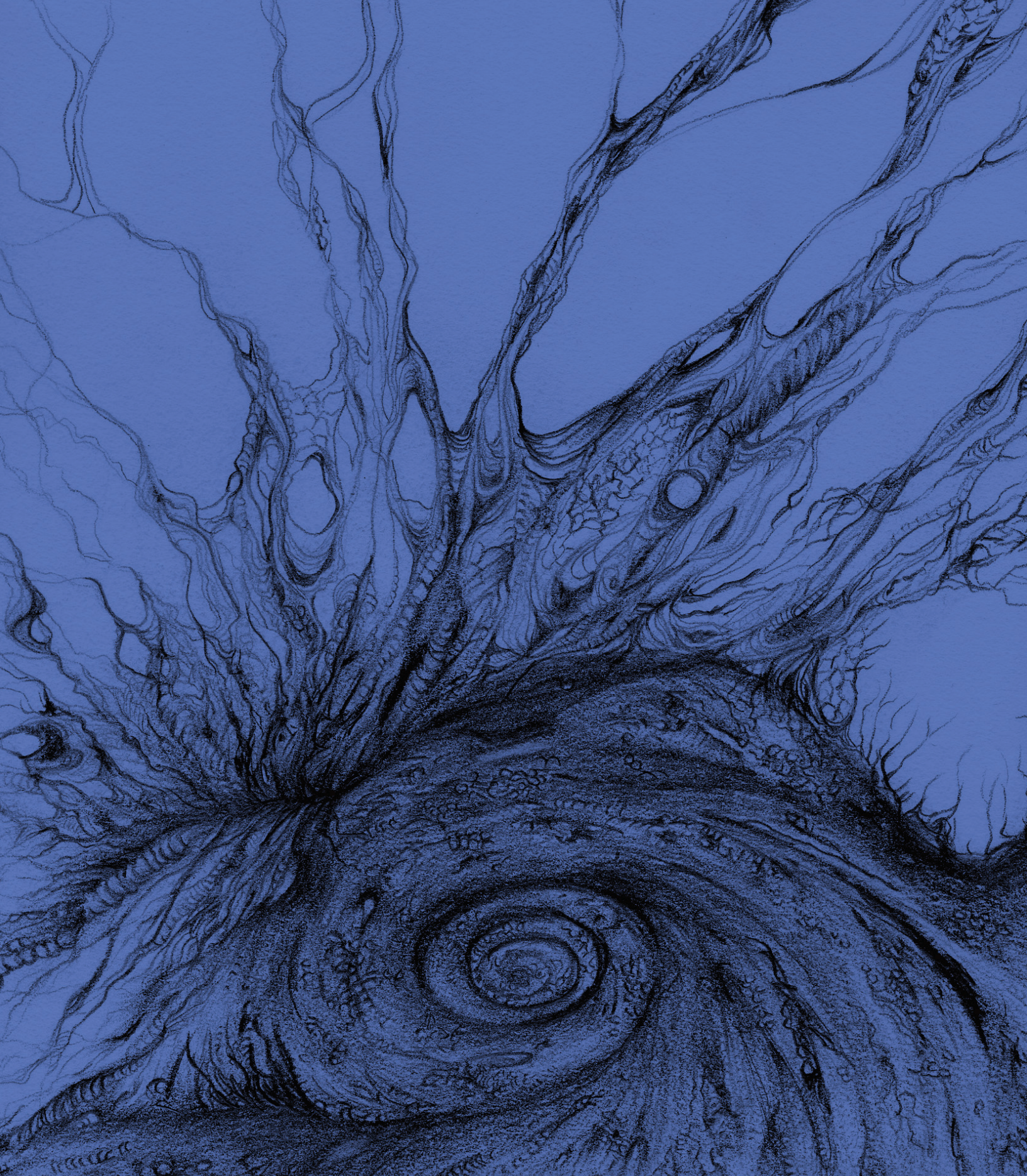
Santropol
MONTRÉAL

Café gourmet biologique et équitable
Organic and Fair Trade Gourmet Coffee
Café gastronómico orgánico y comercio justo

**TOUT
LE MONDE**
MÉRITE UNE CHANCE ÉGALE
d'écrire son avenir.

Centrale des syndicats
du Québec

lacsq.org



COMITÉ POUR LES DROITS HUMAINS EN AMÉRIQUE LATINE

1425 boul. René-Lévesque Ouest, 3^e étage

Montréal (Québec) H3G 1T7 Canada

514.257.8710 poste 334 | info@cdhal.org

www.cdhal.org